



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 MARS 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 30, 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le *mercredi* à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

1515 — 1-52-0

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

1515 — 1-52-0

Lettres patentes

A.B.C. Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: George Migicovsky, 7535, ave. Robinson, Côte-St-Luc, Jacques Gagnon, 2733, ave. Bernardin, St-Michel, tous deux marchands, Leonard Simcoe, 4765, rue Vézina, et David Litner, 4012, ave. Marlowe, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « A.B.C. Realty Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Letters Patent

A.B.C. Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Migicovsky, 5535 Robison Ave., Côte-St-Luc, Jacques Gagnon, 2733 Bernardin Ave., St-Michel, both merchants, Leonard Simcoe, 4765 Vézina St., and David Litner, 4012 Malowe Ave., the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "A.B.C. Realty Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 4215, rue Gascon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 290-63 — 1157/105

Les Agences Interprovinciales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: André Trotier, avocat, 1074, rue Belmont, Sillery, Guy Letarte, avocat, 2753, rue Valcourt, Ste-Foy, et Thomas-W. Brown, avocat, 1165, avenue Belvédère, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Agences Interprovinciales Inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 274, rue St-Vallier, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 447-63 — 1157/139

L'Alliance Estivale de Lavaltrie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Dr J.-Marius Laporte, médecin, 370, boul. St-Joseph, est, Gratien Viau, agent, 1414, rue Théodore, et Jean-Louis Le Scouarnec, professeur, 3725, rue St-Hubert, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « L'Alliance Estivale de Lavaltrie Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Lavaltrie, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 239-63 — 1158/64

Arcand Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Marcel Arcand, entrepreneur, Claire Robidoux, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Arcand, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 89, Ouimet, Pont-Viau, et Roger Lajeunesse, avocat, 10471, Clark, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 4215 Gascon Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 290-63 — 1157/105

Les Agences Interprovinciales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Trotier, advocate, 1074 Belmont, Sillery, Guy Letarte, advocate, 2753 Valcourt, Ste-Foy, and Thomas-W. Brown, advocate, 1165 Belvédère, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers engravers, binders and other similar types of business, under the name of "Les Agences Interprovinciales Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 274 St-Vallier St., East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 447-63 — 1157/139

L'Alliance Estivale de Lavaltrie Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. J.-Marius Laporte, physician, 370 St-Joseph Blvd., East, Gratien Viau, agent, 1414 Théodore St., and Jean-Louis Le Scouarnec, professor, 3725 St-Hubert St., all three of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "L'Alliance Estivale de Lavaltrie Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Lavaltrie, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 239-63 — 1158/64

Arcand Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Arcand, contractor, Claire Robidoux, housewife, wife common as to property of the said Marcel Arcand, and duly authorized by him for these presents, both of 89 Ouimet, Pont-Viau, and Roger Lajeunesse, advocate, 10471 Clark, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Arcand Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2021, boul. St-Martin, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

276-63 — 1157/70

Maurice Arsenault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Maurice Arsenault, marchand, Ste-Justine-de-Newton, Gérard Beaulieu, comptable, 59, boul. St-Viateur, Rigaud, et Gaétan Chabot, avocat, 99, avenue du Chalet, St-Pierre, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Maurice Arsenault Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Justine-de-Newton, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

128-63 — 1157/113

Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Marie Lavoie, professeur, 941, avenue Brown, Jack Latter, industriel, 1154, des Braves, Dr René Pion, médecin, 1100, Holland, tous trois de Québec, et Louis-Philippe Bouchard, avocat, 1630, boul. Laurier, Sillery, pour les objets suivants:

S'occuper du bien-être général du malade mental, sous le nom de « Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

15127-62 — 1158/25

L'Association des Hommes d'Affaires de Lachine Lachine Businessmen's Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To carry on business as a transport company, under the name of "Arcand Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2021 St-Martin Blvd., Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

276-63 — 1157/70

Maurice Arsenault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Arsenault, merchant, Ste-Justine-de-Newton, Gérard Beaulieu, accountant, 59 St-Viateur Blvd., Rigaud, and Gaétan Chabot, advocate, 99 du Chalet Ave., St-Pierre, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general contractors in construction under the name of "Maurice Arsenault Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Justine-de-Newton, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

128-63 — 1157/113

Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Marie Lavoie, professor, 941 Brown Ave., Jack Latter, industrialist, 1154 des Braves, Dr. René Pion, physician, 1100 Holland, all three of Québec, and Louis-Philippe Bouchard, advocate, 1630 Laurier Blvd., Sillery, for the following purposes:

To deal with the general welfare of the mentally ill, under the name of "Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

15127-62 — 1158/25

L'Association des Hommes d'Affaires de Lachine Lachine Businessmen's Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Bergeron, 345, 9e avenue, Lachine, Louis Schechter, 2140, Van Horne, Montréal, Raymond Tessier, 277, 11e avenue, Lachine, Julien Turcotte, 541, 16e avenue, Lachine, Morris Moshonas, 771, 37e avenue, Lachine, tous cinq marchands, Joseph Tomy, avocat et marchand, 6703, rue St-Hubert, Montréal, et Raymond Auger, vendeur, 325, 10e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Grouper en association les hommes d'affaires de Lachine, sous le nom de « L'Association des Hommes d'Affaires de Lachine — Lachine Businessmen's Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

285-63 — 1157/71

**Association des Petits Industriels
du Québec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Langlois, voyageur, 60, 8ème rue, est, Jean-Charles Sanna, garagiste, 49, 8ème rue, est, tous deux d'Orsainville, Marcel Jobin, opérateur, 47, Roland, Charles-E. Desrochers, photographe, 52½, Racine, tous deux de Loretteville, et André Corriveau, commis, 1505, Languedoc, Québec, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de la petite industrie, sous le nom de « Association des Petits Industriels du Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera 100, rue de l'Espinay, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

403-63 — 1157/140

**L'Association du Transport d'Écoliers
du Nord-Ouest Québécois Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Cinq-Mars, avocat, 144, rue Saguenay, Noranda, Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e avenue, Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Latulipe, ouest, Rouyn, pour les objets suivants:

Étudier les problèmes particuliers au transport d'écoliers, sous le nom de « L'Association du Transport d'Écoliers du Nord-Ouest Québécois Inc. ».

bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marie Bergeron, 345, 9th Avenue, Lachine, Louis Schechter, 2140 Van Horne, Montreal, Raymond Tessier, 277, 11th Avenue, Lachine, Julien Turcotte 541, 16th Avenue, Lachine, Morris Moshonas, 771, 37th Ave., Lachine, all five merchants, Joseph Tomy, advocate and merchant, 6703 St. Hubert St., Montreal, and Raymond Auger, salesman, 325, 10th Ave., Lachine, for the following purposes:

To group together into an association the businessmen in Lachine, under the name of "L'Association des Hommes d'Affaires de Lachine — Lachine Businessmen's Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

285-63 — 1157/71

**Association des Petits Industriels
du Québec Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Langlois, traveller, 60, 8th St. East, Jean-Charles Sanna, garageman, 49, 8th St. East, both of Orsainville, Marcel Jobin, operator, 47 Roland, Charles-E. Desrochers, photographer, 52½ Racine, both of Loretteville, and André Corriveau, clerk, 1505 Languedoc, Quebec, for the following purposes:

To group together into an association the persons connected with small industry, under the name of "Association des Petits Industriels du Québec Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 100 de l'Espinay St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

403-63 — 1157/140

**L'Association du Transport d'Écoliers
du Nord-Ouest Québécois Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Cinq-Mars, advocate, 144 Saguenay St., Noranda, Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Ave., Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 169 Latulipe St., West, Rouyn, for the following purposes:

To study the special problems concerning the transportation of school children, under the name of "L'Association du Transport d'Écoliers du Nord-Ouest Québécois Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2436-o

353-63 — 1158/1

B. & B. Premiums Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Gérard Brisebois, plombier, Pierrefonds, Allison Arthur Mariotti Walsh, 28, chemin Granville, Hampstead, et Wendell Howard Laidley, 56, ave. Sunnyside, Westmount, ces deux derniers avocats et conseils en loi de la Reine, pour les objets suivants:

Distribuer des coupons primes aux marchands détaillants et autres afin qu'ils les utilisent pour stimuler leurs ventes, et les échanger pour des marchandises en prime, sous le nom de « B. & B. Premiums Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2436

295-63 — 1158/19

Bélanger et Duguet Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Alain Bélanger, constructeur, 324, rue Laporte, Pont-Viau, Georges Duguet, constructeur, 5525, Bélanger, Montréal, et Robert Trudeau, comptable, 10383, Place Fleury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Bélanger et Duguet Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 312A, rue Cousineau, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2436 o

319-63 — 1157/72

Bélanger Sable et Gravier Incorporée Bélanger Sand and Gravel Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Arnaud Voyer, avocat, Gisèle

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

353-63 — 1158/1

B. & B. Premiums Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Brisebois, plumber, Pierrefonds, Allison Arthur Mariotti Walsh, 28 Granville Road, Hampstead, and Wendell Howard Laidley, 56 Sunnyside Ave., Westmount, the latter two advocates and Queen's Counsels, for the following purposes:

To distribute trading stamps to retail merchants and others for use in connection with promotion of their sales, and to redeem same for merchandise premiums, under the name of "B. & B. Premiums Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

295-63 — 1158/19

Bélanger et Duguet Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alain Bélanger, builder, 324 Laporte St., Pont-Viau, Georges Duguet, builder, 5525 Bélanger, Montreal, and Robert Trudeau, accountant, 10383 Place Fleury, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Bélanger et Duguet Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 312A Cousineau St., Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

319-63 — 1157/72

Bélanger Sable et Gravier Incorporée Bélanger Sand and Gravel Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arnaud Voyer, advocate, Gisèle Proulx, secretary, fille

Proulx, secrétaire, fille majeure, et Thérèse Laprade, secrétaire, fille majeure, tous trois de 43, Victoria, Hull, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de sable et de gravier, sous le nom de « Bélanger Sable et Gravier Incorporée — Bélanger Sand and Gravel Incorporated », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8, rue Amherst, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

15168-62 — 1157/73

The Belcan Alfalfa Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jacques Verdonck, Jean Verdonck, meuniers et Georges Verdonck, actionnaire, tous trois de Ste-Marthe, pour les objets suivants:

Construire, acquérir et entretenir des ascenseurs, remises, magasins et maisons d'entreposage aux fins de recevoir, d'expédier ou emmagasiner de l'alfa, du blé, des grains, de la luzerne, du foin et tous autres produits agricoles, sous le nom de « The Belcan Alfalfa Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marthe, comté de Vaudreuil-Soulanges, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

206-63 — 1157/74

Bemmco Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: William Romoff, administrateur, 1453, Franklin Drive, Chomedey, A. Arnold Lechter, avocat, 5764, avenue Blossom, Côte-St-Luc, et Estelle Erdle, secrétaire, célibataire, 8554, avenue Outremont, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de dispositifs domestiques, sous le nom de « Bemmco Furniture Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1453, Franklin Drive, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

445-63 — 1158/29

Bench-Made Furniture Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

majeure, and Thérèse Laprade, secretary, fille majeure, all three of 43 Victoria, Hull, for the following purposes:

To operate sand and gravel quarries, under the name of "Bélanger Sable et Gravier Incorporée — Bélanger Sand and Gravel Incorporated", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 8 Amherst St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

15168-62 — 1157/73

The Belcan Alfalfa Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Verdonck, Jean Verdonck, millers, and Georges Verdonck, investor, all three of Ste-Marthe, for the following purposes:

To build, acquire and maintain elevators, sheds, stores and warehouses to receive, ship or store alfalfa, wheat, grains, lucern and hay and all other farm products, under the name of "The Belcan Alfalfa Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Marthe, county of Vaudreuil-Soulanges, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

206-63 — 1157/74

Bemmco Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Romoff, executive, 1453 Franklin Drive, Chomedey, A. Arnold Lechter, attorney, 5764 Blossom Ave., Côte-St-Luc, and Estelle Erdle, secretary, spinster, 8554 Outremont Ave., Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and household appliances, under the name of "Bemmco Furniture Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1453 Franklin Drive, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

445-63 — 1158/29

Bench-Made Furniture Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Irving Halperin, 4827, ave. Kent, Daniel Morris, 4502, Lacombe, tous deux avocats, de Montréal, Ernest Rashkovan, 5647, Melling Côte-St-Luc, et Hyman Rosenfeld, 70, Franklin, Mont-Royal, ces deux derniers notaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, fournitures de maison et nouveautés en ameublement, sous le nom de « Bench-Made Furniture Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 action privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2097, avenue De LaSalle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

438-63 — 1158/30

Bernard Specialty Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Gerald Freed, étudiant en droit, 1396, Carol Crescent, Chomedey, Helen Lennon, épouse séparée de biens de Bernard Damien Lennon, 265, ave. Melrose, Verdun, et Beverley Jones, épouse séparée de biens de Anthony Jones, 4230, boul. Cavendish, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux et d'articles de mercerie, produits alimentaires animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Bernard Specialty Shop Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 575, 3^e Rue, Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

151-63 — 1155/125

Bibliothèque des Jeunes — Duvernay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Jean Joubert, industriel, Madeleine Raymond Joubert, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Jean Joubert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1940, boul. Lévesque, Lionel Samson, assistant-gérant, Lucette Marcoux Samson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lionel Samson, et dûment autorisée par

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, 4827 Kent Ave., Daniel Morris, 4502 Lacombe, both advocates, of Montreal, Ernest Rashkovan, 5647 Melling, Côte-St-Luc, and Hyman Rosenfeld, 70 Franklin, Mount Royal, the latter two notaries, for the following purposes:

To deal in furniture, home furnishings and furniture novelties, under the name of "Bench-Made Furniture Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2097 De LaSalle Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

438-63 — 1158/30

Bernard Specialty Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald Freed, law-student, 1396 Carol Crescent, Chomedey, Helen Lennon, wife separate as to property of Bernard Damien Lennon, 265 Melrose Ave., Verdun, and Beverley Jones, wife separate as to property of Anthony Jones, 4230 Cavendish Blvd., Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Bernard Specialty Shop Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 575, 3rd Street, Chibougamau, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

151-63 — 1155/125

Bibliothèque des Jeunes — Duvernay Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Jean Joubert, industrialist, Madeleine Raymond Joubert, housewife, wife separate as to property of the said J.-Jean Joubert, and duly authorized by him for these presents, both of 1940 Lévesque Blvd., Lionel Samson, assistant-manager, Lucette Marcoux Samson, housewife, wife separate as to property of the said Lionel Samson, and

lui aux fins des présentes, tous deux de 220, rue Joubert, M. l'abbé Jean Caron, prêtre, curé, 1961, rue Ivry, Louis Beaugrand Champagne, industriel, 2000, boul. Lévesque, tous six de Duvernay, et André Ducharme, c.r., avocat, 222, boul. des Laurentides, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Établir, organiser et administrer une bibliothèque centrale et des succursales, pour enfants et adultes, dans les limites de la cité de Duvernay et des villes environnantes, sous le nom de « Bibliothèque des Jeunes — Duvernay Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 2000, boul. Lévesque, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

321-63 — 1158/32

Bislay Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Clarice Anderson, 230 est, Henri-Bourassa, Shirley Lambe, 366, rue Youville, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Paul Bisailon, avocat, 7305 ouest, rue Sherbrooke, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de placements mobiliers et immobiliers, sous le nom de « Bislay Investments Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 455 est, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

541-63 — 1157/91

Bowling Riviera Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Bleu, épicier, 5939, boul. Monk, Montréal, Julien Plouffe, avocat, 11605, Lépine, Pierrefonds, et Yves Gauthier, notaire, 10215, boul. Gouin, est, Rivière-des-Prairies, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Bowling Riviera Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

237-63 — 1157/75

Brigitte Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

duly authorized by him for these presents, both of 220 Joubert St., Rev. Father Jean Caron, priest, pastor, 1961 Ivry St., Louis Beaugrand Champagne, industrialist, 2000 Lévesque Blvd., all six of Duvernay, and André Ducharme, q.c., advocate, 222 des Laurentides Pont-Viau, for the following purposes:

To establish, organize and administrate a central library and branches for children and adults, within the limits of the city of Duvernay and neighboring towns, under the name of "Bibliothèque des Jeunes — Duvernay Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 2000 Lévesque Blvd., Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

321-63 — 1158/32

Bislay Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clarice Anderson, 230 Henri-Bourassa East, Shirley Lambe, 366 Youville St., both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Paul Bisailon, attorney, 7305 Sherbrooke St. West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of moveable and immovable investments, under the name of "Bislay Investments Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 455 Craig Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

541-63 — 1157/91

Bowling Riviera Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Bleu, grocer, 5939 Monk Blvd., Montreal, Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine, Pierrefonds, and Yves Gauthier, notary, 10215 Gouin Blvd., East, Rivière-des-Prairies, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Bowling Riviera Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

237-63 — 1157/75

Brigitte Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Hamel, notaire, Solange Pesant, secrétaire, fille majeure, tous deux de 6983, boul. St-Laurent, Montréal, et Claude-Réal Girard, étudiant stagiaire, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Brigitte Construction Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963,

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

360-63 — 1157/92

Burelco Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Clifford George Meek, comptable, Theodore William Martinson et Charles Eric Humphrey, teneurs de livres, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Burelco Holding Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963,

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

383-63 — 1158/2

Canadian Bowling Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Lucien Bellemare, entrepreneur, Mme Fleurette Tremblay, ménagère, épouse commune en biens dudit Lucien Bellemare, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 577, rue Omer, et Jean-Paul Tremblay, comptable, 8325, rue Boyce, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Canadian Bowling Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 577, rue Omer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963,

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

168-63 — 1158/135

Centre d'Achat Provincial 1963 Inc.
Provincial Buying Centre 1963 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Hamel, notary, Solange Pesant, secretary, fille majeure, both of 6983 St. Lawrence Blvd., Montreal, and Claude-Réal Girard, student-probationer, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Brigitte Construction Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

360-63 — 1157/92

Burelco Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clifford George Meek, accountant, Theodore William Martinson and Charles Eric Humphrey, book-keepers, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Burelco Holding Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

383-63 — 1158/2

Canadian Bowling Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Bellemare, contractor, Mrs. Fleurette Tremblay, housewife, wife common as to property of the said Lucien Bellemare, and duly authorized by him for these presents, both of 577 Omer St., and Jean-Paul Tremblay, accountant, 8325 Boyce St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Canadian Bowling Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 577 Omer St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

168-63 — 1158/135

Centre d'Achat Provincial 1963 Inc.
Provincial Buying Centre 1963 Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, Montée Pré-Vert, Beloeil, François Payette, avocat, 9029 ouest, Gouin, Saraguay, et Pierre Magnan, avocat, 1267, Bougie, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, marchandises, propriété personnelle et articles d'industrie ou de commerce de toute sorte et genre se rattachant aux appareils ménagers et à l'ameublement, sous le nom de « Centre d'Achat Provincial 1963 Inc. — Provincial Buying Centre 1963 Inc. », avec un capital total de \$6,000, divisé en 600 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 252 est, St-Zotique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 333-63 — 1157/76

Centre de Billard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Bleau, épiciier, 5939, boul. Monk, Montréal, Yves Gauthier, notaire, 10215, boul. Gouin, est, Rivière-des-Prairies, et Julien Plouffe, avocat, 10605, rue Lépine, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Former et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Centre de Billard Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 236-63 — 1157/115

**Charles Construction Inc.
Construction Charles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Glifford George Meek, comptable, Theodore William Martinson et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Charles Construction Inc.— Construction Charles Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 384-63 — 1158/67

bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, lawyer, Montée Pré-Vert, Beloeil, François Payette, lawyer, 9029 Gouin West, Saraguay, and Pierre Magnan, lawyer, 1267 Bougie, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind and nature related to household accessories and furniture, under the name of "Centre d'Achat Provincial 1963 Inc. — Provincial Buying Centre 1963 Inc.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 600 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 252 St-Zotique East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 333-63 — 1157/76

Centre de Billard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Bleau, grocer, 5939 Monk Blvd., Montreal, Yves Gauthier, notary, 10215 Gouin Blvd., East, Rivière-des-Prairies, and Julien Plouffe, advocate, 10605 Lépine St., Pierrefonds, for the following purposes:

To form and direct a recreational center, under the name of "Centre de Billard Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 236-63 — 1157/115

**Charles Construction Inc.
Construction Charles Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clifford George Meek, accountant, Theodore William Martinson and Charles Eric Humphrey, bookkeepers, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Charles Construction Inc.— Construction Charles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 384-63 — 1158/67

Chez Oscar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, ave. Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, ave. Crestwood, Montréal-ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Chez Oscar Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

341-63 — 1157/93

Chez Oscar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Ave., Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Ave., Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Chez Oscar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

341-63 — 1157/93

La Cie de Publication Cité Nouvelle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Pierre-Marcel Claude, producteur, 7981, Dade, Mme André Lajeunesse, ménagère, épouse d'André Lajeunesse, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 7650, D'Aubigny, Dr Gilles Maillé, médecin, 8130, de la Seine, Hervé Chartrand, instituteur, 8151, blvd Yves-Prévost, Edmond E. Boylan, éditeur, 6150, blvd de la Loire, Raynald Farley, distributeur, 7620, D'Aubigny, et Sean Grennan, technicien, 7658, rue Chénier, tous sept d'Anjou, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs et d'éditeurs, sous le nom de « La Cie de Publication Cité Nouvelle Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7981, Dade, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

298-63 — 1157/116

La Cie de Publication Cité Nouvelle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre-Marcel Claude, producer, 7981 Dade, Mrs. André Lajeunesse, housewife, wife of André Lajeunesse, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 7650 D'Aubigny, Dr. Gilles Maillé, physician, 8130 de la Seine, Hervé Chartrand, school teacher, 8151 Yves-Prévost Blvd., Edmond E. Boylan, publisher, 6150 de la Loire Blvd., Raynald Farley, distributor, 7620 D'Aubigny, and Sean Grennan, technician, 7658 Chénier St., all seven of Anjou, for the following purposes:

To carry on the business of printers and publishers, under the name of "La Cie de Publication Cité Nouvelle Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7981 Dade, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

298-63 — 1157/116

O. Clot Graphite Mining Ltd.

(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Oscar Clot, industriel, St-Jovite, Dr Louis-Dieudonné Pilon, médecin, 275, rue Montrose, St-Lambert, et Annie Michaluck, secrétaire, célibataire, 11713, Hôtel de Ville, Montréal Nord, pour les objets suivants:

Prospecter des mines et minéraux et en faire l'exploration, sous le nom de « O. Clot Graphite Mining Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de \$200,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

O. Clot Graphite Mining Ltd.

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oscar Clot, industrial, St-Jovite, Dr. Louis-Dieudonné Pilon, physician, 275 Montrose St., St-Lambert, and Annie Michaluck, secretary, spinster, 11713 Hôtel de Ville, Montreal North, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "O. Clot Graphite Mining Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$200,000, divided into 100,000 common shares of a par value of \$1 each and 100,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Labelle, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 14725-62 — 1157/117

Club de Curling de Belleterre Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Melançon Marion, machiniste, Léo Giroux, marchand, et Gérard Gingras, mécanicien, tous trois de Belleterre, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de Curling de Belleterre Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belleterre, district judiciaire de Temiscamingue.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 15067-62 — 1157/109

La Colombière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: François Francoeur, Jean Richard, avocats, et Lucille Audet, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Former une association dont le but principal est de promouvoir l'éducation de la jeunesse de la île de Sept-Iles et des environs, sus le nom de « La Colombière Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 14963-62 — 1157/96

**La Compagnie de Sol-Ciment de Québec
The Soil-Cement Company of Quebec**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Emery Jonas, ingénieur, Vera Gregus, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Emery Jonas, et Georges-Étienne Filiatrault, notaire, tous trois de Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Labelle, judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 14725-62 — 1157/117

Club de Curling de Belleterre Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melançon Marion, machinist, Léo Giroux, merchant, and Gérard Gingras, mechanic, all three of Belleterre, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de Curling de Belleterre Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 50 common shares of a par value of \$200 each.

The head office of the company will be at Belleterre, judicial district of Temiscamingue.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 15067-62 — 1157/109

La Colombière Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: François Francoeur, Jean Richard, advocates, and Lucille Audet, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To form an association the main purpose of which is to promote the education of youth in the City of Sept-Iles and in the surrounding district, under the name of "La Colombière Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 14963-62 — 1157/96

**La Compagnie de Sol-Ciment de Québec
The Soil-Cement Company of Quebec**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Emery Jonas, engineer, Vera Gregus, housewife, wife contractually separate as to property of the said Emery Jonas, and Georges-Étienne Filiatrault, notary, all three of Ste-Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

Faire le commerce de la pierre, de la chaux, du ciment, du sable, des minerais, minéraux et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « La Compagnie de Sol-Ciment de Québec — The Soil-Cement Company of Québec », avec un capital total de \$10,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

15150-62 — 1157/119

Compagnie Ri-Val Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Pierre Dionne, architecte, 100, Champlain, Florian Jolicoeur, agent d'assurances, 135, Fabre, et Armand Lebourdais, commis, 74, Viau, tous trois de Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de constructions immobilières et de placements en valeurs immobilières, sous le nom de « Compagnie Ri-Val Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 217, rue Hébert, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

332-63 — 1157/77

Compagnie Ro-Bi Ltée Ro-Bi Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Joseph-Roland Bisson, vendeur, Abercorn, Paul Trépanier, avocat, 335, 41e Avenue, Lachine, et Elisabeth Desrosiers, secrétaire, célibataire, 5455, Côte St-Antoine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants, marchands et distributeurs de tous produits et appareils sanitaires ou d'hygiène, sous le nom de « Compagnie Ro-Bi Ltée — Ro-Bi Company Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Abercorn, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

241-63 — 1157/97

Les Constructions Aurores Boréales Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To carry on business dealing in stone, lime, cement, sand, iron-ore, minerals and building materials, of all kinds, under the name of « La Compagnie de Sol-Ciment de Québec — The Soil-Cement Company of Québec », with a total capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and into 600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

15150-62 — 1157/119

Compagnie Ri-Val Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dionne, architect, 100 Champlain, Florian Jolicoeur, insurance agent, 135 Fabre, and Armand Lebourdais, clerk, 74 Viau, all three of Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business real estate buildings and real estate investments, under the name of « Compagnie Ri-Val Inc. », with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 217 Hébert St., Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

332-63 — 1157/77

Compagnie Ro-Bi Ltée Ro-Bi Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Roland Bisson, salesman, Abercorn, Paul Trépanier, advocate, 335, 41st Ave., Lachine, and Elisabeth Desrosiers, secretary, spinster, 5455 Côte St-Antoine, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, merchants and distributors of all sanitary or hygienic products and apparatus, under the name of « Compagnie Ro-Bi Ltée — Ro-Bi Company Ltd. », with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Abercorn, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

241-63 — 1157/97

Les Constructions Aurores Boréales Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Melvin Rothman, 638, ave. Roslyn, Robert Benson, 652, ave. Lansdowne, tous deux avocats, de Westmount, et Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5020, ave. Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Constructions Aurores Boréales Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 303-63 — 1157/99

Consumers Can Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Edward S. Berger, avocat, 3047, Brighton, Martha Bent, 3464, rue Hutchison, Sylvia Kogan, 5624, ave. McMurray, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Samuel Bern, marchand, 441, rue St-Pierre, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de produits en fil de fer, cintres, cabarets, articles de ménage et produits de même nature, sous le nom de « Consumers Can Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,700 actions privilégiées, catégorie « A », de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 340-63 — 1157/78

Les Copains des Routes Bleues

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Bourbeau, technicien, 214, Chapleau, Robert Fontaine, embouteilleur, 311, rue St-Norbert, et Anastase Lemaire, machiniste, 149, 15e avenue, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Posséder, louer, acheter, vendre et entretenir un ou plusieurs avions pour le plaisir, la récréation et l'utilité des membres de la corporation, de leurs familles ou autres individus à être désignés par le conseil d'administration, sous le nom de « Les Copains des Routes Bleues ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 215-63 — 1157/120

bearing date the 18th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Rothman, 638 Roslyn Ave., Robert Benson, 652 Lansdowne Ave., both advocates, of Westmount, and Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5020 Clanranald Ave., Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Constructions Aurores Boréales Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 303-63 — 1157/99

Consumers Can Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward S. Berger, advocate, 3047 Brighton, Martha Bent, 3464 Hutchison St., Sylvia Kogan, 5624 McMurray Ave., both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Samuel Bern, merchant, 441 St. Peter St., all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of wire products, hangers, trays, housewares and similar products, under the name of "Consumers Can Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 3,700 class "A" preferred shares of \$10 each and 2,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 340-63 — 1157/78

Les Copains des Routes Bleues

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Bourbeau, technician, 214 Chapleau, Robert Fontaine, bottler, 311 St-Norbert St., and Anastase Lemaire, machinist, 149, 15th Avenue, all three of Drummondville, for the following purposes:

To own, rent, buy, sell and maintain one or several airplanes for the pleasure, recreation and use of the members of the corporation, their families or other individuals to be designated by the board of directors, under the name of "Les Copains des Routes Bleues".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 215-63 — 1157/120

Cosmos Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 4502, Lacombe, Montréal, Irving Halperin, avocat, 4827, Kent, Montréal, et André Gascon, étudiant, 241, boul. Lévesque, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Cosmos Investment Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires ayant une valeur au pair de \$1 chacune et 800 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

183-63 — 1157/16

Créations Fourrures Canadiennes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jacob Harold Blumenstein, avocat et conseil en loi de la Reine, 4815, chemin Queen Mary, Montréal, Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, Montréal, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Créations Fourrures Canadiennes Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

137-63 — 1157/122

Creations Mam'Selle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, 6191, chemin de la Côte-St-Luc, Hampstead, Carl Rosen, 4815, ave Fulton, tous deux avocats, Joseph Drazin, administrateur, 6722, ave de Vimy, tous deux de Montréal, et John Rae, gérant, 120 ave Tait, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Creations Mam'Selle Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Place Fleur de Lys, Québec, district judiciaire de Québec.

Cosmos Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, advocate, 4502 Lacombe, Montreal, Irving Halperin, advocate, 4827 Kent, Montreal, and André Gascon, student, 241 Lévesque Blvd., Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cosmos Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares having a par value of \$1 each and 800 preferred shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

183-63 — 1157/16

Créations Fourrures Canadiennes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacob Harold Blumenstein, advocate and Queen's Counsel, 4815 Queen Mary Road, Montreal, Harry Yohalem Garber, advocate, 3235 Ridgewood Avenue, Montreal, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, 5552 Snowdon Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Créations Fourrures Canadiennes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

137-63 — 1157/122

Creations Mam'Selle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, 6191 Côte St-Luc Rd., Hampstead, Carl Rosen, 4815 Fulton Ave., both advocates, Joseph Drazin, executive, 6722 de Vimy Ave., both of Montreal, and John Rae, manager, 120 Tait Ave., St-Laurent, for the following purposes:

To deal in ladies' wearing apparel, under the name of "Creations Mam'Selle Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Place Fleur de Lys, Quebec, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 392-63 — 1158/136

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 392-63 — 1158/136

Dalin Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, c.r., 4300, ave Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, 5510, ave Robinson, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Rhona Langsner, secrétaire, fille majeure, 5758, rue Plantagenet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Dalin Manufacturing Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 452-63 — 1158/70

Dalin Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, q.c., 4300 Western Ave., Westmount, Benjamin J. Greenberg, 5510 Robinson Ave., Côte-St-Luc, both advocates, and Rhona Langsner, secretary, spinster of the full age of majority, 5758 Plantagenet St., Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Dalin Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 452-63 — 1158/70

D'Anjou Builders Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Richard J. Ford, 1460, rue Poirier, St-Laurent, Edward Vengroff, 363, rue Mayor, et George Sandulovitch, 4127, rue De Bullion, ces deux derniers de Montréal, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes fournitures utilisées dans la construction, y compris la quincaillerie, le ciment, le bois et les accessoires de plomberie, fixtures et tous autres produits semblables, sous le nom de « D'Anjou Builders Supply Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9141, boulevard Pie IX, app. 7, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 342-63 — 1157/79

D'Anjou Builders Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard J. Ford, 1460 Poirier St., St-Laurent, Edward Vengroff, 363 Mayor St., and George Sandulovitch, 4127 De Bullion St., the latter two of Montreal, all three salesmen, for the following purposes:

To deal in all supplies used in building and construction, including hardware, cement, lumber, plumber's supplies, fixtures and all other similar products, under the name of "D'Anjou Builders Supply Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9141 Pie IX Boulevard, Apt. 7, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 342-63 — 1157/79

Guy Desjardins Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Wilfrid St-Amand, notaire, 135, boul. Gamelin, Hull, Claude Blain, notaire, R.R. # 2, Aylmer-Est, et René Havon, étudiant, 38, rue Courcelette, Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Guy Desjardins Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Guy Desjardins Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Wilfrid St-Amand, notary, 135 Gamelin Blvd., Hull, Claude Blain, notary, R.R. # 2, Aylmer-East, and René Havon, student, 38 Courcelette St., Hull, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Guy Desjardins Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$5 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 69, boul. St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

14846-62 — 1158/37

Diplomat Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5150, boul. Décarie, app. 6, Joyce Breslow, épouse séparée de biens de Michael Breslow, 3440, Place Decelles, et Anne Goldenblatt, fille majeure, 4895, ave. Walkley, app. 12, ces trois dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Diplomat Construction Inc. », avec un capital total de \$12,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

439-63 — 1158/137

**Distributeurs Laurier Inc.
Laurier Distributors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Lewis Cannon, avocat, 2120, Brûlart, Sillery, Rolland Legendre, avocat, 2115, Dickson, Québec, et Yolande Jobidon, secrétaire, célibataire, 1900, 18e rue, Québec, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métaloidé, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Distributeurs Laurier Inc. — Laurier Distributors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

350-63 — 1157/80

The head office of the company will be at 69 St-Joseph Blvd., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

14846-62 — 1158/37

Diplomat Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur I. Bronstein, advocate, 5703 Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, wife separate as to property of Frank Saunders, 5150 Décarie Blvd., Apt. 6, Joyce Breslow, wife separate as to property of Michael Breslow, 3440 Decelles Place, and Anne Goldenblatt, spinster of the full age of majority, 4895 Walkley Ave., Apt. 12, the latter three secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Diplomat Construction Inc.", with a total capital stock of \$12,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and 800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

439-63 — 1158/137

**Distributeurs Laurier Inc.
Laurier Distributors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lewis Cannon, advocate, 2120 Brûlart, Sillery, Rolland Legendre, advocate, 2115 Dickson, Québec, and Yolande Jobidon, secretary, spinster, 1900, 18th St., Québec, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metallic, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products; in small wares, food products, animals, minerals, precious stones, softdrinks, books and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, toiletries and perfumes, under the name of "Distributeurs Laurier Inc. — Laurier Distributors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

350-63 — 1157/80

Duchesneau & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Maurice Duchesneau, agent manufacturier, Mme Louise Bédard Duchesneau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Duchesneau, tous deux de 7, St-Jean-Baptiste, et Paul Pleau, comptable agréé, 9, St-Jean-Baptiste, tous trois de Loretteville, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de céramique, du ciment et des sous-produits du ciment et exercer les commerces d'entrepreneurs peintres et de maçonnerie, sous le nom de « Duchesneau & Cie Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 15019-62 — 1158/9

Dumka Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, avocat et conseil en loi de la Reine, 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, Louis Freedman, avocat et conseil en loi de la Reine, 6608, chemin Nice, Côte-St-Luc, et Hershie Frankel, avocat, 3110, avenue Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Dumka Inc. », avec un capital total de \$2,400, divisé en 1,200 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,200 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 455-63 — 1158/72

East Air & Body Craft Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Stanislas Déry, avocat et conseil en loi de la Reine, 2175, Marie-Victorin, Sillery, Pierre Choquette, avocat, 1174, rue Murray, Québec et Andrée Marsot, secrétaire, célibataire majeure, 195, rue Traham, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens et autes, et faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « East Air & Body Craft Limited », avec un capital total de \$100,000, divisé en 650 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Duchesneau & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Duchesneau, manufacturer's agent, Mrs. Louise Bédard Duchesneau, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Duchesneau, both of 7 St-Jean-Baptiste, and Paul Pleau, chartered accountant, 9 St-Jean-Baptiste, all three of Loretteville, for the following purposes:

To carry on business dealing in ceramics, cement and by-products of cement, and to act as contractors-painters and masons, under the name of "Duchesneau & Cie Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Loretteville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 15019-62 — 1158/9

Dumka Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin Aaron Frankel, advocate and Queen's Counsel, 4 Notre-Dame East, Montreal, Louis Freedman, advocate and Queen's Counsel, 6608 Nice Road, Côte-St-Luc, and Hershie Frankel, advocate, 3110 Linton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Dumka Inc.", with a total capital stock of \$2,400, divided into 1,200 common shares of \$1 each and 1,200 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 455-63 — 1158/72

East Air & Body Craft Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanislas Déry, advocate and Queen's Counsel, 2175 Marie-Victorin, Sillery, Pierre Choquette, advocate, 1174 Murray St., Quebec and Andrée Marsot, secretary, fille majeure, 195 Trahan St., Saint-John's, for the following purposes:

To carry on business dealing in aerial ships and others and to carry on business as a transportation company, under the name of "East Air & Body Craft Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 650 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

335-63 — 1158/10

The head office of the company will be at Saint-Luc, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

335-63 — 1158/10

École de Soudure, Débrossage & Peinture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: J.-Adolphe Héon, vendeur, Mme Léonia Hébert Héon, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Adolphe Héon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 268, rue Galt, ouest, Sherbrooke, et Édouard Auger, mécanicien, route rurale numéro 1, Brompton, pour les objets suivants:

L'établissement et l'exploitation d'une école privée pour tous métiers et techniques, sous le nom de « École de Soudure, Débrossage & Peinture Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

320-63 — 1157/100

École de Soudure, Débrossage & Peinture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Adolphe Héon, salesman, Mrs. Léonia Hébert Héon, housewife, wife common as to property of the said J.-Adolphe Héon, and duly authorized by him for these presents, both of 268 Galt St. West, Sherbrooke, and Édouard Auger, mechanic, R.R. number 1, Brompton, for the following purposes:

The establishment and operation of a private school for all trades and techniques, under the name of "École de Soudure, Débrossage & Peinture Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

320-63 — 1157/100

The Education and Training Research Institute

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Sydney Lazarovitz, c.r., 984, Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910, avenue Belvédère, tous deux avocats, et Madeleine Bilodeau, secrétaire, fille majeure, 771 est St-Joseph, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une organisation privée sans but lucratif aux fins de conduire des enquêtes de base et appliquées dans les sciences de maintien, sous le nom de « The Education and Training Research Institute ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

484-63 — 1158/74

The Education and Training Research Institute

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to incorporate as a corporation without share capital: Sydney Lazarovitz, q.c., 984 Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910 Belvédère Ave., both advocates, and Madeleine Bilodeau, secretary, spinster of the full age of majority, 771 St-Joseph East, the latter two of Québec, for the following purposes:

To operate as a private non-profit organization to carry out basic and applied investigations in the behavioural sciences, under the name of "The Education and Training Research Institute".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

484-63 — 1158/74

Entraide Paroissiale St-Henri

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Barbe, comptable, 914, rue Laporte, Montréal, J.-

Entraide Paroissiale St-Henri

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Barbe, accountant, 914 Laporte St., Montreal, J.-Alfred

Alfred Cuillerier, employé de Canadien National, 717, rue Du Couvent, Montréal, René Archambault, employé de Canadair, 736, rue Irène, Montréal, et Robert Desjardins, avocat, 629, rue Alepin, LaSalle, pour les objets suivants:

Venir en aide aux individus et aux familles dans le besoin moral, social, économique, demeurant dans le district de Montréal, plus particulièrement dans le district St-Henri, sous le nom de « Entraide Paroissiale St-Henri ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera 4055, rue St-Jacques, ouest, St-Henri, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

286-63 — 1157/81

Les Épiceries Bélanger Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Paul Langlois, avocat et conseiller en loi de la Reine, 334, avenue Outremont, Outremont, Pierre de Grandpré, 206, avenue Walnut, St-Lambert, et Bernard Lasnier, 468, rue Arran, St-Lambert, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Les Épiceries Bélanger Ltée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8485, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

288-63 — 1157/124

Exceltone Hearing Aids Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Steve Dmytryshyn, vendeur Mary Dmytryshyn, ménagère, épouse séparée de biens dudit Steve Dmytryshyn, et dûment autorisé par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 450, 32e Avenue LaSalle, Constantin Himmelfarb, vendeur, et Ellen Ebert, commis, fille majeure, ces deux derniers de 4702, rue de Courtrai, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils auditifs, accessoires et outillages électriques et électroniques, appareils et fournitures pour la tenue de maison, marchandises d'optique, instruments pour la médecine et l'art dentaire, accessoires et outillage, sous le nom de « Exceltone Hearing Aids Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 450, 32e Avenue LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Cuillerier, employee of the Canadian National, 717 Du Couvent St., Montreal, René Archambault, employee of Canadair, 736 Irène St., Montreal, and Robert Desjardins, advocate, 629 Alepin St., LaSalle, for the following purposes:

To come to the aid of individuals and families in moral, social, economic need, living in the district of Montreal, and more particularly in the district of St-Henri, under the name of "Entraide Paroissiale St-Henri".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at 4055 St. James St., West, St-Henri, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

286-63 — 1157/81

Les Épiceries Bélanger Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Langlois, advocate and Queen's Counsel, 334 Outremont Ave., Outremont, Pierre de Grandpré, 206 Walnut Ave., St-Lambert, and Bernard Lasnier, 468 Arran St., St-Lambert, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing food products, under the name of "Les Épiceries Bélanger Ltée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8485 St. Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

288-63 — 1157/124

Exceltone Hearing Aids Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Steve Dmytryshyn, salesman, Mary Dmytryshyn, housewife, wife of the said Steve Dmytryshyn, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 450, 32nd Avenue, LaSalle, Constantin Himmelfarb, salesman, and Ellen Ebert, clerk, spinster of the full age of majority, the latter two of 4702 de Courtrai St., Montreal, for the following purposes:

To deal in hearing aids, electrical and electronic appliances and equipment, household appliances and equipment, optical goods, medical and dental instruments, supplies and equipment, under the name of "Exceltone Hearing Aids Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 1,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 450, 32nd Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 29^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 454-63 — 1158/75

Fédération des Sociétés d'Infirmières Visiteuses

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Guertin, gérant, 380, Wiseman, Outremont, Renée Rivard, infirmière, 1810, Sherbrooke est, Montréal, et Bernard Lasnier, avocat, 468, Arran, St-Lambert, pour les objets suivants:

Unir en Fédération des sociétés de « nursing » à domicile dans la province, sous le nom de « Fédération des Sociétés d'Infirmières Visiteuses ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 7^e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 600-63 — 1159/45

Ferco Paints & Machinery Rentals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Gabriel Glazer, 5850, avenue Souart, Hilliard Ginsberg, 3459, rue Drummond, tous trois avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de quincaillerie, sous le nom de « Ferco Paints & Machinery Rentals Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4552, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 29^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 397-63 — 1158/113

Ferme Ramsay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, comptables agréés, tous deux de 141, De Salaberry, et Guy Gervais, avocat, 192, Richelieu, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la viande, des troupeaux, des moutons, des pores, du beurre et autres produits alimentaires, sous le nom de « Ferme Ramsay Inc. », avec un capital total de

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 454-63 — 1158/75

Fédération des Sociétés d'Infirmières Visiteuses

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Guertin, manager, 380 Wiseman, Outremont, Renée Rivard, nurse, 1810 Sherbrooke, East, Montreal, and Bernard Lasnier, advocate, 468 Arran, St-Lambert, for the following purposes:

To unite into a Federation home nursing associations in the Province, under the name of "Fédération des Sociétés d'Infirmières Visiteuses".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 7th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 600-63 — 1159/45

Ferco Paints & Machinery Rentals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Gabriel Glazer, 5850 Souart Avenue, Hilliard Ginsberg, 3459 Drummond Street, all three advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret Street, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, under the name of "Ferco Paints & Machinery Rentals Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4552 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 397-63 — 1158/113

Ferme Ramsay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, chartered accountants, both of 141 De Salaberry, and Guy Gervais, advocate, 192 Richelieu, all three of St-John's, for the following purposes:

To carry on a business dealing in meat, herds, sheep, hogs, butter and other food products, under the name of "Ferme Ramsay Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into

\$150,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 497-63 — 1158/41

Ferme St-Paul Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Joseph Guy, aviculteur, 2620, boul. Pic IX, Robert Burke, notaire, 4919, Van Horne, et Gérard Bourbonnière, notaire, 2504, Quesnel, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aviculteurs, sous le nom de « Ferme St-Paul Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Paul-l'Ermitte, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 15065-62 — 1157/82

Foodimatic Vending Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Harold Borden, 1401, avenue Webb, Chomedey, Jack Brandman, 2180, Van Horne, Montréal, et Karl Marks, 1398, Terrasse Fraser, Chomedey, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Foodimatic Vending Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1449, rue Saint-Alexandre, chambre 908, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 274-63 — 1157/21

George S. Formenton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Anne Goldenblatt, fille majeure, 4895, Walkley, app. 12, et Joyce Breslow, épouse séparée de biens de Michael Edward Breslow, 3440, Place Decelles, app. 109, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

50 common shares of \$100 each and into 1,450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Félix-de-Valois, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 497-63 — 1158/41

Ferme St-Paul Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Guy, breeder of fowls, 2620 Pic IX Blvd., Robert Burke, notary, 4919 Van Horne, and Gérard Bourbonnière, notary, 2504 Quesnel, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as breeders of fowls, under the name of "Ferme St-Paul Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Paul-l'Ermitte, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 15065-62 — 1157/82

Foodimatic Vending Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Borden, 1401 Webb Avenue, Chomedey, Jack Brandman, 2180 Van Horne, Montreal, and Karl Marks, 1398 Fraser Terrace, Chomedey, all three salesmen, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Foodimatic Vending Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Suite 908, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 274-63 — 1157/21

George S. Formenton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur I. Bronstein, advocate, 5703 Eldridge, Côte-St-Luc, Anne Goldenblatt, spinster of the full age of majority, 4895 Walkley, Apt. 12, and Joyce Breslow, wife separate as to property of Michael Edward Breslow, 3440 Decelles Place, Apt. 109, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de poterie, argile cuite, porcelaine, terre cuite, brique, tuile, céramique et articles de toutes descriptions, sous le nom de « George S. Formenton Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9865, blvd Parc George, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

343-63 — 1157/83

Frankel Home Furniture (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Joseph Fellic, 5338, Trans Island, Abe Simon, 6525, Wilderton, tous deux marchands, et Louis Glazer, avocat et conseil en loi de la Reine, 132 ouest, rue St-Jacques, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de meubles, sous le nom de « Frankel Home Furniture (1963) Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

398-63 — 1158/43

Franrol Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Rolland Blais, André Fabien et Pierre Dansereau, tous trois avocats, de 180, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Franrol Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

230-63 — 1157/125

Future Scientist Kits Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Drive, Mont Royal, Madeleine Iknejian, secrétaire, fille majeure, 7145, 7e avenue, St-Michel, et Anna Cohen, secrétaire, fille majeure, 4170, avenue Linton, Montréal, pour les objets suivants:

To deal in pottery, earthenware, china, terracotta, bricks, tiles, ceramics and wares of every description, under the name of "George S. Formenton Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9865 Parc George Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

343-63 — 1157/83

Frankel Home Furniture (1963) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Fellic, 5338 Trans Island, Abe Simon, 6525 Wilderton, both merchants, and Louis Glazer, advocate and Queen's Counsel, 132 St. James Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general furniture business, under the name of "Frankel Home Furniture (1963) Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

398-63 — 1158/43

Franrol Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Blais, André Fabien and Pierre Dansereau, all three advocates, of 180 Dorchester Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Franrol Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

230-63 — 1157/125

Future Scientist Kits Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Mount Royal, Madeleine Iknejian, secretary, fille majeure, 7145, 7th Avenue, St-Michel, and Anna Cohen, secretary, fille majeure, 4170 Linton Avenue, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Future Scientist Kits Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 280-63 — 1157/24

G. A. S. Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Antonio Côté, commerçant, Aldéa Gendron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Antonio Côté, tous deux de 355, boul. Leclerc, Granby, Roland Gendron, commerçant, et Anita Hardy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Gendron, ces deux derniers de 260, rue Mullin, Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties, sous le nom de « G. A. S. Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 416-63 — 1158/26

G I L Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Gérard Cadieux, 2010, rue Filion, Léon Wildstein, 2075, rue Decelles, tous deux de St-Laurent, et Ignacy Kneller, 850, Gray Circle, Montréal, tous trois courtiers en immeubles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « G I L Investment Corp. », avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 77-63 — 1158/13

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Future Scientist Kits Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 280-63 — 1157/24

G. A. S. Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antonio Côté, tradesman, Aldéa Gendron, housewife, contractually separate as to property of the said Antonio Côté, both of 355 Leclerc, Blvd., Granby, Roland Gendron, tradesman, and Anita Hardy, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roland Gendron, the latter two of 260 Mullin, Granby, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, their accessories and spare parts, under the name of "G. A. S. Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred parts of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 416-63 — 1158/26

G I L Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Cadieux, 2010 Filion St, Léon Wildstein, 2075 Decelles St, both of St-Laurent, and Ignacy Kneller, 850 Gray Circle, Montreal, all three reitors, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "G I L Investment Corp.", with a capital divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 77-63 — 1158/13

Roger Gagné Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Hamel, notaire, 6983, boul St-Laurent, Montréal, Solange Pesant, secrétaire, fille majeure, 6983, boul St-Laurent, Montréal, et Claude-Réal Girard, étudiant stagiaire, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en posage de lattes de toutes sortes, sous le nom de « Roger Gagné Limitée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

359-63 — 1158/11

Philip Geffin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 3782, avenue Kent, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, tous deux avocats, Rhoda Cohen, 6427, avenue MacDonald, et Shirlee Simon, 1460, avenue Van Horne, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de « Philip Geffin Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

368-63 — 1157/126

Gingras Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean-Louis Gingras, industriel, Mme Jeannine Foucault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Louis Gingras, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Lesage, et Jean-Maurice Charbonneau, avocat, 484, McGill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Gingras Transport Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lesage, district judiciaire de Terrebonne.

Roger Gagné Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Hamel, notary, 6983 St. Lawrence Blvd., Montreal, Solange Pesant, secretary, fille majeure, 6983 St. Lawrence Blvd., Montreal, and Claude-Réal Girard, student-probationer, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as contractors in the setting of laths of all kinds, under the name of "Roger Gagné Limitée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

359-63 — 1158/11

Philip Geffin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, 3782 Kent Ave., Daniel Kingstone, 4985 Iona Ave., both advocates, Rhoda Cohen, 6427 MacDonald Ave., and Shirlee Simon, 1460 Van Horne Ave., the latter two secretaries, filles majeures, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Philip Geffin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

368-63 — 1157/126

Gingras Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Gingras, industrialist, Mrs. Jeannine Foucault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Louis Gingras, and duly authorized by him for these presents, both of Lesage, and Jean-Maurice Charbonneau, advocate, 484 McGill, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company, under the name of "Gingras Transport Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and into 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Lesage, judicial district of Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 107-63 — 1158/44

René Girard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, de corriger les lettres patentes de la compagnie « René Girard Inc. », en date du 4 décembre 1962, en y changeant les noms des personnes constituées en corporation de manière que tels noms se lisent comme suit:

René Girard, agent manufacturier, Dame Raymonde Beaulieu Girard, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Girard, tous deux de la cité de Sherbrooke, et Olier Girard, industriel, de la cité de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 14661-62 — 1151/30

Globe Films Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Martin Gross, 1105, promenade Ridwood, Lawrence Capelovitch, 1390, chemin du Souvenir, tous deux de Chomedey, Donald Hahamovitch, 5754, avenue Smart, Côte-St-Luc, et Saul Handelman, 4972, avenue Borden, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de producteurs de vues animées et gérer des salles de cinéma, sous le nom de « Globe Films Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 418-63 — 1158/45

Gulbro Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Stanley Taviss, 7115, avenue Fielding, William Levitt, 5020, St Kevin, tous deux de Montréal, et Manuel Shacter, 7, 3e avenue, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Gulbro Investments Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436 238-63 — 1158/114

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 107-63 — 1158/44

René Girard Inc.

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the province of Quebec has been pleased to correct the letters patent of the company "René Girard Inc.", dated December 4, 1962, by changing the names of the persons being incorporated, so that such names read as follows:

René Girard, manufacturer's agent, Dame Raymonde Beaulieu Girard, housewife, wife separate as to property of said René Girard, both of the city of Sherbrooke, and Olier Girard, industrialist, of the city of Montreal.

Given at the office of the provincial secretary, this March 18, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436 14661-62 — 1151/30

Globe Films Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Lawrence Capelovitch, 1390 Souvenir Road, both of Chomedey, Donald Hahamovitch, 5754 Smart Avenue, Côte-St-Luc, and Saul Handelman, 4972 Borden Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Globe Films Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 418-63 — 1158/45

Gulbro Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Taviss, 7115 Fielding Avenue, William Levitt, 5020 St Kevin, both of Montreal, and Manuel Shacter, 7, 3rd Avenue, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Gulbro Investments Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and each 15,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o 238-63 — 1158/114

Hedron Enterprises Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Saul Grossman, manufacturier, Harriet Bloom Grossman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Saul Grossman, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Dr Ronald Grossman, dentiste, tous trois de 5718, chemin Queen Mary, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises de « Hedron Enterprises Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

378-63 — 1158/46

Huntwool Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Barbara Hopkins, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, Judith Brown, secrétaire, épouse séparée de biens de Richard Edward Brown, et Anita Dunn, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 804, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets, composés en tout ou en partie des produits ou sous-produits de textiles, métaux, plastique, verre, substances chimiques, matières synthétiques caoutchouc, produit animal végétal ou minéral, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Huntwool Ltd. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 12,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 48,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

371-63 — 1157/127

Ibex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: André Brault, entrepreneur, 190, boul. Marois, J.-H.-Marcel DuSablon, chimiste, et Marie Aline DuSablon, ménagère, épouse dudit J.-H.-Marcel DuSablon, ces deux derniers de 157, boul. Marois, tous trois de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placements, sous le nom de « Ibex Inc. », avec un capital total de \$20,000,

Hedron Enterprises Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Saul Grossman, manufacturer, Harriet Bloom Grossman, housewife, wife separate as to property of the said Saul Grossman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Dr. Ronald Grossman, dentist, all three of 5718 Queen Mary Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in knitted goods and textiles, under the name of "Hedron Enterprises Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

378-63 — 1158/46

Huntwool Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barbara Hopkins, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, Judith Brown, secretary, wife separate as to property of Richard Edward Brown, and Anita Dunn, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all three of 1010 St. Catherine Street West, Room 804, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise composed, in whole or in part, of or of the by-products of textiles, metals, plastics, glass, chemicals, synthetics, rubber, animal products, vegetable products, mineral products, land, sea and forest products, under the name of "Huntwool Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 12,000 common shares of the par value of \$1 each and 48,800 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

371-63 — 1157/127

Ibex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Brault, contractor, 190 Marois Blvd., J.-H.-Marcel DuSablon, chemist, and Marie Aline DuSablon, housewife, wife of the said J.-H.-Marcel DuSablon, the latter two of 157 Marois Blvd., all three of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Ibex Inc.", with a total capital stock of

divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 160 actions privilégiées de \$100 chacune. Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

34-63 — 1158/115

Immeubles Beauséjour Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Alfred St-Hilaire, rembourreur, Mme Eulalie L. St-Hilaire, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alfred St-Hilaire, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 2, rue Courcellette, et Laurent-P. Bolduc, avocat, 2056, chemin Ste-Foy, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Immeubles Beauséjour Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

412-63 — 1158/47

**Les Immeubles Dolini Inc.
Dolini Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Dorilas Grenier, Lionel Grenier, tous deux entrepreneurs, de Thetford Mines, et G.-Laurent Simard, entrepreneur, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles Dolini Inc.—Dolini Realities Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5564, rue Woodbury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

356-63 — 1158/12

O.R. Jackman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Georges-Henri Dureault, avocat et conseil en loi de la Reine, Christiane Rochette Dureault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges-Henri Dureault, et dûment

\$20,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 160 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

34-63 — 1158/115

Immeubles Beauséjour Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred St-Hilaire, upholsterer, Mrs. Eulalie L. Saint-Hilaire, housewife, wife separate as to property of the said Alfred St-Hilaire, and duly authorized by him for these presents, both of 2 Courcellette St., and Laurent P. Bolduc, advocate, 2056 Ste-Foy Road, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Immeubles Beauséjour Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

412-63 — 1158/47

**Les Immeubles Dolini Inc.
Dolini Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dorilas Grenier, Lionel Grenier, both contractors, of Thetford Mines, and G.-Laurent Simard, contractor, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Les Immeubles Dolini Inc.—Dolini Realities Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 5564 Woodbury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

356-63 — 1158/12

O.R. Jackman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Henri Dureault, advocate and Queen's Counsel, Christiane Rochette Dureault, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Georges-Henri Dureault, and duly authorized

autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Suzanne Dureault, étudiante, fille majeure, usant de ses droits, tous trois de 60, rue Elgin, Granby, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de « O.R. Jackman Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 144, Lyman, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

287-63 — 1157/84

Les Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Desrosiers, gérant général, Albert Bell, chef de police, et Gérard Labelle, commerçant, tous trois de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Les Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

329-63 — 1157/102

Jonlew Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: John Lench, dessinateur, 228, chemin Berkshire, Great Neck, État de New York, E.U.A., Louis Wener, 4187, avenue Hings-ton, Montréal, et Solly Wener, 5606, avenue Davies, Côte-St-Luc, ces deux derniers manufacturiers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements de sport et de vêtements de dessus, sous le nom de « Jonlew Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

369-63 — 1158/14

La Barre 500 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Raymond Daigneault, restaurateur,

by him for the purpose of these presents, and Suzanne Dureault, student, spinster of the full age of majority in use of her rights, all three of 60 Elgin Street, Granby, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "O.R. Jackman Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 144 Lyman, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

287-63 — 1157/84

Les Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Desrosiers, general manager, Albert Bell, chief of Police, and Gérard Labelle, tradesman, all three of Mont-Joli, for the following purposes:

To establish and direct a social and sports club, under the name of "Les Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Mont Joli, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

329-63 — 1157/102

Jonlew Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Lench, designer, 228 Berkshire Rd., Great Neck, State of New York, U.S.A., Louis Wener, 4187 Hings-ton Ave., Montreal, and Solly Wener, 5606 Davies Ave., Côte-St-Luc, the latter two manufacturers, for the following purposes:

To deal in sportswear and outerwear, under the name of "Jonlew Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

369-63 — 1158/14

La Barre 500 Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Daigneault, restaurant-owner, 625

625, rue Smiley, St-Lambert, Huguette Garneau, secrétaire, célibataire majeure, 4415, rue St-André, Montréal, et Charles E. Poirier, notaire, 4032, rue Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « La Barre 500 Inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 5,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2019, boul. Taschereau, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

458-63 — 1158/28

Smiley St., St-Lambert, Huguette Garneau, secretary, spinster of the full age of majority, 4415 St-André St., Montreal, and Charles E. Poirier, notary, 4032 Parc Lafontaine St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "La Barre 500 Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 5,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2019 Taschereau Blvd., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

458-63 — 1158/28

Labour College of Canada
Collège Canadien des Travailleurs

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Ray Edwin Powell, administrateur, 1336, Redpath c.r., Roger Provost, représentant d'union, 10167, rue Garnier, tous deux de Montréal, Juge André Montpetit, juge de la Cour Supérieure, 419, Mount Stephen, James Russell Mallory, professeur, 632, Grosvenor, tous deux de Westmount, et Fernand Jolicoeur, représentant d'union, 55, rue Duchatel, Beauport, pour les objets suivants:

Fonder et entretenir une corporation vouée à diriger et favoriser une plus vaste culture, principalement dans les sciences sociales et les humanités, au bénéfice des membres d'associations ouvrières et autres personnes intéressées, sous le nom de « Labour College of Canada — Collège Canadien des Travailleurs ».

Le montant auquel est limité le revenu annuel de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

15152-62 — 1157/86

Laird Sales Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Edward G. Tannage, c.r., Jacob L. Rothman, avocats, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous trois de 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents de vente et d'achat de lingerie, vêtements de sport, sous-vêtements, articles vestimentaires, nouveautés, textiles, menus objets et marchandise connexe, sous le nom de « Laird Sales Agencies Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,800 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Labour College of Canada
Collège Canadien des Travailleurs

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Ray Edwin Powell, executive, 1336 Redpath c.r., Roger Provost, union representative, 10167 Garnier St., both of Montreal, Justice André Montpetit, judge of the Superior Court, 419 Mount Stephen, James Russell Mallory, professor, 632 Grosvenor, both of Westmount, and Fernand Jolicoeur, union representative, 55 Duchatel St., Beauport, for the following purposes:

To create and maintain a body devoted to directing and to furthering higher learning, primarily in the social sciences and the humanities, for trade unionists and other interested persons, under the name of "Labour College of Canada — Collège Canadien des Travailleurs".

To amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

15152-62 — 1157/86

Laird Sales Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward G. Tannage, q.c., Jacob L. Rothman, advocates, and Jeannette Desjardins, stenographer, unmarried of the full age of majority, all three of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To act as sales and purchasing agents for lingerie, sportswear, underwear, wearing apparel, dry goods, textiles, novelties and similar merchandise, under the name of "Laird Sales Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 1,800 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

419-63 — 1158/51

Laliberté & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Marcel Laliberté, commerçant, Guy Laliberté, livreur de lait, tous deux de 144, Ste-Marthe, et Claude Laliberté, faiseur de papier, 387, rue Évangéline, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers-bouchers, sous le nom de « Laliberté & Fils Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 380, rue St-Pierre, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

14881-62 — 1158/139

A. Langlois & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordée, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Alphonse Langlois, entrepreneur, Jude Langlois, journalier, et Denis Langlois, journalier, tous trois de St-Ferdinand, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « A. Langlois & Fils Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de St-Ferdinand, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

422-63 — 1158/52

Lanza Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en coproportion: Joseph Lanza, 24, Jules-Verne, Théobald Plamondon, 1835 est, boulevard St-Joseph, tous deux administrateurs, Roland Lapointe, hôtelier, 2320 Lincoln, app. 6, tous trois de Montréal, et Carmelina Greco Raffa, restaurateur, épousé séparée de corps et de biens de Carmel Raffa, 7440, des Tilleuls, Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Lanza Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

419-63 — 1158/51

Laliberté & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Laliberté, trader, Guy Laliberté, milk deliveryman, both of 144 Ste-Marthe, and Claude Laliberté, paper-maker, 387 Évangéline St., all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Laliberté & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 380 St-Pierre St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

14881-62 — 1158/139

A. Langlois & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Langlois, contractor, Jude Langlois, laborer, and Denis Langlois, laborer, all three of St-Ferdinand, for the following purposes:

To carry on business dealing lumber, under the name of "A. Langlois & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the parish of St-Ferdinand, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

422-63 — 1158/52

Lanza Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Lanza, 24 Jules-Verne, Théobald Plamondon, 1835 St-Joseph Boulevard East, both executives, Roland Lapointe, hotel keeper, 2320 Lincoln, apt. 6, all three of Montreal, and Carmelina Greco Raffa, restaurateur, wife separate as to bed and board of Carmel Raffa, 7440 des Tilleuls, Duvernay, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Lanza Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided

ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 401-63 — 1158/53

Raymond Latreille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Raymond Latreille, plombier, 225, St-Joseph, Jean-Baptiste Lamarre, notaire, et Pierre André Lamarre, notaire, tous trois de Dorion, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Raymond Latreille Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 208-63 — 1158/83

The Laurentian Irish Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Andrew Snee, administrateur, 364, boul. Ste-Rose, Ellard J. Barrett, employé de la compagnie de téléphone, 231, rue St-Jean, Francis E. Mell, administrateur, 139, rue Roseval, James Stafford, administrateur, 67, chemin Dufferin, Michael Kilgallon, technicien en recherches, 134, rue Roseval, tous les cinq de Ste-Rose, et James Philip Shaughnessy, courtier d'assurances, 20, Lamarque, rue Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Fournir et rendre des services bénévolement aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « The Laurentian Irish Society Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1^{er} jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 468-63 — 1158/140

Au Lavoir Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Joseph Lanza, 24, Jules-Verne, Théobald Plamondon, 1835 est, blvd St-Joseph,

into 200 common shares of par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 401-63 — 1158/53

Raymond Latreille Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Latreille, plumber, 225 St-Joseph, Jean-Baptiste Lamarre, notary, and Pierre André Lamarre, notary, all three of Dorion, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Raymond Latreille Inc."; with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 208-63 — 1158/83

The Laurentian Irish Society Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Andrew Snee, executive, 364 Ste-Rose Blvd., Ellard J. Barrett, Telephone Company employee, 231 St-Jean St., Francis E. Mell, executive, 139 Roseval St., James Stafford, executive, 67 Dufferin Road, Michael Kilgallon, research technician, 134 Roseval St., all five of Ste-Rose, and James Philip Shaughnessy, insurance broker, 20 Lamarque St., Ste-Thérèse, for the following purposes:

To supply and render services of a charitable nature to poor and needy persons, under the name of "The Laurentian Irish Society Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 468-63 — 1158/140

Au Lavoir Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Lanza, 24 Jules-Verne, Théobald Plamondon, 1835 St-Joseph Blvd. East, both executives,

tous deux administrateurs, et Ernest Lavoie, mécanicien, 1837 est, blvd St-Joseph, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie, y compris des buanderies automatiques actionnées par des pièces de monnaie, sous le nom de « Au Lavoir Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

402-63 — 1157/114

Lebrun & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Ange-Aimé Lebrun, cultivateur, Rang des Trente, Beloeil, P.-Ernest L'Heureux, notaire, St-Jude, et Maurice Villeneuve, voyageur de commerce, 8555, St-Maurice, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la viande, des troupeaux, des porcs, du beurre et autres produits alimentaires, sous le nom de « Lebrun & Fils Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

87-63 — 1158/116

Madame Jean Lecomte Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Gisèle Senécal, marchande, épouse séparée de biens de Jean Lecomte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 240, St-Damase, Drummondville, Luc Lecomte, étudiant, 62, Manseau, Drummondville, et Philippe Pothier, avocat, 1653, Girouard, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Madame Jean Lecomte Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

477-63 — 1158/86

Liberty Furniture Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

and Ernest Lavoie, mechanic, 1837 St-Joseph Blvd. East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a laundry, including coin-operated automatic laundries, under the name of "Au Lavoir Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and 50 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

402-63 — 1157/114

Lebrun & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ange-Aimé Lebrun, farmer, Rang des Trente, Beloeil, P.-Ernest L'Heureux, notary, St-Jude, and Maurice Villeneuve, commercial traveller, 8555 St-Maurice, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business dealing in meat, herds, pigs, butter and in other food products, under the name of "Lebrun & Fils Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beloeil, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

87-63 — 1158/116

Madame Jean Lecomte Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gisèle Senécal, merchants, wife separate as to property of Jean Lecomte and duly authorized by him for these presents, 240 St-Damase, Drummondville, Luc Lecomte, student, 62 Manseau, Drummondville, and Philippe Pothier, advocate, 1653 Girouard, St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on a business dealing in ladies clothing, under the name of "Madame Jean Lecomte Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

477-63 — 1158/86

Liberty Furniture Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Eliahou Amber, gérant, Doris Amber, ménagère, épouse dudit Eliahou Amber, tous deux de 2195, rue Vincent, Montréal, et Naim Shohet, teneur de livres, 4685, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, pièces d'ébénisterie de toutes sortes, pour la maison, le bureau et fournitures, outillage pour maisons de commerce, sous le nom de « Liberty Furniture Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 15216-62 — 1155/78

Librairie Marcel Kirouac Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Marcel Kirouac, marchand, 1190, rue de Callières, Québec, Paul Kirouac, comptable, 2658, avenue Brome, Ste-Foy, et Jean-Luc Kirouac, voyageur de commerce, 183, rue St-Jean-Bosco, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de libraires, sous le nom de « Librairie Marcel Kirouac Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 479, 5e rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 15048-62 — 1157/128

Little Johns' Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Harold Bloomfield, 5725, Côte St-Luc, Frederick R. Phillips, 3265, rue Goyer, tous deux avocats, et Mildred Dishell, secrétaire, épouse séparée de biens de Sam Klingman, 6525, avenue Wilderton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'extraits, assaisonnements, essences, poudres de gelée, fruits et sirops de fontaine, marmelade, confitures et autres produits de même nature, sous le nom de « Little Johns' Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 226-63 — 1158/84

Loney Bldg. Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eliahou Amber, manager, Doris Amber, housewife, wife of the said Eliahou Amber, both of 2195 Vincent Street, Montreal, and Naim Shohet, book-keeper, 4685 Bourret, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, woodwork and all kinds of household, office and store furnishings and equipment, under the name of "Liberty Furniture Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 15216-62 — 1155/78

Librairie Marcel Kirouac Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Kirouac, merchant, 1190 de Callières St., Quebec, Paul Kirouac, accountant, 2658 Brome Ave., Ste-Foy, and Jean-Luc Kirouac, commercial traveller, 183 St-Jean Bosco St., Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business as labrairians, under the name of "Librairie Marcel Kirouac Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 479, 5th St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 15048-62 — 1157/128

Little Johns' Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Bloomfield, 5725 Côte St-Luc, Frederick R. Phillips, 3265 Goyer St., both advocates, and Mildred Dishell, secretary, wife separate as to property of Sam Klingman, 6525 Wilderton Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in extracts, flavoring essences, jelly powders, fountain fruits and syrups, marmalade, jams and other products of a similar character, under the name of "Little Johns' Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 226-63 — 1158/84

Loney Bldg. Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Sam Winshell, restaurateur, 3420, Bedford, Montréal, Abraham Shuster, avocat, 5710, avenue Wolseley, et Dorothy K. Gunston, secrétaire, fille majeure, 5620, avenue Emerald, ces deux derniers de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Loney Bldg. Restaurant Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

420-63 — 1158/85

Machinerie Électrique & Mécanique, Inc. Electrical & Mechanical Supply, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Maurice Marquis, avocat, 1230, rue Bernard, ouest, Outremont, Jacques Clément, avocat, 4430, avenue Girouard, Montréal, et André Chaloux, avocat, 267, Champlain, Beloeil, pour les objets suivants:

Commerce de machines, moteurs, outils, instruments et matériel de toutes sortes, leurs parties et accessoires ainsi que les matériaux, métaux et articles servant à leur fabrication ou à leur réparation, sous le nom de « Machinerie Électrique & Mécanique, Inc. — Electrical & Mechanical Supply, Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

346-63 — 1158/15

La Maison Diana (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Charles Brownstein, 6612, chemin Nice, Melvin Salmon, 5570, avenue Pinedale, tous deux de Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, 1360 ouest, avenue Bernard, Outremont, tous trois avocats, et Harold Archer, secrétaire, 3160, rue Granby, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, confectionneurs et marchands de draps, sous le nom de « La Maison Diana (1963) Inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, 2,250 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 20,750 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sam Winshell, restaurateur, 3420 Bedford, Montreal, Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley Ave., and Dorothy K. Gunston, secretary, fille majeure, 5620 Emerald Ave., the latter two of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Loney Bldg. Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 4,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

2436-o

420-63 — 1158/85

Machinerie Électrique & Mécanique, Inc. Electrical & Mechanical Supply, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Marquis, advocate, 1230 Bernard St. West, Outremont, Jacques Clément, advocate, 4430 Girouard Ave., Montreal, and André Chaloux, advocate, 267 Champlain, Beloeil, for the following purposes:

To deal in machines, motors, tools, instruments and material of all kinds, their parts and accessories, as well as in materials, metals and articles used in their manufacturing or repairing, under the name of "Machinerie Électrique & Mécanique, Inc. — Electrical & Mechanical Supply, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

346-63 — 1158/15

La Maison Diana (1963) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Brownstein, 6612 Nice Rd., Melvin Salmon, 5570 Pinedale Ave., both of Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, 1360 Bernard Ave. West, Outremont, all three advocates, and Harold Archer, secretary, 3160 Granby St., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of tailors, outfitters and clothiers, under the name of "La Maison Diana (1963) Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, 2,250 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 20,750 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

358-63 — 1157/130

Les Manufacturiers du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Beaumont, industriel, 2675, boul. Pie IX, Montréal, Adrien Cormier, contrôleur, Anjou, et Laurent Granger, administrateur, 3649, Fénélon, St-Michel, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de la fabrication de produits de quelque nature que ce soit, sous le nom de « Les Manufacturiers du Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

488-63 — 1158/118

**Marché Joseph Inc.
Joseph Market Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Joseph Vannelli, marchand, 7704, Fabre, Montréal, Domenico Vannelli, rentier, 7704, Fabre, Montréal, et Domenico Macchi, vendeur, 11903, Luzor-Côté, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Marché Joseph Inc.— Joseph Market Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

268-63 — 1157/103

Marden Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jacques Tétrault, 4850, avenue Wilson, Montréal, Fraser R. Lindsay, 480, avenue Bourke, Dorval, et Kevin Smyth, 1861, avenue Kenora, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Marden Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

358-63 — 1157/130

Les Manufacturiers du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Beaumont, industrialist, 2675 Pie IX Blvd., Montreal, Adrien Cormier, comptroller, Anjou, and Laurent Granger, administrator, 3649 Fénélon, St-Michel, for the following purposes:

To group together into an association the persons who make any type of product whatsoever, under the name of "Les Manufacturiers du Québec Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

488-63 — 1158/118

**Marché Joseph Inc.
Joseph Market Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Vannelli, merchant, 7704 Fabre, Montreal, Domenico Vannelli, annuitant, 7704 Fabre, Montreal, and Domenico Macchi, salesman, 11903 Luzor-Côté, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Marché Joseph Inc.— Joseph Market Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

268-63 — 1157/103

Marden Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Tétrault, 4850 Wilson Ave., Montreal, Fraser R. Lindsay, 480 Bourke Ave., Dorval, and Kevin Smyth, 1861 Kenora Ave., Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and investment company, under the name of "Marden Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000,

100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 969, édifice Sun Life, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

405-63 — 1158/117

Marina Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, avocat, 5623, Randall, Côte-St-Luc, et Nahum Gelber, avocat, 3605, Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Marina Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255, rue University, chambre 1612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

395-63 — 1159/3

Mark Distributing Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Jack Lighthouse, 2176, chemin Fulton, Mont-Royal, Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure, 5185, avenue Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires de plomberie et de chauffage, sous le nom de « Mark Distributing Co. Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1450, rue Ottawa, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

579-63 — 1159/4

Melville Dental Building Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: James Brian McMullan, avocat, 85, ave Parkdale, Pointe-Claire, Alice Clarend Barkley, 2015, ave Northcliffe, Doris Simone

divided into 100 common shares of a par value of \$1 each and 3,990 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 969 Sun Life Building, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

405-63 — 1158/117

Marina Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, advocate, 5623 Randall, Côte-St-Luc, and Nahum Gelber, advocate, 3605 Ridgewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Marina Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, Suite 1612, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

395-63 — 1159/3

Mark Distributing Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Lighthouse, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Muriel Fishman, secretary, fille majeure, 5185 Victoria Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in plumbing and heating supplies, under the name of "Mark Distributing Co. Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 1450 Ottawa Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

579-63 — 1159/4

Melville Dental Building Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Brian McMullan, advocate, 85 Parkdale Ave., Pointe-Claire, Alice Clarend Barkley, 2015 Northcliffe Ave, Doris Simone MacKean,

MacKean, 4875, chemin Dufferin, Barbara Britcher, 6659 ouest, rue Sherbrooke, et Eva Heller, 5735, Côte-des-Neiges, ces quatre dernières secrétaires légales, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Melville Dental Building Limited », avec un capital total de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

505-63 — 1159/5

Michael's Cartage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Michael Wekarchuk, marchand, Réjeanne Wekarchuk, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Michael Wekarchuk, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 6825, 33ème avenue, et Peter Wekarchuk, marchand, 1658, rue Bélanger, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Michael's Cartage Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6825, 33ème avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

14890-62 — 1156/60

**Midanis Finance Corporation
Corporation de Finance Midanis**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Auclair, industriel, Jacqueline Auclair, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Auclair, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 146, Marie-Victorin, Boucherville, et Jean-Guy Berthiaume, gérant, 412, avenue Grant, Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de financement, sous le nom de « Midanis Finance Corporation — Corporation de Finance Midanis », avec un capital total de \$225,000, divisé en 550 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

316-63 — 1157/88

4875 Dufferin Road, Barbara Britcher, 6659 Sherbrooke St. West, and Eva Heller, 5735 Côte-des-Neiges, the latter four legal secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Melville Dental Building Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

505-63 — 1159/5

Michael's Cartage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Wekarchuk, merchant, Réjeanne Wekarchuk, housewife, wife contractually separate as to property of the said Michael Wekarchuk, and duly authorized by him for these presents, both of 6825, 33rd Ave., and Peter Wekarchuk, merchant, 1658 Bélanger St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Michael's Cartage Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6825, 33rd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

14890-62 — 1156/60

**Midanis Finance Corporation
Corporation de Finance Midanis**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Auclair, industrialist, Jacqueline Auclair, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Auclair, and duly authorized by him for these presents, both of 146 Marie-Victorin, Boucherville, and Jean-Guy Berthiaume, manager, 412 Grant Avenue, Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business as a financing company, under the name of "Midanis Finance Corporation — Corporation de Finance Midanis", with a total capital stock of \$225,000, divided into 550 common shares of a par value of \$100 each and into 1,700 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

316-63 — 1157/88

**Montreal Microfilm & Commercial
Photography Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean F. Laureys, avocat, Berthe Laureys, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean F. Laureys, tous deux de 4830, rue Jean-Brilliant, et Jacqueline Piché Belisle, ménagère, épouse séparée de biens de Robert H. Belisle, 3831, Draper, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de microfilm et photographie commerciale et/ou industrielle, sous le nom de « Montreal Microfilm & Commercial Photography Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

247-63 — 1156/70

**Montreal Microfilm & Commercial
Photography Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean F. Laureys, advocate, Berthe Laureys, housewife, wife separate as to property of the said Jean F. Laureys, both of 4830 Jean-Brilliant St., and Jacqueline Piché Belisle, housewife, wife separate as to property of Robert H. Belisle, 3831 Draper, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of microfilming and commercial and/or industrial photographing, under the name of "Montreal Microfilm & Commercial Photography Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

247-63 — 1156/70

Mortgage Capital Secured Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Laura Frishling, 4870, Bourette, Sonya Schneyer, 4720, Dupuis, et Theresa Eusepi, 7602, de Normanville, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Mortgage Capital Secured Ltd. », avec un capital total de \$225,000, divisé en 125,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 100,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

1-63 — 1158/119

Mortgage Capital Secured Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laura Frishling, 4870 Bourette, Sonya Schneyer, 4720 Dupuis, and Theresa Eusepi, 7602 de Normanville, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Mortgage Capital Secured Ltd.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 125,000 common shares of \$1 each and 100,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

1-63 — 1158/119

**The Motor Truck Club (Quebec) Inc.
Le Club de la Traction
sur Routes (Québec) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur-Louis Gauthier, administrateur, 298, ave. Lockhart, Mont Royal, Bernard Gravel, gérant de ventes, 61 nord, 4e Avenue, Roxboro, Thomas Edward Taylor, administrateur, 730, DesSeigneurs, Hercule-René Brossard, administrateur, 10147, Verville, Martin Belak, gérant de ventes, 2420, Benny Crescent, John Perodeau, représentant de ventes, 945 est, boul. St-Joseph, tous quatre de Montréal, Lloyd Alfred Headland, surintendant, de véhicules, 8538, des Rapides, LaSalle, Sidney Warwick, gérant de ventes, 126, Pickwood

**The Motor Truck Club (Quebec) Inc.
Le Club de la Traction
sur Routes (Québec) Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur-Louis Gauthier, executive, 298 Lockhart Ave., Mount Royal, Bernard Gravel, sales manager, 61, 4th Avenue North, Roxboro, Thomas Edward Taylor, executive, 730 DesSeigneurs, Hercule-René Brossard, executive, 10147 Verville, Martin Belak, sales manager, 2420 Benny Crescent, John Perodeau, sales representative, 945 St-Joseph Blvd. East, all four of Montreal, Lloyd Alfred Headland, superintendent of vehicles, 8538 des Rapides, LaSalle, Sidney Warwick, sales manager, 126 Pickwood Crescent, Pointe-

Crescent, Pointe-Claire, et Edward James Holt, géant de circulation, 5010, ave. MacDonald, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Unir les membres de l'industrie des véhicules automobile de transport par les liens de l'amitié, de la bonne camaraderie et de la compréhension mutuelle, sous le nom de « The Motor Truck Club (Quebec) Inc.—Le Club de la Traction sur Routes (Québec) Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera 1010 Côte du Beaver Hall, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

377-63 — 1158-55

Claire, and Edward James Holt, traffic manager, 5010 MacDonald Ave., Côte-St-Luc, for the following purposes:

To unite the members of the motor vehicle transport industry in the bonds of friendship, good fellowship and mutual understanding, under the name of "The Motor Truck Club (Quebec) Inc.—Le Club de la Traction sur Routes (Québec) Inc."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at 1010 Beaver Hall Hill, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

377-63 — 1158/55

Oeuvres des Loisirs de Joly

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Réginald Turmel, commerçant, Gérard Olivier, cuisinier, Ronald Beaudet, marchand, Adrien Lambert, cultivateur, André Longchamps, garagiste, Jean-Marc Lambert, journalier, et M. l'abbé Léo Dubord, prêtre, curé, tous sept de Joly, pour les objets suivants:

Promouvoir la saine occupation des loisirs dans la municipalité de St-Janvier-de-Joly, sous le nom de « Oeuvre des Loisirs de Joly ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Janvier-de-Joly, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

347-63 — 1158/16

Oeuvres des Loisirs de Joly

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Réginald Turmel, tradesman, Gérard Olivier, cook, Ronald Beaudet, merchant, Adrien Lambert, farmer, André Longchamps, garageman, Jean-Marc Lambert, laborer, and Rev. Father Léo Dubord, priest, pastor, all seven of Joly, for the following purposes:

To promote the healthy recreation occupation in the municipality of St-Janvier-de-Joly, under the name of "Oeuvre des Loisirs de Joly".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at St-Janvier-de-Joly, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

347-63 — 1158/16

L'O.T.J., de St-Ludger, Frontenac

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Josephat Quirion, négociant, Gabriel Arguin, boulanger, Élodien Nadeau, plombier, Jean-Guy Giguère, menuisier, Louis Fecteau, menuisier, Ludger Paré, menuisier, Jean Rodrigue, rentier, et Laurent Dumas, téléphoniste, tous huit de St-Ludger, Frontenac, pour les objets suivants:

Promouvoir des loisirs sains à St-Ludger, Frontenac, sous le nom de « L'O.T.J., de St-Ludger, Frontenac ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Ludger, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

223-63 — 1158/57

L'O.T.J., de St-Ludger, Frontenac

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Josephat Quirion, wholesale merchant, Gabriel Arguin, baker, Élodien Nadeau, plumber, Jean-Guy Giguère, joiner, Louis Fecteau, joiner, Ludger Paré, joiner, Jean Rodrigue, annuitant, and Laurent Dumas, telephonist, all eight of St-Ludger, Frontenac, for the following purposes:

To encourage healthy pastimes in St-Ludger, Frontenac, under the name of "L'O.T.J., de St-Ludger, Frontenac".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at St-Ludger, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

223-63 — 1158/57

Pacemaker Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Daniel Shloime Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, Anne Belfer, 4859, Jeanne-Mance, Eleanor Johnson, 5020, avenue Clauranald, et Nessie Borland, 1433, rue Tower, ces trois dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Pacemaker Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

461-63 — 1158/87

Package Assembly Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, c.r., 3205, rue Tremblay, Jacques P. Dansereau, 11425, rue Suzor-Côté, et Alfred Chevalier, 906, rue Cherrier, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Package Assembly Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

304-63 — 1157/131

Packaged Systems Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: James Alexander Robb, avocat, Margaret Irene Stewart et Denise-Marie Landry, secrétaires, célibataires, tous trois de chambre 2601, 1155, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents, consultants ou aviseurs de toute entreprise commerciale ou organisation industrielle dans le procédé, la collection et l'organisation de données et systèmes s'y rapportant, sous le nom de « Packaged Systems Limited », avec un capital total de \$3,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

211-63 — 1158/17

Pacemaker Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Shloime Miller, advocate, 5714 Edgemore Ave., Côte-St-Luc, Anne Belfer, 4859 Jeanne-Mance, Eleanor Johnson, 5020, Clauranald Ave., and Nessie Borland, 1433 Tower St., the latter three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Pacemaker Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

461-63 — 1158/87

Package Assembly Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Cardinal, q.c., 3205 Tremblay St., Jacques P. Dansereau, 11425 Suzor-Côté St., and Alfred Chevalier, 906, Cherrier St., all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Package Assembly Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

304-63 — 1157/131

Packaged Systems Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Alexander Robb, advocate, Margaret Irene Stewart and Denise-Marie Landry, secretaries, spinsters, all three of Suite 2601, 1155 Dorchester Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To act as agents, consultants or advisors to any commercial enterprise or industrial organization in the processing, collection and organization of data and systems in connection therewith, under the name of "Packaged Systems Limited", with a total capital stock of \$3,000, divided into 3,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

211-63 — 1158/17

Perron & Gervais Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Adrien Perron, entrepreneur, Mme Yvette Demers Perron, ménagère, épouse dudit Adrien Perron, tous deux de 2478, Prieur, Montréal, Réjean Gervais, gérant, Mme Léona Poirier Gervais, ménagère, épouse dudit Réjean Gervais, ces deux derniers de 10157, Laverdure, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Perron & Gervais Incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10190, boul. St-Michel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

14684-62 — 1158/58

Perron & Gervais Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Perron, contractor, Mrs. Yvette Demers Perron, housewife, wife of the said Adrien Perron, both of 2478 Prieur, Montreal, Réjean Gervais, manager, Mrs. Léona Poirier Gervais, housewife, wife of the said Réjean Gervais, the latter two of 10157 Laverdure, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs, under the name of "Perron & Gervais Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10190 St-Michel Blvd., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

14684-62 — 1158/58

Sam Perelman Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Michael Garber, c.r., 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, c.r., 4815, chemin Queen Mary, et Harry Yohalem Garber, 3235, avenue Ridgewood, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme agents pour la vente et l'achat de terres, édifices et biens mobiliers et agir comme administrateurs d'édifices, sous le nom de « Sam Perelman Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 7,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

485-63 — 1158/58

Sam Perelman Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, q.c., 4338 Montrose Ave., Westmount, Jacob Harold Blumenstein, q.c., 4815 Queen Mary Road, and Harry Yohalem Garber, 3235 Ridgewood Ave., the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as agents for the sale and purchase of lands, buildings and chattel property and to act as administrators of buildings, under the name of "Sam Perelman Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and 7,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

485-63 — 1158/58

Plomberie L'Abord-à-Plouffe Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Albini Plouffe, maître plombier, 286, Labelle, Germain Plouffe, plombier, 288, Labelle, et Maurice Plouffe, plombier, 918A, boul. Jarry, tous trois de Chomedey, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie L'Abord-à-Plouffe Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Plomberie L'Abord-à-Plouffe Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albini Plouffe, master-plumber, 286 Labelle St., Germain Plouffe, plumber, 288 Labelle and Maurice Plouffe, plumber, 918A Jarry Blvd., all three of Chomedey, for the following purposes:

To carry on a business as plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "Plomberie L'Abord-à-Plouffe Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 1er jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 475-63 — 1158/90

Plywood House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, c.r., 4300 avenue Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, 5510, avenue Robinson, Côte-St-Luc, tous deux avocats, Rhona Langsner, 5758, rue Plantagenet, Montréal, et Gabrielle Martin, 121, Elgin Drive, Châteauguay, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Plywood House Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 25e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 399-63 — 1158/18

Gilles Poulin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Gilles Poulin, Luc Poulin, commerçants, tous deux de St-Victor, comté de Beauce, et Alfred Nadeau, c.r., avocat, 1151, chemin Ste-Foy, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers et de quincailliers, sous le nom de « Gilles Poulin Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Victor, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 301-63 — 1156/133

Promotion Touristique Fleur de Lys Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Yolande Biron, 283, Mélançon, et Jeanne-Mance Ringuet, 521, Marchand, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire de la promotion touristique au moyen de cartes touristiques et autres choses connexes, sous le nom de « Promotion Touristique Fleur de Lys Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 200 actions

Given at the office of the Provincial Secretary
this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 475-63 — 1158/90

Plywood House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, q.c., 4300 Western Ave., Westmount, Benjamin J. Greenberg, 5510 Robinson Ave., Côte-St-Luc, both advocates, Rhona Langsner, 5758 Plantagenet St., Montreal, and Gabrielle Martin, 121 Elgin Drive, Châteauguay, the latter two secretaries, spinsters of the legal age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Plywood House Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 399-63 — 1158/18

Gilles Poulin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Poulin, Luc Poulin, traders, both of St-Victor, county of Beauce, and Alfred Nadeau, q.c., advocate, 1151 Ste-Foy Road, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as grocers and hardware-dealers, under the name of "Gilles Poulin Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Victor, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 301-63 — 1156/133

Promotion Touristique Fleur de Lys Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Biron, advocate, 77 Newton, Yolande Biron, 283 Mélançon, and Jeanne-Mance Ringuet, 521 Marchand, the latter two secretaries, all three of Drummondville, for the following purposes:

To promote tourist business by means of tourist business and other similar things, under the name of "Promotion Touristique Fleur de Lys Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each, 200 preferred class "A" shares

privilegiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 9,600 actions privilegiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 363-63 — 1157/132

R. C. Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Rhéal Prieur, 3426, 43e Avenue, St-Michel, John Cornelow, 3124, ave Esther, Fabreville, tous deux administrateurs, et A. Arnold Lechter, avocat, 5764, ave Blossom, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de « R. C. Entreprises Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$10 chacune et 50 actions privilegiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6243 372-63 — 1157/123

R. T. R. Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Rheault, 643, des Commissaires, Trois-Rivières, Gaétan Trudel, 190, de Grandmont, et Marcel Roy, 378, St-Pierre, ces deux derniers de Cap-de-la-Madeleine, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « R. T. R. Lingerie Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 180, de Grandmont, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 608-63 — 1157/85

Rachel Service Station & Car Wash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Claude Legault, vendeur, 122, Pierre-Bourgerie, Boucherville, Dr Florian Rheault, médecin, 5215, rue Garnier, Montréal, et Alcide Grenon, fonctionnaire, 3968, Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

of a par value of \$10 each and into 9,600 preferred shares class "B", of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 363-63 — 1157/132

R. C. Entreprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rhéal Prieur, 3426, 43th Avenue, St-Michel, John Cornelow, 3124 Esther Ave., Fabreville, both executives, and A. Arnold Lechter, attorney, 5764 Blossom Ave., Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, under the name of "R. C. Entreprises Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 50 common shares of \$10 each and 50 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 372-63 — 1157/123

R. T. R. Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Rheault, 643 des Commissaires, Trois-Rivières, Gaétan Trudel, 190 de Grandmont, and Marcel Roy, 378 St-Pierre, the latter two of Cap-de-la-Madeleine, all three tradesmen, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, under the name of "R. T. R. Lingerie Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 180 de Grandmont, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 608-63 — 1157/85

Rachel Service Station & Car Wash Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Legault, salesman, 122 Pierre-Bourgerie, Boucherville, Dr Florian Rheault, physician, 5215 Garnier St., Montreal, and Alcide Grenon, civil servant 3968, Lafontaine Park, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Rachel Service Station & Car Wash Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3170, rue Rachel, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

15185-62 — 1158/91

Re-Mo General Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: E. Michael Berger, avocat, 5030, avenue Glencairn, Abraham Kastner, comptable agréé, 4812, avenue Melrose, et Menashe Broder, étudiant, 6201, chemin Côte St-Luc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Re-Mo General Contractors Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

281-63 — 1157/133

Restaurant Castel du Roy Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Guy E. Boisvert, avocat, 3510, Northcliffe, Montréal, G. Harold Pickel, avocat, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, étudiant, 3350, Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Castel du Roy Ltée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

489-63 — 1158/61

Richlone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Lawrence R. Theobald, gérant de propriétés, 301, rue Lewis, app. 3, Edward Richer, surintendant de construction, 140, rue du Roi George, et Robert W. Seed, gérant de bureau, 656, rue Fraser, tous trois d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

To carry on a business dealing in automobiles, their accessories and spare parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Rachel Service Station & Car Wash Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3170 Rachel St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

15185-62 — 1158/91

Re-Mo General Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: E. Michael Berger, advocate, 5030 Glencairn Ave., Abraham Kastner, chartered accountant, 4812 Melrose Ave., and Menashe Broder, student, 6201 Côte St-Luc Rd., all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Re-Mo General Contractors Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

281-63 — 1157/133

Restaurant Castel du Roy Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy E. Boisvert, advocate, 3510 Northcliffe, Montreal, G. Harold Pickel, advocate, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, student, 3350 Linton, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Castel du Roy Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

489-63 — 1158/61

Richlone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence E. Theobald, property manager, 301 Lewis St. Apt. 3, Edward Richer, building superintendent, 140 King George St., and Robert W. Seed, office manager, 656 Fraser St., all three of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

Exercer un commerce d'hôteliers, sous le nom de « Richlorne Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités, sera de \$15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Bouchette, canton de Cameron, comté de Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

14674-62 — 1158/62

St-Félicien Truck Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: André-Jacques Girard, garagiste, Yvonne Boudreault Girard, ménagère, épouse dudit André-Jacques Girard, et Marcel Castonguay, gérant des pièces, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « St-Félicien Truck Service Inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

98-63 — 1158/96

St. Henri Men's Wear — Uniforms Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, avocat, 410, rue St-Nicholas, Joseph Drazin, administrateur, 6722, avenue de Vimy, Brona Rosen, ménagère, épouse séparée de biens de Carl Rosen, 4815, avenue Fulton, tous trois de Montréal, et John Rae, surintendant, 320, rue Tait, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour hommes, sous le nom de « St. Henri Men's Wear — Uniforms Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 750 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2671 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

201-63 — 1158/22

St. Leonard Theatre Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To carry on the business of inn-keepers, under the name of "Richlorne Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares having no nominal or par value and 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$15,000.

The head office of the company will be at Bouchette, township of Cameron, county of Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

14674-62 — 1158/62

St-Félicien Truck Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André-Jacques Girard, garageman, Yvonne Boudreault Girard, housewife, wife of the said André-Jacques Girard, and Marcel Castonguay, manager of spare-parts, all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, motors, machines, their accessories and spare-parts and to operate as garagemen, under the name of "St-Félicien Truck Service Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 300 common shares of \$50 each and into 200 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

98-63 — 1158/96

St. Henri Men's Wear — Uniforms Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, advocate, 410 St. Nicholas St., Joseph Drazin, executive, 6722 de Vimy Ave., Brona Rosen, housewife, wife separate as to property of Carl Rosen, 4815 Fulton Ave., all three of Montreal, and John Rae, superintendent, 320 Tait St., St-Laurent, for the following purposes:

To deal in men's wearing apparel, under the name of "St. Henri Men's Wear — Uniforms Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 750 common shares of a par value of \$10 each, 750 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 2,500 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2671 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

201-63 — 1158/22

St. Leonard Theatre Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat et conseil en loi de la Reine, 2174 ouest, rue Sherbrooke, Peter Robert David MacKell, avocat, 1112, terrasse Elgin, Madeline Frances Brennan, secrétaire, fille majeure, 5856 avenue N.D.G., tous trois de Montréal, et Charles Alexander Phelan, avocat, 1780, avenue Dumfries, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à fournir des distractions au public et, sans limiter la généralité du précédent, construire, posséder et exploiter des théâtres, salles de cinéma et autres endroits de divertissement, sous le nom de « St. Leonard Theatre Co. Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

386-63 — 1158/23

St-Maurice Golf & Country Club Inc.

Dans l'avis concernant l'octroi des lettres patentes, en date du 10 janvier 1962, constituant en corporation « St-Maurice Golf & Country Club Inc. », publié dans le numéro 15 de la *Gazette officielle de Québec*, du 14 avril 1962, à la page 2019, au lieu de « première partie de la Loi des compagnies de Québec... », il faut lire: « troisième partie de la loi des compagnies de Québec... »

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

16164-61

Service des Loisirs Notre-Dame de Pontmain

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Lafortune, optométriste, 33, boul. Martin, René Trottier, principal d'école, 387, Jubinville, Mme Mariette Charland Panneton, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Panneton, 34, rue Conrad, Bernard Lefebvre, industriel, 71, rue Conrad, Guy Guénette, comptable agréé, 14, rue Donck, et M. l'abbé Jacques Brissette, prêtre, vicaire, 123, boul. des Prairies, tous six de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Notre-Dame-de-Pontmain, sous le nom de « Service des Loisirs Notre-Dame de Pontmain ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

336-63 — 1158/93

bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate and Queen's Counsel, 2174 Sherbrooke Street West, Peter Robert David MacKell, advocate, 1112 Elgin Terrace, Madeline Frances Brennan, secretary, spinster of the full age of majority, 5856 N.D.G., Avenue, all three of Montreal, and Charles Alexander Phelan, advocate, 1780 Dumfries Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public and, without limiting the generality of the foregoing, to build, own and operate theatres, motion picture theatres and other forms of amusement houses, under the name of "St. Leonard Theatre Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

386-63 — 1158/23

St-Maurice Golf & Country Club Inc.

In the notice concerning the granting of letters patent dated January 10, 1962, incorporating "St-Maurice Golf & Country Club Inc.", published in number 15 of the *Quebec Official Gazette* on April 14, 1962, on page 2019, in place of "Part I of the Quebec Companies Act...", kindly read: "Part III of the Quebec Companies Act..."

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 21, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

16164-61

Service des Loisirs Notre-Dame de Pontmain

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Bernard Lafortune, optometrist, 33 Martin Blvd., René Trottier, school principal, 387 Jubinville, Mrs. Mariette Charland Panneton, housewife, wife contractually separate as to property of Gérard Panneton, 34 Conrad St., Bernard Lefebvre, industrialist, 71 Conrad St., Guy Guénette, chartered accountant, 14 Donck St., and Father Jacques Brissette, priest, pastor, 123 des Prairies Blvd., all six of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of Notre-Dame-de-Pontmain, under the name of "Service des Loisirs Notre-Dame de Pontmain".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

336-63 — 1158/93

Sharp Precision Tool & Die Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: A. Arnold Lechter, 5764, avenue Blossom, Côte-St-Luc, Abraham Segal, 5147, avenue Montclair, tous deux avocats, et Estelle Erdle, secrétaire, célibataire, 8554, avenue Outremont, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de machinerie, outils et appareils et particulièrement des instruments de précision aigus et des matrices et en faire la réparation, sous le nom de « Sharp Precision Tool & Die Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 354, rue Inspector, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

446-63 — 1158/94

Sharp Precision Tool & Die Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: A. Arnold Lechter, 5764 Blossom Ave., Côte-St-Luc, Abraham Segal, 5147 Montclair Ave., both attorneys, and Estelle Erdle, secretary, spinster, 8554 Outremont Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in and repair all kinds of machinery, tools and equipment and particularly sharp precision tools and dies, under the name of "Sharp Precision Tool & Die Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 354 Inspector Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

446-63 — 1158/94

La Société Artistique du Richelieu

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Boyer, gérant de banque, St-Hilaire, Robert Boyd, ingénieur, rue Fortier, St-Hilaire, Paul Fréchette, marchand, boul. Richelieu, St-Hilaire, Edmond Chagnon, notaire, rue de Ramsay, St-Hilaire, Jean-Yves Landry, réalisateur, Seigneurie Crescent, St-Hilaire, Charles Watt, assureur, St-Hilaire, et Stephen Clerk, avocat, 50, chemin Osias-Leduc, St-Hilaire, pour les objets suivants:

Établir, ériger et maintenir un centre artistique, sous le nom de « La Société Artistique du Richelieu ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

450-63 — 1158/124

La Société Artistique du Richelieu

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Boyer, bank manager, St-Hilaire, Robert Boyd, engineer, Fortier St., St-Hilaire, Paul Fréchette, merchant, Richelieu Blvd., St-Hilaire, Edmond Chagnon, notary, de Ramsay St., St-Hilaire, Jean-Yves Landry, producer, Crescent Seigniory, St-Hilaire, Charles Watt, insurer, St-Hilaire, and Stephen Clerk, advocate, 50 Osias-Leduc Road, St-Hilaire, for the following purposes:

To establish, erect and maintain an art center, under the name of "La Société Artistique du Richelieu".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at St-Hilaire, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

450-63 — 1158/124

La Société Médico-Psychologique de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, de corriger les lettres patentes de « La Société Médico-Psychologique de Québec », en date du 11 octobre 1962, en y ajoutant une clause déclarant que le bureau de direction est composé de sept (7) membres.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

14166-62 — 1147/24

La Société Médico-Psychologique de Québec

Notice is given that under the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent of "La Société Médico-Psychologique de Québec", dated October 11, 1962, by adding a clause declaring that the board of directors is composed of seven (7) members.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

14166-62 — 1147/24

Société Spéciale de Placement Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en loi de la Reine, 167, chemin Elgchill, Westmount, Harold Dermer, avocat, 4957, avenue Borden, Montréal, Norman May, avocat, 2950, Bedford, Montréal, et Shirley Muggerridge, secrétaire, fille majeure, 59, Orchard, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Société Spéciale de Placement Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5330, rue Paré, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2436

302-63 — 1157/41

Sucan Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Antoine Paré, 358, Olivier, Westmount, Alphonse Barbeau, 847, Dunlop, Outremont, tous deux avocats, et Évariste Lavoie, comptable, 6991, Briand, Émard, pour les objets, suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Sucan Ltd. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25^e jour de Janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2436

375-63 — 1158/97

T.V. Town (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy E. Boisvert, 3510, Northcliffe, tous deux avocats, Claude Boisvert, étudiant en droit, 3350, Linton, et Marguerite Berthiaume, secrétaire, célibataire, 6125, Côte-des-Neiges, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement, sous le nom de « T.V. Town (Montreal) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2436

409-63 — 1156/139

Société Spéciale de Placement Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Elgchill Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 4957 Borden Avenue, Montreal, Norman May, advocate, 2950 Bedford Avenue, Montreal, and Shirley Muggerridge, secretary, spinster of the full age of majority, 59 Orchard, LaSalle, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Société Spéciale de Placement Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 5330 Paré Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

302-63 — 1157/41

Sucan Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine Paré, 358 Olivier, Westmount, Alphonse Barbeau, 847 Dunlop Outremont, both lawyers, and Évariste Lavoie, accountant, 6991 Briand, Émard, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sucan Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 15,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

375-63 — 1158/97

T.V. Town (Montreal) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy E. Boisvert, 3510 Northcliffe, both advocates, Claude Boisvert, law-student, 3350 Linton, and Marguerite Berthiaume, secretary, spinster, 6125 Côte-des-Neiges, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "T.V. Town (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

409-63 — 1156/139

Taverne Ahuntsic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Léandre Prévost, 5365, Brodeur, Montréal, Édouard Martel, 44, Willowdale, Outremont, et Jacques Dussault, 640, McEachran, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Taverne Ahuntsic Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et en 270 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10710, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

339-63 — 1157/134

Taverne Ahuntsic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léandre Prévost, 5365 Brodeur, Montreal, Édouard Martel, 44 Willowdale, Outremont, and Jacques Dussault, 640 McEachran, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Taverne Ahuntsic Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 30 common shares of \$100 each and 270 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10710 Saint Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

2436

339-63 — 1157/134

Taverne Château Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Maurice Provost, gérant, 88, rue Moffette, Repentigny, Jean Blain, avocat, 100, rue Melbourne, Montréal, et Renée Lapointe, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Perron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 7597, Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Taverne Château Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6967, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

15210-62 — 1157/135

Taverne Château Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Provost, manager, 88 Moffette St., Repentigny, Jean Blain, advocate, 100 Melbourne St., Montreal, and Renée Lapointe, secretary, wife contractually separate as to property of Louis Perron, and duly authorized by him for these presents, 7597 Louis-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Taverne Château Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 6967 St. Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

2436

15210-62 — 1157/135

**Claude Thellend Explorations Ltée
(libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Claude Thellend, opérateur de foreuse à diamants, Jean-Paul Bérubé, entrepreneur, tous deux de 1137, 3e rue, et Lorraine Parent, sténographe, fille majeure, 838, 3e avenue, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Claude Thellend Explorations Ltée » (libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

**Claude Thellend Explorations Ltée
(libre de responsabilité personnelle)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Thellend, diamond-drill operator, Jean-Paul Bérubé, contractor, both of 1137, 3rd St., and Lorraine Parent, stenographer, fille majeure, 838, 3rd Avenue, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on explorations or research to discover mines and ores, under the name of "Claude Thellend Explorations Ltée" (libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of \$50,000, divided into 50,000 shares of \$1 each.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

14854-62 — 1157/95

Le Toit de Chaume Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Gordon W. Burnett, industriel, Marie-Suzanne Rochon, journaliste, tous deux de Piedmont, et Guy Mathieu, avocat, 503, avenue du Palais, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Le Toit de Chaume Limitée », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, 400 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$33,000.

Le siège social de la compagnie sera à Piedmont, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

380-63 — 1157/136

To Market to Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, 615, Westluka, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Montréal, tous deux avocats, et Herman Moscovitch, comptable, 420, rue Petit, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce concernant la promotion de vente, publication, relations publiques et mise sur le marché, sous le nom de « To Market to Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

535-63 — 1158/99

Trans-Canada (Montreal) Outlet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Carmen Henri, 1000, avenue Pratt, 201, Joseph Glickman, 3005, chemin Bedford,

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

14854-62 — 1157/95

Le Toit de Chaume Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gordon W. Burnett, industrialist, Marie-Suzanne Rochon, journalist, both of Piedmont, and Guy Mathieu, advocate, 503 Palais Ave., St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Le Toit de Chaume Limitée", with a capital stock divided into 200 common shares of no par or nominal value, 400 preferred class "A" shares of \$100 each, and 400 preferred class "B" shares of \$100 each, and the amount with which the company will begin its operations will be \$33,000.

The head office of the company will be at Piedmont, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

380-63 — 1157/136

To Market to Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Greenbaum, 615 Westluka, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, 6085 de Vimy, Montreal, both advocates, and Herman Moscovitch, accountant, 420 Petit St., St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of sales promotion, advertising, public relations and marketing, under the name of "To Market to Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

535-63 — 1158-99

Trans-Canada (Montreal) Outlet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Carmen Henri, 1000 Pratt Ave., Apt. 201, Joseph Glickman, 3005 Bedford Road, both of Montreal, and

tous deux de Montréal, et Howard Glickman, 1456, rue Mercantile, Chomedey, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin de nouveautés et/ou à prix réduits, sous le nom de « Trans-Canada (Montreal) Outlet Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6830, avenue Waverley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

81-63 — 1158/24

Howard Glickman, 1456 Mercantile St., Chomedey, all three merchants for the following purposes:

To carry on the business of a departmental and/or discount store, under the name of "Trans-Canada (Montreal) Outlet Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6830 Waverley Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

81-63 — 1158/24

**Transport de la Rive Sud Ltée
South Shore Transport Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Élide Allard, gérant, 2146, rue Darling, Montréal, Horacia Cassidy, ménagère, épouse séparée de biens de Robert Cassidy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 311, boul. St-Joseph, est, Montréal, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, célibataire, 5609, rue Viau, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Transport de la Rive Sud Ltée — South Shore Transport Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

364-63 — 1157/106

**Transport de la Rive Sud Ltée
South Shore Transport Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Élide Allard, manager, 2146 Darling St., Montreal, Horacia Cassidy, housewife, wife separate as to property of Robert Cassidy, and duly authorized by him for these presents, 311 St-Joseph Blvd., East, Montreal, and Jacqueline Laliberté, secretary, spinster, 5609 Viau St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Transport de la Rive Sud Ltée — South Shore Transport Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

364-63 — 1157/106

Tuile et Mosaïque de la Rive Sud, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Benoit Olivier, poseur de marbre, 6, 4e Rue, Ovila Olivier, employé de l'Anglo Pulp, 1ère Rue, tous deux de St-Rédempteur, et Jeannette Lamontagne, institutrice, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en revêtements de surfaces de toutes sortes, sous le nom de « Tuile et Mosaïque de la Rive Sud, Limitée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Nicolas, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

219-63 — 1156/49

Tuile et Mosaïque de la Rive Sud, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoit Olivier, marble-layer, 6, 4th Street, Oliva Olivier, employee of the Anglo Pulp, 1st Street, both of St-Rédempteur, and Jeannette Lamontagne, teacher, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as contractors in the recovering of all kinds of surfaces, under the name of "Tuile et Mosaïque de la Rive Sud, Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at St-Nicolas, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

219-63 — 1156/49

Twentieth Century Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Twentieth Century Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: George Irwin Harris, 5728, avenue West-luke, Côte-St-Luc, Judah Lyon Wolofsky, 4165, avenue Esplanade, tous deux avocats, et Anita Waghelstein, secrétaire, fille majeure, 4175, avenue St. Kevin, app. 12, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, d'immeubles et de construction, sous le nom de « Twentieth Century Holdings Corporation », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 903, 407, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

182-63 — 1157/137

Universal Knitting Mills Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: William Cooper, manufacturier, Lennice Greenspon Cooper, ménagère, épouse séparée de biens dudit William Cooper, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 5725, chemin de la Côte-St-Luc, Hampstead, et Roger Monette, teneur de livres, 500 Première Avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises tricotées, sous le nom de « Universal Knitting Mills Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22^e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

344-63 — 1157/107

Val Plaza Delicatessen & Pastry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Eugen Hirschhorn, ménagère, épouse séparée de biens d'Henry Hirschhorn, 2012, Ekers, Montréal, Seymour Machlovitch, avocat, 3445, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Jack Shayne, avocat, 5781, Melling, Côte-St-Luc, et Mavis Meldrum, secrétaire, épouse séparée de biens de Gordon Meldrum, 5626, Emerald, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires et épicerie, sous le nom de « Val Plaza Delicatessen & Pastry Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Irwin Harris, 5728 West-luke Ave., Côte-St-Luc, Judah Lyon Wolofsky, 4165 Esplanade Ave., both advocates, and Anita Waghelstein, secretary, spinster of the full age of majority, 4175 St. Kevin Ave., Apt. 12, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, real estate and construction company, under the name of "Twentieth Century Holdings Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Suite 903, 407 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

182-63 — 1157/137

Universal Knitting Mills Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Cooper, manufacturer, Lennice Greenspon Cooper, housewife, wife separate as to property of the said William Cooper, and duly authorized by him for the purpose of the presents, both of 5725 Côte St-Luc Road, Hampstead, and Roger Monette, book-keeper, 500 First Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To deal in knitted goods, under the name of "Universal Knitting Mills Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

344-63 — 1157/107

Val Plaza Delicatessen & Pastry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eugen Hirschhorn, housewife, wife separate as to property of Henry Hirschhorn, 2012 Ekers, Montreal, Seymour Machlovitch, advocate, 3445 Côte-des-Neiges Rd., Montreal, Jack Shayne, advocate, 5781 Melling, Côte-St-Luc, and Mavis Meldrum, secretary, wife separate as to property of Gordon Meldrum, 5626 Emerald, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in food products and groceries, under the name of "Val Plaza Delicatessen & Pastry Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 210-63 — 1157/108

Variétés Industrielles Inc.
Industrial Varieties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1962, constituant en corporation: André Perreault, 4353, Girouard, Montréal, Rémi Geoffrion, 227, Langlois, Varennes, et Guy Roy, 545, Lallement, St-Jean, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Commerce de chaussures de toutes sortes, leurs accessoires ainsi que les articles en cuir ou métal qui les composent, sous le nom de « Variétés Industrielles Inc. — Industrial Varieties Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 80 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1649, rue Belvédère, sud, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o 110-63 — 1154/80

Ville Mont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Melvin Salmon, 5570, avenue Pinedale, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, c.r., 1360 ouest, avenue Bernard, No 170, Outremont, tous deux avocats, et Christos Morfopoulos, bijoutier, 2505 ouest, avenue Van Horne, No 16, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, argentiers, marchands de diamants, sertisseurs, horlogers et orfèvres, sous le nom de « Ville Mont Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 777 ouest, blvd Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436 440-63 — 1158/102

Wol-Sy Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Julius Briskin, conseil en loi de la Reine, tous deux avocats, et Roslyn Zelman, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 210-63 — 1157/108

Variétés Industrielles Inc.
Industrial Varieties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: André Perreault, 4353 Girouard, Montreal, Rémi Geoffrion, 227 Langlois, Varennes, and Guy Roy, 545 Lallement, St-John's, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in shoes of all kinds, their accessories as well as articles made of leather or metal or which they are made, under the name of "Variétés Industrielles Inc.—Industrial Varieties Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 80 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1649 Belvedere South, Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436 110-63 — 1154/80

Ville Mont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Melvin Salmon, 5570 Pinedale Ave., Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, c.c., 1360 Bernard Ave., West, No 170, Outremont, both advocates, and Christos Morfopoulos, jeweller, 2505 Van Horne Ave. West, No. 16, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "Ville Mont Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 777 Dorchester Blvd. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o 440-63 — 1158/102

Wol-Sy Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Arthur Yanofsky, Julius Briskin, Queen's Counsel, both advocates, and Roslyn Zelman, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Wol-Sy Investment Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

272-63 — 1157/47

To carry on the business of an investment company, under the name of "Wol-Sy Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 250 common shares of a par value of \$10 each and 750 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

272-63 — 1157/47

Lettres patentes supplémentaires

Boulangerie Guérin et Frère, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1962, à la compagnie « Boulangerie Guérin et Frère, Ltée », 1° subdivisant et convertissant 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune en 6,750 actions classe « A » de \$10 chacune et en 750 actions classe « B » de \$10 chacune; 2° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

18307-52 — 1157/2

Centre Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 janvier 1963, à la compagnie « Centre Manufacturing Co. Ltd. », augmentant son capital-actions, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

12058-54 — 1158/3

Ceva Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 janvier 1963, à la compagnie « Ceva Industries Ltd. », réduisant son capital-actions de \$40,000 à \$30,500 par la conversion de 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

12516-53 — 1157/3

Château Fort des Laurentides Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Supplementary Letters Patent

Boulangerie Guérin et Frère, Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Boulangerie Guérin et Frère, Ltée", 1. subdividing and converting 7,500 common shares of \$10 each into 6,750 class "A" of \$10 each and into 750 class "B" shares of \$10 each; 2. amending certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

18307-52 — 1157/2

Centre Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Centre Manufacturing Co. Ltd.", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 100 common shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

12058-54 — 1158/3

Ceva Industries Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ceva Industries Ltd.", reducing its capital from \$40,000 to \$30,500 by the conversion of 100 preferred shares of the par value of \$100 each into 100 preferred shares of a par value of \$5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

12516-53 — 1157/3

Château Fort des Laurentides Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of Ja-

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 janvier 1963, à la compagnie « Château Fort des Laurentides Ltée », 1° réduisant son capital de \$75,000 à \$55,000, le capital-actions annulé étant divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° convertissant les 300 actions privilégiées de \$100 chacune en 50 actions classe « A » de \$100 chacune et en 250 actions classe « B » de \$100 chacune; 3° augmentant son capital de \$55,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions classe « B » de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

15663-60 — 1158/68

Delafo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 janvier 1963, à la compagnie « Delafo Inc. », 1° subdivisant les 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune; 2° changeant les 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 8,100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

10028-57 — 1158/7

Domaine Estria Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 février 1963, à la compagnie « Domaine Estria Corporation », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436

10173-56 — 1158/8

Les Entreprises Auteuil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 février 1963, à la compagnie « Les Entreprises Auteuil Inc. », augmentant son capital de \$10,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

15828-59 — 1158/39

Home Owners Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Château Fort des Laurentides Ltée", 1. reducing its capital stock from \$75,000 to \$55,000, the cancelled capital stock being divided into 200 preferred shares of \$100 each; 2. converting the 300 preferred shares of \$100 each into 50 class "A" shares of \$100 each and into 250 class "B" shares of \$100 each; 3. increasing its capital stock from \$55,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 250 common shares of \$100 each and into 200 class "B" shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

15663-60 — 1158/68

Delafo Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Delafo Inc.", 1. subdividing the 100 common shares of \$100 each into 2,000 common shares of \$5 each; 2. changing the 2,000 common shares of \$5 each into 2,000 common shares of no par value 3. increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 4,000 common shares of no par value and into 8,100 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

10028-57 — 1158/7

Domaine Estria Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Domaine Estria Corporation", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436-o

10173-56 — 1158/8

Les Entreprises Auteuil Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Entreprises Auteuil Inc.", increasing its capital stock from \$10,000, to \$100,000, the additional capital stock being divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 7,500 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

15828-59 — 1158/39

Home Owners Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 février 1963, à la compagnie « Home Owners Corporation », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

1522-35 — 1159/31

Jacques Lamothe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 janvier 1963, à la compagnie « Laurent Lamothe Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 mars 1960, 1° changeant son nom en celui de « Jacques Lamothe Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

10951-60 — 1156/124

La Maison Diana Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 février 1963, à la compagnie « La Maison Diana Inc. », subdivisant et convertissant 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 199,980 actions catégorie « A » de 10¢ chacune et 20 actions catégorie « B » de 10¢ chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

779-32 — 1158/54

Place Ville Marie Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 février 1963, à la compagnie « Place Ville Marie Corporation », augmentant son capital de \$12,300,000 à \$12,301,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions privilégiées, première catégorie de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

12884-57 — 1159/49

Ravary Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 janvier 1963, à la compagnie « Ravary Transport Inc. », 1° changeant et refondant 1,200 actions ordinaires de \$10

ters patent, bearing date the 8th day of February' 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Home Owners Corporation", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 20,000 preferred shares of \$5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

1522-35 — 1159/31

Jacques Lamothe Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laurent Lamothe Inc.", incorporated by letters patent dated March 18, 1960, 1. changing its name into that of "Jacques Lamothe Inc."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

10951-60 — 1156/124

La Maison Diana Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of February, 1963 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Maison Diana Inc.", subdividing and converting 200 common shares of \$100 each into 199,980 class "A" shares of 10¢ each and 20 class "B" shares of 10¢ each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

779-32 — 1158/54

Place Ville Marie Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Place Ville Marie Corporation", increasing its capital from \$12,300,000 to \$12,301,000, the additional capital stock being divided into 100 first preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

12884-57 — 1159/49

Ravary Transport Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ravary Transport Inc.", 1. changing and converting 1,200 common shares of \$10 each into

chacune en 120 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune; 2° changeant et refondant ses 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune en 200 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune; 3° augmentant son capital de \$40,000 à \$750,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

11560-59 — 1156/135

Redfern Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 février 1963, à la compagnie « Major Hardware Supplies Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour de mars 1961, 1° changeant son nom en celui de « Redfern Realities Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° réduisant son capital-actions de \$40,000 à \$22,000 en réduisant de \$10 à \$1 la valeur au pair de ses 2,000 actions privilégiées.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

10975-61 — 1158/60

Remer Bros. Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 janvier 1963, à la compagnie « Remer Spring Mfg. Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1944, 1° changeant son nom en celui de « Remer Bros. Investment Corporation »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

6017-44 — 1158/20

La Salaison Brisson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er février 1963, à la compagnie « La Salaison Brisson Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

12821-58 — 1158/92

P.N. Soden & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

120 preferred shares class "A" of \$100 each; 2. changing and converting its 2,000 preferred shares of \$10 each into 200 preferred class "A" shares of \$100 each; 3. increasing its capital stock from \$40,000 to \$750,000, the additional capital stock being divided into 7,000 preferred class "A" shares of \$100 each and into 1,000 preferred class "B" shares into \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

11560-59 — 1156/135

Redfern Realities Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Major Hardware Supplies Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of March, 1961, 1. changing its name to that of "Redfern Realities Inc."; 2. extending its powers; 3. reducing its capital from \$40,000 to \$22,000 by reducing from \$10 to \$1 the par value of its 2,000 preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

10975-61 — 1158/60

Remer Bros. Investment Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Remer Spring Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1944, 1. changing its name to that of "Remer Bros. Investment Corporation"; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

6017-44 — 1158/20

La Salaison Brisson Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Salaison Brisson Inc." increasing its capital stock from \$40,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

12821-58 — 1158/92

P.N. Soden & Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of Decem-

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 décembre 1962, à la compagnie « P.N. Soden & Company Limited », subdivisant et convertissant ses 682 actions ordinaires de \$100 chacune en 682 actions catégorie « A » de \$1 chacune et 67,518 actions catégorie « B », de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436

1356-26 — 1154/41

F.F. Soucy, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 février 1963, à la compagnie « F.F. Soucy Incorporée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 novembre 1949, 1° changeant son nom en celui de « F.F. Soucy Inc. »; 2° changeant les 5,000 actions de \$100 chacune en 30,000 actions sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

8480-49 — 1158/21

D. Turcotte & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1962, à la compagnie « Turcotte & Fils Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mai 1962, changeant son nom en celui de « D. Turcotte & Fils Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2436-o

12328-62 — 1158/130

**Actions en séparation
de biens**

Beaulieu vs Paquet

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, No 28,824. Dame Odile Beaulieu, épouse commune en biens d'Elphège Paquet, industriel de Ste-Florence, district de Rimouski, demanderesse vs ledit Elphège Paquet, industriel de Ste-Florence, district de Rimouski, défendeur.

Avis est par les présentes donné, que la demanderesse a institué des procédures en séparation de biens.

Les Procureurs de la demanderesse,

2457-o

TESSIER & D'ANJOU.

Couture vs Royer

Canada, Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, No 25,824. Dame Clorinthe Couture, épouse d'Edmond Royer, cultivateur de Sawyerville, district de St-Fran-

çois, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "P.N. Soden & Company Limited", subdividing and converting its 682 common shares of \$100 each into 682 class "A" shares of \$1 each and 67,518 class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436-o

1356-26 — 1154/41

F.F. Soucy, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "F.F. Soucy Incorporée", incorporated by letters patent dated November 10, 1949, 1. changing its name into that of "F.F. Soucy Inc."; 2. changing the 5,000 shares of \$100 each into 30,000 shares without per value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

8480-49 — 1158/21

D. Turcotte & Fils Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to « Turcotte & Fils Limitée », incorporated by letters patent dated May 30, 1962, changing its name into that of "D. Turcotte & Fils Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2436

12328-62 — 1158/130

**Actions for separation
as to property**

Beaulieu vs Paquet

Canada, Province of Québec, district of Rimouski, Superior Court, No. 28,824. Dame Odile Beaulieu, wife common as to property of Elphège Paquet, industrial of St. Florence, district of Rimouski, plaintiff vs the said Elphège Paquet, industrial of St. Florence, district of Rimouski, defendant.

Notice is hereby given that the plaintiff has instituted proceedings in separation as to property.

TESSIER & D'ANJOU,

Attorneys for the plaintiff.

2457-o

Couture vs Royer

Canada, Province of Québec, district of St. Francis, Superior Court, No. 25,824. Dame Clorinthe Couture, wife of Edmond Royer, farmer, of Sawyerville, district of St. Francis,

çois; demanderesse, *vs* Edmond Royer, cultivateur de Sawyerville, district de St-François, défendeur.

La demanderesse a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sherbrooke, ce 19e jour de mars 1963.

Le Procureur de la demanderesse,
2458-o STANLEY STEINMAN.

plaintiff, *vs* Edmond Royer, farmer, of Sawyerville, district of St. Francis, defendant.

The plaintiff has instituted an action in separation as to property.

Sherbrooke, this 19th day of March 1963.

2458-o STANLEY STEINMAN,
Attorney for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 409

Québec, le 19 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les agences d'investigation ou de sécurité (10-11 Elizabeth II, chapitre 13).

ATTENDU qu'en vertu de l'article 11 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité (10-11 Elizabeth II, chapitre 13), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour les fins déterminées dans cet article;

ATTENDU qu'il y a lieu d'adopter comme règlement numéro 1 concernant les agences d'investigation ou de sécurité les dispositions annexées au présent arrêté en conseil.

IL EST ordonné, en conséquence, sur la proposition du Procureur général:

QUE les dispositions annexées au présent arrêté en conseil soient adoptées et deviennent le règlement numéro 1 concernant les agences d'investigation ou de sécurité;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il entre en vigueur le premier avril 1963.

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1 CONCERNANT LES AGENCES D'INVESTIGATION OU DE SÉCURITÉ

Article 1: Dans le présent règlement l'expression « agence d'investigation désigne toute personne, société ou corporation qui, moyennant rémunération, agit comme détective, fait la recherche d'infractions, recueille ou fournit des renseignements sur le caractère ou la conduite d'autrui;

Article 2: L'expression « agence de sécurité » désigne toute personne, société ou corporation qui, moyennant rémunération, fournit des services de gardiens ou surveillants;

Article 3: Les employés d'une agence d'investigation ou de sécurité nommés en vertu de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité (10-11 Elizabeth II, chapitre 13), ne possèdent pas les pouvoirs d'un agent de la paix;

Article 4: Les agents, les employés, les gardiens ou surveillants, ainsi que le représentant d'une agence d'investigation ou de sécurité doivent être âgés de vingt-et-un ans et de nationalité canadienne;

Article 5: Toute personne, société ou corporation qui désire obtenir un permis pour opérer une agence d'investigation ou de sécurité doit fournir entre les mains du Procureur général:

a) une demande faite par écrit suivant la formule 1 du présent règlement;

b) s'il s'agit d'une corporation, une copie de sa charte, accompagnée d'un certificat émis par le

Order in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 409

Quebec, March 19, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Detective or Security Agencies (10-11 Elizabeth II, chapter 13).

WHEREAS that under section 11 of the Detective or Security Agencies Act (10-11 Elizabeth II, chapter 13), the Lieutenant-Governor in Council may institute regulations for purposes determined in this article;

WHEREAS it is expedient to adopt as regulation number 1 concerning Detective or Security Agencies the provisions annexed to the present Order in Council.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Attorney General:

THAT the provisions annexed to the present Order in Council be adopted and become regulation number 1 concerning Detective or Security Agencies;

THAT this regulation be published in the *Quebec Official Gazette* and that it enters into force as of April first, 1963.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 1 CONCERNING DETECTIVE OR SECURITY AGENCIES

Article 1: In the present regulation, the expression "Detective Agency" means any person, association or corporation who, for remuneration, acts as a detective, investigates offences, gathers or supplies information on the character or behavior of others;

Article 2: The expression "Security Agency" means any person, association or corporation who, for remuneration, provided guardian or supervisory services;

Article 3: The employees of a detective or security agency appointed pursuant to the Detective or Security Agencies Act (10-11 Elizabeth II, chapter 13), do not have the powers of a police officer;

Article 4: The agents, employees, guardians or supervisors, as well as the representative of a detective or security agency must be twenty-one years of age and a Canadian citizen;

Article 5: Any person, association or corporation wishing to obtain a permit to operate a detective or security agency must supply to the Attorney General:

a) a written application in accordance with form 1 of the present regulation;

b) in the case of a corporation, a copy of its charter, with a certificate issued by the Protho-

Protonotaire de la Cour supérieure du district où elle fait affaires attestant qu'elle s'est conformée aux dispositions de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q. 1941, chapitre 277);

c) s'il s'agit d'une ou plusieurs personnes faisant affaires sous une raison sociale, une copie de la déclaration produite entre les mains du Protonotaire de la Cour supérieure du district où elles font affaires, conformément aux dispositions de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés.

Article 6: Toute personne, société ou corporation demandant l'octroi d'un permis pour opérer une agence d'investigation ou de sécurité doit fournir entre les mains du Procureur général:

a) un cautionnement de \$5,000.00 dans le cas d'une agence d'investigation;

b) un cautionnement de \$10,000.00 dans le cas d'une agence de sécurité;

c) un cautionnement de \$15,000.00 dans le cas d'une agence d'investigation et de sécurité.

Article 7: Les cautionnements mentionnés dans l'article précédent doivent être transmis au Procureur général et subséquemment transférés par ce dernier en fidéicommis au ministre des finances;

Article 8: Les cautionnements mentionnés ci-dessus sont fournis par les corporations, sociétés ou personnes pour garantir, tant pour elles-mêmes que pour leurs agents ou employés, le parfait, honnête et légal accomplissement des devoirs qui leur incombent en vertu de la loi ou des règlements adoptés sous son empire;

Article 9: Les cautionnements dont il est fait mention dans le présent règlement peuvent être faits par dépôt ou consentis par une compagnie de cautionnement ou de garantie, dûment autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de garantie (S.R.Q. 1941, chapitre 285);

Article 10: Les permis pour opérer une agence d'investigation ou de sécurité sont émis pour une période d'un an expirant le 31 mars de chaque année et renouvelables d'année en année. Ces permis sont émis sur paiement d'un droit annuel:

a) de \$400.00 dans le cas d'une agence d'investigation;

b) de \$800.00 dans le cas d'une agence de sécurité;

c) de \$1,200.00 dans le cas d'une agence d'investigation et de sécurité.

Si un permis est émis après le 30 septembre, les droits exigibles, pour la balance de l'année, seront de \$200.00 pour une agence d'investigation de, \$400.00 pour une agence de sécurité et de \$1,200.00 pour une agence d'investigation et de sécurité;

Article 11: Le représentant d'une agence d'investigation ou de sécurité, ainsi que les personnes qui agissent comme employés ou gardiens en vertu des dispositions de la loi précitée ne sont pas tenus de fournir les cautionnements mentionnés au présent règlement, mais doivent payer un droit annuel de \$5.00;

Article 12: Les uniformes de tout employé d'une agence d'investigation ou de sécurité doivent être approuvés par le Procureur général.

Il est tout spécialement interdit de revêtir ou de faire revêtir un uniforme semblable ou qui puisse prêter à confusion avec ceux de la Gendarmerie Royale du Canada, de la Sûreté provinciale du Québec et avec ceux des corps réguliers de polices municipales.

notary of the Superior Court for the district in which it carries on business attesting that it has duly complied with all the provisions of the Partnership Declaration Act (R.S.Q., 1941, chapter 277);

c) in the case of one or more persons carrying on business under a firm name, a copy of the declaration produced in the hands of the Prothonotary of the Superior Court for the district in which such business is carried on, in accordance with the provisions of the Partnership Declaration Act.

Article 6: Any person, association or corporation applying for a permit to operate a detective or security agency must supply to the Attorney General:

a) a security bond of \$5,000.00 in the case of a detective agency;

b) a security bond of \$10,000.00 in the case of a security agency;

c) a security bond of \$15,000.00 in the case of a detective and security agency.

Article 7: The security bonds mentioned in the preceding article must be transmitted to the Attorney General and subsequently forwarded by the latter, in trust, to the Minister of Finance;

Article 8: The security bonds mentioned above are supplied by the corporations, associations or persons to guarantee, for themselves as well as for their agents or employees, the perfect, honest and legal accomplishment of their incumbent duties in virtue of the law or regulations adopted under its jurisdiction;

Article 9: The security mentioned in the present regulation may be made either by deposit or a security furnished by a guarantee company, duly authorized by the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with the provisions of the Guarantee Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 285);

Article 10: Permits to operate a detective or security agency shall be issued for a period of one year, expiring on March 31 of each year and renewable from year to year; these permits are issued upon payment of an annual fee:

a) of \$400.00 in the case of a detective agency;

b) of \$800.00 in the case of a security agency;

c) of \$1,200.00 in the case of a detective and security agency.

If a permit is issued after September 30, the fees for the remainder of the year shall be of \$200.00 for a detective agency; \$400.00 for a security agency and \$1,200.00 for a detective and security agency;

Article 11: The representative of a detective and security agency as well as the persons acting as employees or guardians under the provisions of the above cited act do not have to furnish the security mentioned in the present regulation, but must pay an annual fee of \$5.00;

Article 12: The uniforms of any employee of a detective or security agency must be approved by the Attorney General.

It is especially prohibited to wear or to make anyone wear a uniform similar to or which may be confused with the uniforms worn by the Royal Canadian Mounted Police, the Quebec Provincial Police Force and the regular Municipal Police Corps.

Formule 1

Form 1

RENSEIGNEMENTS REQUIS D'UNE PERSONNE, SOCIÉTÉ OU CORPORATION POUR TENIR UNE AGENCE D'INVESTIGATION
(10-11 Elizabeth II, chapitre 13)

INFORMATION REQUIRED FROM ANY PERSON, ASSOCIATION OR CORPORATION WHO INTENDS OPERATING A DETECTIVE AGENCY
(10-11 Elizabeth II, chapter 13)

1° Le requérant est-il une personne, une société ou une corporation ?

1. Is the petitioner a person, an association or a corporation ?

2° Le requérant ou la société ou corporation qu'il représente s'occupe-t-il, dans la province ou en dehors, de la perception de dettes dues à autrui ?

2. Does the petitioner or the association or the corporation which he represents, engage himself in the collection of other peoples' debts, within or outside the Province ?

3° Depuis combien de temps faites-vous affaires comme investigateur dans la province ?

3. How long have you been carrying on business as an investigator in the Province ?

4° Un permis pour agir comme investigateur a-t-il été refusé ou révoqué soit à vous-même ou à votre société ou corporation dans quelque pays ou municipalité et, dans l'affirmative, à quelle date et pour quelle raison ?

4. Has a permit to act as a detective ever been refused, either to you, or to your association or corporation in any country and, if so, when and why ?

5° S'il s'agit d'une personne:

5. In the case of a person:

a) annexer à la présente une copie certifiée par le Protonotaire de la Cour supérieure du district où vous faites affaires de la déclaration produits en vertu du chapitre 277 des Statuts refondus de Québec 1941;

a) Annex to these presents a copy certified by the Prothonotary of the Superior Court in the district where you carry on business a declaration produced under chapter 277 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

b) indiquer votre occupation, votre âge, l'endroit de votre naissance et votre adresse au complet;

b) Show your occupation, your age, place of birth and your address in full.

6° S'il s'agit d'une société:

6. In the case of an association:

a) annexer une copie certifiée par le Protonotaire de la Cour supérieure du district où vous faites affaires de la déclaration exigible en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q. 1941, chapitre 277);

a) annex a copy certified by the Prothonotary of the Superior Court in the district where you carry on business of the declaration exigible under the Partnership Declaration Act (R.S.Q., 1941, chapter 277);

b) indiquer le nom de chaque associé, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

b) show the name of each associate, occupation, age, place of birth and full address.

c) mentionner l'adresse du ou des bureaux d'affaires de la société dans la province;

c) mention the address of business office or offices of the association in the Province;

d) indiquer le nom du représentant de la société, tel que requis par l'article 5 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

d) indicate the name of the representative of the association as required by section 5 of the Detective or Security Agencies Act, his occupation, age, place of birth and address in full;

7° S'il s'agit d'une corporation:

7. In the case of a corporation:

a) annexer une copie de la charte de cette corporation et un certificat du Protonotaire de la Cour supérieure du district où cette corporation fait affaires, attestant qu'elle s'est conformée aux dispositions de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés;

a) annex a copy of the charter of this corporation and a copy certified by the Prothonotary of the Superior Court in the district where this corporation carries on its business, attesting to the fact that it has conformed to the provisions of the Partnership Declaration Act;

b) indiquer l'adresse du ou des bureaux d'affaires de la corporation dans la province;

b) show the address of business office or offices of the corporation in the Province;

c) mentionner le nom du représentant de la corporation, tel que requis par l'article 5 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

c) mention the name of the representative of the corporation as required by section 5 of the Detective or Security Agencies Act, his occupation, age, place of birth and address in full;

d) indiquer si la corporation est subsidiaire ou affiliée à quelque personne, société ou compagnie agissant comme détective particulier dans quelque autre partie du Canada ou à l'étranger; dans l'affirmative, donner le nom et l'adresse au complet de cette personne, société ou compagnie;

d) show if the corporation is a subsidiary or is affiliated with any person, association or company acting as a private detective in any other part of Canada or on foreign soil; if so, give the name and address in full of this person, association or company;

Déclaration solennelle à être faite par le requérant ou le représentant de la société ou corporation requérante

Solemn Declaration to be made by the petitioner or representative of the petitioning association or corporation

Je, soussigné,
déclare solennellement que je suis le

I, the undersigned,
solemnly declare that I am the

Qu'au meilleur de ma connaissance les informations contenues ci-dessus sont exactes.

That, to the best of my knowledge, the information given above is exact.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie, sachant qu'elle a la même valeur et le même effet que si elle était faite sous serment, en vertu de la Loi sur la preuve du Canada.

And I make this declaration, conscientiously believing it to be true, realizing that it has the same worth and effect that it were made under oath, under the Canada Evidence Act.

Déclaré solennellement
devant moi,

Solemnly declared
before me,

à
ce jour
de 19

at
this day
of 19

Signature

Signature

Notaire, commissaire de la Cour supérieure ou juge de paix

Notary, Commissioner of the Superior Court or Justice of the Peace

Formule 2

Form 2

RENSEIGNEMENTS REQUIS D'UNE PERSONNE, SOCIÉTÉ OU CORPORATION POUR TENIR UNE AGENCE DE SÉCURITÉ

INFORMATION REQUIRED FROM ANY PERSON, ASSOCIATION OR CORPORATION WHO INTENDS OPERATING A SECURITY AGENCY

(10-11 Elizabeth II, chapitre 13)

(10-11 Elizabeth II, chapter 13)

1° Le requérant est-il une personne, une société ou une corporation ?

1. Is the petitioner a person, an association or a corporation ?

2° Le requérant ou la société ou corporation qu'il représente s'occupe-t-il, dans la province ou en dehors, de la perception de dettes dues à autrui ?

2. Does the petitioner or the association or the corporation which he represents, engage himself in the collection of other peoples' debts, within or outside the Province ?

3° S'il s'agit d'une personne:

3. In the case of a person:

a) annexer à la présente une copie certifiée par le Protonotaire de la Cour Supérieure du district où vous faites affaires de la déclaration produite en vertu du chapitre 277 des Statuts refondus de Québec 1941;

a) annex to these presents a copy certified by the Prothonotary of the Superior Court in the district where you carry on business a declaration produced under chapter 277 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

b) indiquer votre occupation, votre âge, l'endroit de votre naissance et votre adresse au complet;

b) show your occupation, age, place of birth and address in full;

4° S'il s'agit d'une société:

4. In the case of an association:

a) annexer une copie certifiée par le Protonotaire de la Cour supérieure du district où vous faites affaires de la déclaration exigible en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q. 1941, chapitre 277);

a) annex a copy certified by the Prothonotary of the Superior Court in the district where you carry on business of the declaration exigible under the Partnership Declaration Act (R.S.Q., 1941, chapter 277);

b) indiquer le nom de chaque associé, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

b) show the name of each associate, occupation, age, place of birth and full address;

c) mentionner l'adresse du ou des bureaux d'affaires de la société dans la province;

c) mention the address of business office or offices of the association in the Province;

d) indiquer le nom du représentant de la société, tel que requis par l'article 5 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, son occupation, son âge, l'endroit de naissance et son adresse au complet;

d) indicate the name of the representative of the association, as required by article 5 of the Detective or Security Agencies Act, his occupation, age, place of birth and address in full;

5° S'il s'agit d'une corporation:

a) annexer une copie de la charte de cette corporation et un certificat du Prothonotaire de la Cour supérieure du district où cette corporation fait affaires, attestant qu'elle s'est conformée aux dispositions de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (S.R.Q. 1941, chapitre 277);

5. In the case of a corporation:

a) annex a copy of the charter of this corporation and a copy certified by the Prothonotary of the Superior Court in the district where this corporation carries on its business, attesting to the fact that it has conformed to the provisions of the Partnership Declaration Act R.S.Q., 1941, chapter 277);

b) indiquer l'adresse du ou des bureaux d'affaires de la corporation dans la province;

b) show the address of business office or offices of the corporation in the Province;

c) mentionner le nom du représentant de la corporation, tel que requis par l'article 5 de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité, son occupation, son âge, l'endroit de sa naissance et son adresse au complet;

c) mention the name of the representative of the corporation, as required by section 5 of the Detective or Security Agencies Act, his occupation, age, place of birth and address in full;

d) indiquer si la corporation est subsidiaire ou affiliée à quelque personne, société ou compagnie agissant comme détective particulier dans quelque autre partie du Canada ou à l'étranger; dans l'affirmative, donner le nom et l'adresse au complet de cette personne, société ou compagnie;

d) show if the corporation is a subsidiary or is affiliated with any person, association or company acting as a private detective in any other part of Canada or on foreign soil; if so, give the name and address in full of this person, association or company;

Déclaration solennelle à être faite par le requérant ou le représentant de la société ou corporation requérante

Solemn Declaration to be made by the petitioner or representative of the petitioning association or corporation

Je, soussigné, déclare solennellement que je suis le

I, the undersigned, solemnly declare that I am the

Qu'au meilleur de ma connaissance les informations contenues ci-dessus sont exactes.

That, to the best of my knowledge, the information given above is exact.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie, sachant qu'elle a la même valeur et le même effet que si elle était faite sous serment, en vertu de la Loi sur la preuve du Canada.

And I make this declaration, conscientiously believing it to be true, realizing that it has the same worth and effect that if it were made under oath, under the Canada Evidence Act.

Déclaré solennellement devant moi,

Solemnly declared before me,

à ce jour de 19

at this day of 19

Signature

Signature

Notaire, commissaire de la Cour supérieure ou juge de paix
2465-o

Notary, Commissioner of the Superior Court or Justice of the Peace
2465

Avis divers

Miscellaneous notices

Ville de Duvernay Comté de Laval

Town of Duvernay Laval County

À qui de droit:

Prenez avis que l'article suivant du bill privé 128, soit la Loi modifiant la charte de la ville de Duvernay, adopté à la 3ème Session 26ème Législature, 11 Elizabeth II, 1962, a été sanctionné le 27 juin 1962.

Article 4: L'article 429 de la Loi des Cités et Villes est modifié pour la cité en ajoutant, après le paragraphe 1°, le suivant:

To whom it may concern:

Please take notice that the following article of the private bill 128 that is an act to amend the charter of the town of Duvernay, passed at the 3rd Session of the 26th Legislature, 11 Elizabeth II, 1962, has been assented to the June 27, 1962.

Article 4: Article 429 of the Cities and Towns Act is amended for the city by adding, after paragraph 1, the following:

1^a. Pour décréter que les rues et chemins publics ouverts à la circulation le premier mai 1962 dans les limites de la cité et indiqués comme tels aux plan et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement de Laval, et au rôle d'évaluation de la cité avant le premier janvier 1962 et non taxés depuis au moins trois ans avant la sanction de la présente loi, sont censés être des rues et chemins publics et la propriété de la cité sur toute leur superficie, et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit s'il n'a pas été exercé par une action intentée devant une Cour de Justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi dont le présent article sera publié une fois par mois pendant une période de dix mois en français dans un journal français quotidien et en anglais dans un journal anglais quotidien du district de Montréal, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois.

Veillez donc vous gouverner en conséquence.

Le Greffier de la cité de Duvernay,

734-39-2-o

ROSAIRE G. BRISSON.

Mountainview Baptist Church

Avis est donné que « Mountainview Baptist Church », une congrégation baptiste ayant son temple à 240, Montigny, St-Hilaire, P.Q., s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir sa constitution en corporation sous le nom de « Mountainview Baptist Church », conformément aux dispositions du chapitre 311, S.R.Q., 1941.

Les Procureurs de la requérante,

2426-12-5

HUTCHESON, JOHNSTON & TODD.

Paroisse des Trois-Rivières

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale de la « Paroisse des Trois-Rivières », adressera une requête à l'honorable lieutenant-gouverneur en conseil, demandant l'érection de son territoire en municipalité de ville. Le nom de la municipalité projeté de ville sera le suivant : « Ville de Trois-Rivières Ouest ». Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, division d'enregistrement de Trois-Rivières, province de Québec, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes :

Plus explicitement, référant au cadastre officiel de la « Paroisse des Trois-Rivières », division d'enregistrement de Trois-Rivières, cadastre officiel dont tout le territoire faisant l'objet des présentes n'est qu'un démembrement, le susdit territoire de ladite municipalité comprend : le lot No un (1) du susdit cadastre officiel de la « Paroisse des Trois-Rivières » ; le lot deux (2) dudit cadastre, sauf et à distraire la partie annexée au territoire de la cité de Trois-Rivières ; les lots Nos trois (3) à cent soixante-six (166) du susdit cadastre officiel ; le lot No trois cent soixante-quatorze (374) du susdit cadastre officiel.

Tous les chemins, cours d'eau, lacs, rivières, partie d'iceux compris dans le territoire borné au sud-ouest par le territoire de la municipalité de la paroisse de la Visitation de la Pointe-du-Lac, comté de St-Maurice, au nord-ouest et au nord-est par le territoire de la cité de Trois-Rivières, au sud-est par le fleuve St-Laurent.

1.a. To declare that the streets and public roads open for traffic on the first of May, 1962, within the limits of the city and shown as such on the official plan and book of reference of the registry office of Laval and on the valuation roll of the city prior to the first of January, 1962, and which have not been taxed for at least three years before the sanction of this act, are deemed to the public streets and roads and the property of the city for their whole extent, and any claim and right of action for ownership of the ground or site is absolutely extinguished and prescribed if it has not been exercised by action instituted before a competent Court of Justice within one year from the sanction of this act, this section of which shall be published once monthly during a period of ten months, in French in a French daily newspaper and in English in an English daily newspaper of the district of Montreal, as well as twice in the *Quebec Official Gazette* at intervals of six months.

Do govern yourself accordingly.

ROSAIRE G. BRISSON,

734-39-2-o

Clerk of the city of Duvernay.

Mountainview Baptist Church

Notice is hereby given that "Mountainview Baptist Church", a Baptist Congregation having its place of worship at 240, Montigny, St. Hilaire, P.Q., shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "Mountainview Baptist Church", in conformity with the provisions of chapter 311, R.S.Q., 1941.

HUTCHESON, JOHNSTON & TODD,

2426-12-5-o

Attorneys for the Petitioners.

Parish of Trois-Rivières

Notice is hereby given that the municipal corporation of the "Parish of Trois-Rivières", will submit a request to the Honourable the Lieutenant-Governor in Council, requesting the erection of its territory into a town municipality. The name of the planned town will be as follows: "Town of Trois-Rivières Ouest". The present territory of the municipality of the "Parish of Trois-Rivières", county of St-Maurice, registry division of Trois-Rivières, Province of Quebec, comprising with reference to the official cadaster of said parish, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad right of way, rivers, waterways or parts of the same enclosed within the following boundaries:

More explicitly, referring to the official cadaster of the "Parish of Trois-Rivières", registry division of Trois-Rivières, official cadaster in which all the territory being the object hereby given is only a dismemberment, the said territory included: the lot No. one (1) of the said official cadaster of the "Parish of Trois-Rivières"; the lot No. two (2) of the said cadaster except the part annexed to the territory of the city of Trois-Rivières; the lots Nos three (3) to one hundred-sixty-six (166) of the said official cadaster; the lot No. three-hundreds-seventy-four (374) of the said official cadaster.

All the roads, waterways, lakes, rivers, or parts of the same enclosed in the territory borned at the southwest by the territory of the municipality of the parish of the Visitation of the Pointe-du-Lac, county of St-Maurice, at the northwest and northeast by the territory of the city of Trois-Rivières, at the southeast by the St-Lawrence River.

À cette fin un certificat du secrétaire-trésorier démontre que la population se chiffre à 5,100 Ames en date du 15 mars 1963.

La municipalité de la ville de Trois-Rivières Ouest sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des Cités et Villes.

Signé à: « Paroisse des Trois-Rivières », district des Trois-Rivières, Province de Québec, ce 19^{ème} jour de mars 1963.

Le Maire,
JULES MONTOUR.
Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND DESAULNIERS.

2450-13-2-o

For this purpose a certificate from the treasurer-secretary showed a total of population being 5,100 souls, and that in date of March 15 1963.

The municipality of the town of Trois-Rivières Ouest, will be erected into a town under the authority of the Cities and Towns Act.

Signed at: "Parish of Trois-Rivières", district of Trois-Rivières, Province of Quebec, this 19th day of March 1963.

JULES MONTOUR,
Mayor.
ROLAND DESAULNIERS,
Secretary-Treasurer.

2450-13-2-o

La commission des écoles catholiques de Montréal

Avis de rachat partiel

Émission de \$10,000,000 d'obligations amortissables, tranche de \$5,000,000 à 4¾% datées du 1^{er} mai 1962 et échéant le 1^{er} mai 1967.

Avis est, par les présentes, donné que « La Commission des écoles catholiques de Montréal », en vertu de la clause de rachat anticipé insérée dans la résolution d'emprunt en date du 12 avril 1962 et suivant les termes des obligations, rachètera par anticipation, au pair, le 1^{er} mai 1963 pour les fins du fonds d'amortissement et pour une valeur nominale totale de \$37,000 les obligations ou parties des obligations portant les numéros suivants:

S10-0044	S10-0055	S10-0065	S10-0076	S10-0136	S10-0153	S10-0177	S10-0187	S10-0196
S10-0243	S10-0254	S10-0259	S10-0265	S10-0266	S10-0267	S10-0269	S10-0271	S10-0286
S10-0287	S10-0307	S10-0360	S10-0380	S10-0410	S10-0548	S10-0580	S10-0611	S10-0625
S10-0627	S10-0650	S10-0716	S10-0861	S10-0865	S10-0911	S10-0950	S10-0973	S10-0975
S10-0977								

Lesdites obligations ainsi choisies par tirage au sort, pour rachat le 1^{er} mai 1963, deviendront dues et payables le 1^{er} mai 1963 et seront payées en monnaie légale du Canada à toute succursale de la Banque Canadienne Nationale et de La Banque Provinciale du Canada, dans les cités de Montréal, Québec, Toronto, au choix du porteur, sur présentation et remise desdites obligations accompagnées des coupons d'intérêt y attachés échéant après le 1^{er} mai 1963. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les instruments requis pour le transfert.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt le 1^{er} mai 1963.

Montréal, le 20 mars 1963.

Le Président général,
MARC JARRY.
Le Secrétaire,
PAUL-ÉMILE ALIN.

2494-o

The Montreal catholic school commission

Notice of partial redemption

Issue of \$10,000,000 Sinking Fund Debentures, series of \$5,000,000 at 4¾% dated May 1, 1962 and maturing May 1, 1967.

Notice is hereby given that "The Montreal Catholic School Commission", will redeem, prior to maturity, at par, on May 1, 1963, under the redemption clause inserted in the loan resolution dated April 12, 1962 and according to the terms of the debentures, for Sinking Fund purposes, \$37,000 principal amount of debentures or part of debentures bearing the following numbers:

The said debentures herein called for redemption, as drawn by lot, will become due and payable on May 1, 1963, and will be paid in lawful money of Canada at any branch in the cities of Montreal, Quebec, Toronto of the National Canadian Bank and The Provincial Bank of Canada, at the holder's option, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after May 1, 1963 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

The said debentures will cease to bear interest from May 1, 1963.

Montreal, March 20, 1963.

MARC JARRY,
General-Chairman.
PAUL-ÉMILE ALIN,
Secretary.

2494-o

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 28 février 1963.

Aujourd'hui, à cinq heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 28th of February 1963.

This day, at fifteen minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 2 Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.
- 3 Loi modifiant la Loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement.
- 12 Loi modifiant la Loi du courtage immobilier.
- 101 Loi concernant La compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville.
- 123 Loi modifiant la charte de la cité d'Arvida.
- 129 Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle.
- 133 Loi refondant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec.
- 141 Loi concernant la ville de Hauterive.
- 196 Loi concernant le contrat de mariage entre dame Claire Lamarche et son mari Maurice Huot.
- 200 Loi modifiant la charte de la cité des Sept-Iles.
- 218 Loi constituant en corporation Le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain.
- 2 An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.
- 3 An Act to amend the Act to establish a Royal Commission of Inquiry on Education.
- 12 An Act to amend the Real Estate Brokerage Act.
- 101 An Act respecting the Napierville Junction Railway Company.
- 123 An Act to amend the charter of the city of Arvida.
- 129 An Act to amend the charter of the city of La Salle.
- 133 An Act to consolidate the charter of The Catholic School Commission of Quebec.
- 141 An Act respecting the town of Hauterive.
- 196 An Act respecting the marriage contract between Dame Claire Lamarche and her husband Maurice Huot.
- 200 An Act to amend the charter of the city of Sept-Iles.
- 218 An Act to incorporate The Protestant School Board of Greater Quebec.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

- 19 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agréé leur *benevolence* et sanctionne ce bill. »

2475-o

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 13 mars 1963.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 26 Loi concernant le budget de la cité de Montréal.
- 38 Loi concernant l'emblème floral de la Province.
- 139 Loi concernant La société des conseillers en relations industrielles.
- 203 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

2475-o

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 13th of March, 1963.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 26 An Act respecting the budget of the city of Montreal.
- 38 An Act respecting the floral emblem of the Province.
- 139 An Act respecting the Society of Industrial Relations Counselors.
- 203 An Act to amend the charter of the city of St. Johns.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

2475-o

**Compagnies autorisées
à faire des affaires**

**Companies Licensed
to do Business**

ABCC Finance (Ontario) Limited

ABCC Finance (Ontario) Limited

Avis est ici donné qu'en vertu de la Loi des Sociétés de prêts et de placements (S.R.Q. 1941, c. 288) « ABCC Finance (Ontario) Limited », une compagnie incorporée dans la province d'Ontario, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec conformément aux dispositions de ladite loi.

Notice is hereby given that "ABCC Finance (Ontario) Limited", a company duly incorporated in the Province of Ontario, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec pursuant to the provisions of the Loan & Investment Societies Act (R.S.Q. 1941, c. 288).

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Albert Bronson Culver, avocat de 1321 rue Sherbrooke ouest, appartement B-100, Montréal, Qué.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Albert Bronson Culver, Attorney, of 1321 Sherbrooke Street, West, Apt. B-100, Montreal, Que.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à 1500 rue Sherbrooke ouest, Montréal, Qué.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1500 Sherbrooke Street, West, Montreal. Que.

Daté à Montréal, 27 février, 1963.

Dated at Montreal, February 27, 1963.

L'Agent enregistré,
A. B. CULVER.

A. B. CULVER,
Registered Agent.

2310-11-4-o

2310-11-4-o

**Paramaque Mines Limited
(No Personal Liability)**

**Paramaque Mines Limited
(No Personal Liability)**

(Loi des compagnies minières de Québec)

(Quebec Mining Companies Act)

Avis est donné que la compagnie « Paramaque Mines Limited » (No Personal Liability), a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

Notice is hereby given that "Paramaque Mines Limited" (No Personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Austin Murphy, c.r., de 1155 ouest, boulevard Dorchester, en la cité de Montréal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., of 1155, Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

La principale place d'affaires de ladite compagnie dans la province, sera établie à chambre 914, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Suite 914, 1155, Dorchester Boulevard West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mars 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

9-62 — 1161/87

2436-o

9-62 — 1161/87

**Kelly-Desmond Mining
Corporation Limited**

**Kelly-Desmond Mining
Corporation Limited**

(Loi des compagnies minières de Québec)

(Quebec Mining Companies Act)

Avis est donné que la compagnie « Kelly-Desmond Mining Corporation Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

Notice is hereby given that "Kelly-Desmond Mining Corporation Limited", has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Austin Murphy, c.r., de la cité de Montréal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., of the city of Montreal.

La principale place d'affaires de ladite compagnie dans la province sera établie à chambre 914, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 914, 1155, Dorchester Boulevard West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mars 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2436

3-63 — 1161/84

2436-o

3-63 — 1161/84

Chartes — Abandon de**Silvene Industries Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Silvene Industries Ltd. », s'adressera au Secrétaire de la Province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 20 février 1963.

Le Procureur de Silvene Industries Ltd.,
2451-o GARONCE & SCHNAIBERG.

**Wally Davis Prospecting Syndicate Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que « Wally Davis Prospecting Syndicate Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité d'Amos, s'adressera au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux termes de la Loi des compagnies de Québec à compter de la date à être fixée par le Secrétaire de la province.

Daté à Montréal, P.Q., ce 19e jour de mars 1963.

Wally Davis Prospecting Syndicate Limited,
(No Personal Liability)
Par le Secrétaire-trésorier,
2476 RICHARD G. DAVIES.

La Contessa Inc.

Avis est par la présente donné que « La Contessa Inc. », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal présentera au Secrétaire Provincial de la province de Québec une demande d'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 15e jour de mars 1963.

2486-o *La Secrétaire,*
Mlle RUTH SMITH.

Albert Sansoucy Limitée

Avis est par les présentes donné, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie « Albert Sansoucy Limitée », demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 25 mars 1963.

2487-o *Le Secrétaire,*
JEAN SANSOUCY.

Sherbrooke Frozen Foods Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Sherbrooke Frozen Foods Inc. », une corporation dument constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Sherbrooke, s'adressera au Secrétaire de la Province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 26e jour de mars 1963.

2498-o *Le Secrétaire,*
MAX S. MENSHER.

Shermont Pavage & Construction Inc.

Prenez avis que la compagnie « Shermont Pavage & Construction Inc. », demandera au

Charters — Surrender of**Silvene Industries Ltd.**

Notice is hereby given that "Silvene Industries Ltd.", will make application to the Provincial Secretary, for leave to surrender its charter.

Montreal, February 20, 1963.

GARONCE & SCHNAIBERG,
2451-o Attorneys for Silvene Industries Ltd.

**Wally Davis Prospecting Syndicate Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Wally Davis Prospecting Syndicate Limited" (No Personal Liability), a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Amos, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the terms of the Quebec Companies Act as and from a date to be fixed by the Provincial Secretary.

Dated at Montreal, P.Q., this 19th day of March, 1963.

Wally Davis Prospecting Syndicate Limited,
(No Personal Liability)
Per: RICHARD G. DAVIES,
2476-o *Secretary-Treasurer.*

La Contessa Inc.

Notice is hereby given that "La Contessa Inc.", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of March, 1963.

2486-o Miss RUTH SMITH,
Secretary.

Albert Sansoucy Limitée

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act, that "Albert Sansoucy Limitée", will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter.

Montreal, March 25, 1963.

2487-o JEAN SANSOUCY,
Secretary.

Sherbrooke Frozen Foods Inc.

Notice is hereby given that "Sherbrooke Frozen Foods Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 26th day of March, 1963.

2498-o MAX S. MENSHER,
Secretary.

Shermont Pavage & Construction Inc.

Notice is hereby given that "Shermont Pavage & Construction Inc.", will make an

Secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 22 mars 1963.

Le Procureur de la compagnie,

2499-o

ROSS GOODWIN.

Tic-Tac Motel Inc

Prenez avis que la compagnie « Tic-Tac Motel Inc », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,

2503-o

Me LÉON LAMOTHE.

application to the Honourable Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Quebec, March 22, 1963.

2499-o

ROSS GOODWIN,
Solicitor of the company.

Tic-Tac Motel Inc

Take notice that "Tic-Tac Motel Inc", will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Me LÉON LAMOTHE,
Attorney for the company.

2503

**Divers
Compagnies**

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux du Parc
Ste-Thérèse-de-Dolbeau, Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 25 février 1963, approuvé les règlements généraux de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux du Parc Ste-Thérèse-de-Dolbeau, Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2438-o

5181-39

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux du Parc
Ste-Thérèse-de-Dolbeau, Inc.**

Extrait de l'article 16 des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les directeurs et approuvés par les membres le 10 octobre 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à sept:

« Le bureau de direction — 16. — Nombre. — Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de sept (7) membres. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

PHILIPPE MOREAULT.

2438-o

5181-39

Pointe Claire Lumber Ltée — Ltd.

Règlement spécial « B »

diminuant le nombre de ses administrateurs

« Le nombre des administrateurs de la compagnie est diminué de 4 à 3 et le règlement spécial « A » de la compagnie est modifié en conséquence. »

Je, soussigné, secrétaire de « Pointe Claire Lumber Ltée — Ltd. », certifie que le règlement qui précède a été adopté par le conseil d'administration de cette compagnie à son assemblée du 18 décembre 1962 et qu'il a été approuvé le même jour par tous les actionnaires de la compagnie réunis en assemblée générale spéciale à cette fin, lesquels détenaient les 200 actions ordinaires émises par la compagnie.

Le Secrétaire,

GILLES-F. CLERMONT.

2439-o

5082-46

**Miscellaneous
Companies**

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux du Parc
Ste-Thérèse-de-Dolbeau, Inc.**

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has, on February 25, 1963, approved the general by-laws of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux du Parc Ste-Thérèse-de-Dolbeau, Inc.", and this, in conformity with the provisions of Section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2438

5181-39

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux du Parc
Ste-Thérèse-de-Dolbeau, Inc.**

Extract of Section 16 of the general by-laws of the corporation above-mentioned, as adopted by the directors and approved by the members on October 10, 1962, concerning the increase in the number of directors from three to seven:

"The Board of directors — 16. — Number. — The affairs of the corporation will be administered by a board of directors composed of seven (7) members."

Certified true copy.

PHILIPPE MOREAULT,

Secretary.

2438

5181-39

Pointe Claire Lumber Ltée — Ltd.

Special by-law "B"

decreasing the number of directors

"The number of the directors of the company is decreased from 4 to 3 and special by-law "A" of the company is amended accordingly".

I, the undersigned, secretary of "Pointe Claire Lumber Ltée — Ltd.", do hereby certify that the above mentioned by-law was duly enacted by the board of directors of this company on December 18, 1962, and that the same was approved by the shareholders of the company at a special general meeting duly called for considering the said by-law and held on December 18, 1962, all of the shareholders being then present and holding the whole of the 200 shares issued by the company.

GILLES-F. CLERMONT,

Secretary.

2439-o

5082-46

Space Age Metals Corporation Limited
(No Personal Liability)

Règlement No 7

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Space Age Metals Corporation Limited » (No Personal Liability), as follows:

(1) Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de cinq directeurs.

(2) Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Certifié copie conforme d'un règlement approuvé par un vote unanime de tous les actionnaires de « Space Age Metals Corporation Limited » (No Personal Liability), tous présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires spécialement convoqués aux fins d'étudier, sanctionner et confirmer le règlement susmentionné.

Le Secrétaire,
JOSEPH P. ZAKO,
13689-62

2440

Space Age Metals Corporation Limited
(No Personal Liability)

By-law No. 7

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Space Age Metals Corporation Limited" (No Personal Liability), as follows:

(1) The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

(2) All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified true copy of a by-law approved by a unanimous vote of all the shareholders of "Space Age Metals Corporation Limited" (No Personal Liability), all present also at a special general meeting of the shareholders specifically called for the purpose of considering, sanctioning and confirming the above by-law.

JOSEPH P. ZAKO,
Secretary.
13689-62

2440-o

Société d'Entreprise du Canada

Règlement No 28C

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Société d'Entreprise du Canada » (ici nommée la « compagnie ») ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de 8 à 9, de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de 9 directeurs.

2° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement. »

Copie conforme certifiée du règlement No 28C de « Société d'Entreprise du Canada », qui fut dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie dûment tenue le 4e jour de décembre 1962, et subséquentement confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à l'assemblée annuelle des actionnaires tenue le même jour.

Le Secrétaire,
BERNARD RANGER,
1174-63

2446

Société d'Entreprise du Canada

By-law No. 28C

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Société d'Entreprise du Canada" (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from 8 to 9 so that the board of directors of the company shall thereafter be composed of 9 directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true copy of by-law No. 28C of "Société d'Entreprise du Canada", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the 4th day of December, 1962, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at the annual meeting of the shareholders held on the same day.

BERNARD RANGER,
Secretary.
1174-63

2446-o

Victor Company Ltd.

Règlement No 63

(Tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 28 février 1963)

« 1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois (3) à quatre (4), de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs, dont trois (3) formeront quorum pour la transaction des affaires à toute assemblée du conseil d'administration;

2° Que les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Victor Company Ltd.

By-law No. 63

(As adopted by the directors and approved by the shareholders on February 28, 1963)

"1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4), so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors, of which three (3) shall constitute a quorum for the transaction of business at any meeting of the board of directors;

2. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith, are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Copie conforme certifiée.

2452

Le Secrétaire,
PETER R. D. MACKELL.
14077-57

The Challenge Publishing Corporation

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 13 mars 1963, approuvé les règlements numéros I à XIII inclusivement de « The Challenge Publishing Corporation », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
313-63

2477-o

Dominion Tool & Metal Products Limited

Règlement No 23

« Que le nombre des directeurs de « Dominion Tool & Metal Products Limited », soit augmenté de trois à quatre, et que ce règlement prenne effet à la publication dans la *Gazette officielle de Québec.* »

Le soussigné Secrétaire de « Dominion Tool & Metal Products Limited », certifie par les présentes que le règlement No 23 qui précède a dûment été passé à une assemblée du conseil d'administration le 3e jour d'avril 1961, et subséquemment sanctionné à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 3e jour d'avril 1961.

Le Secrétaire,
PAUL GASTON.
4641-51

2478

Kinnear's Mills Home

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 19 mars 1963, approuvé les règlements numéros 1 à 13 (incl.) de « Kinnear's Mills Home », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
13497-62

2479-o

**Taverne Paré Inc.
Paré Tavern Inc.**

Règlement No 24

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Taverne Paré Inc. — Paré Tavern Inc. », est changé de 3 qu'il était auparavant à celui de 4, et le règlement No 3 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 24 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 11 janvier 1963, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 11 janvier 1963, par les actionnaires détenant entre eux la totalité (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
JOSEPH SENTINI.
14917-61

2480-o

Certified true copy.

2452-o

PETER R. D. MACKELL,
Secretary.
14077-57

The Challenge Publishing Corporation

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 13, 1963, approved the by-laws number I to XIII inclusively of "The Challenge Publishing Corporation", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 21, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
313-63

2477

Dominion Tool & Metal Products Limited

By-law No. 23

"The the number of directors of "Dominion Tool & Metal Products Limited", be increased from three to four, and that this by-law take effect upon publication in the *Quebec Official Gazette.*"

The undersigned secretary of "Dominion Tool & Metal Products Limited", hereby certifies that the foregoing by-law No. 23 was duly passed at a meeting of the board of directors on the 3rd day of April, 1961, and subsequently unanimously sanctioned at a special general meeting of shareholders held on the 3rd day of April, 1961.

PAUL GASTON,
Secretary.
4641-51

2478-o

Kinnear's Mills Home

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the March 19, 1963, approved by-laws numbers 1 to 13 (incl.) of "Kinnear's Mills Home", and such, pursuant to the provisions of section 225a, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 25, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13497-62

2479

**Taverne Paré Inc.
Paré Tavern Inc.**

By-law No. 24

concerning the amendment in the number of directors.

"The number of directors of the company "Taverne Paré Inc.— Paré Tavern Inc.", is changed from 3 that it was heretofore to that of 4, and by-law No. 3 of the company is therefore amended."

Certified copy of by-law No. 24 duly adopted at a meeting of the directors held on January 11, 1963, and approved unanimously at a special general meeting of the company held on January 11, 1963, by the shareholders holding among themselves the totality (100%) of the shares represented at this meeting.

JOSEPH SENTINI,
Secretary.
14917-61

2480

Collège Saint-Paul

Conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi relative au « Collège Saint-Paul », 9-10 Elizabeth II, chapitre 163, avis est par la présente donné que le règlement No 1 relatif à la composition du conseil des parents et le règlement No 2 relatif à la composition du conseil des membres-associés, dûment adoptés le 1er février 1963, par le conseil d'administration du Collège Saint-Paul, ont été approuvés le 18 mars 1963 par l'archevêque catholique romain de Montréal, et le 14 mars 1963 par le ministre de la jeunesse.

Le Sous-ministre associé de la Jeunesse,
2495-o GUSTAVE POISSON.

Collège Saint-Paul

In accordance with the provisions of section 13 of the Act relative to the "Collège Saint-Paul", 9-10 Elizabeth II, chapter 163, notice is hereby given that by-law No. 1 relative to the composition of the Parents' Council and by-law No. 2 relative to the composition of the Council of Associate Members, duly adopted on February 1, 1963, by the Board of Management of the Collège Saint-Paul, were approved on March 18, 1963 by the Roman Catholic Archbishop of Montreal, and on March 14, 1963, by the Minister of Youth.

GUSTAVE POISSON,
2495 Associate Deputy Minister of Youth.

Mark Hot Inc.

« Extrait du procès-verbal d'une assemblée des directeurs de « Mark Hot Inc. », tenue au bureau principal de la compagnie, le 26 mars 1963, à 4 heures de l'après-midi:

Règlement: « Sur motion dûment proposée et appuyée, il fut unanimement résolu d'adopter le règlement suivant:

Règlement No. 24

étant un règlement aux fins de modifier le nombre des directeurs de la compagnie.

Le nombre des directeurs de la compagnie « Mark Hot Inc. » est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) et les règlements généraux de la compagnie sont modifiés en conséquence. »

Vrai copie certifiée conforme d'un règlement adopté par les directeurs de la compagnie « Mark Hot Inc. », réunis en assemblée le 26 mars 1963 et dûment approuvé et ratifié par tous les actionnaires de la compagnie réunis le même jour en assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Montréal, ce 26 mars 1963.
(Seau)

Le Secrétaire,
C. E. LEGAULT.

2504-o 6729-49

Mark Hot Inc.

Extract of the minutes of a meeting of the directors of "Mark Hot Inc.", held at the head office of the company on March 26, 1963, at 4:00 o'clock in the afternoon.

By-law: "Upon a motion duly proposed and supported, it has been unanimously resolved to adopt the following by-law:

By-law No. 24

being a by-law for the purposes of altering the number of directors of the company.

The number of directors of "Mark Hot Inc.", has been changed from three (3) as it formerly was, to five (5) and the general by-laws of the company have been amended accordingly."

Certified true copy of a by-law adopted by the directors of "Mark Hot Inc.", united at a meeting on March 26, 1963, and duly approved and ratified by all the shareholders of the company united on the same day at a special general meeting convoked for this purpose.

Montreal, March 26, 1963.
(Seal)

C. E. LEGAULT,
Secretary.

2504 6729-49

Sièges sociaux**Ber-Jac Development Inc.***Règlement No III*

concernant le changement du bureau principal.

« Le bureau principal de la compagnie « Ber-Jac Development Inc. », est transporté de 156, rue Chénier, cité de Ste-Rose, où il était auparavant à Fabreville, au numéro 3107, de la rue Gisèle, district de Montréal. »

Copie certifiée du règlement No III, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 16 octobre 1962, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 16e jour d'octobre 1962, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
JACQUELINE LALONDE.

2441-o 15290-60

Profis Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Profis Holdings Ltd. », constituée en corporation par

Head Offices**Ber-Jac Development Inc.***By-law No. III*

concerning a change in the address of the head office.

"The head office of "Ber-Jac Development Inc.", is moved from 156, Chénier Street, city of Ste-Rose, where it was heretofore at Fabreville at number 3107, Gisèle Street, district of Montreal."

Certified copy of by-law No. III, duly adopted at a meeting of the directors held on October 16, 1962, and approved unanimously at a special general meeting of the company held on the 16th day of October, 1962, by the shareholders holding between them (100%) of the shares represented at this meeting.

JACQUELINE LALONDE,
Secretary.

2441 15290-60

Profis Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Profis Holdings Ltd.", incorporated by letters patent of the

ettes patentes de la province de Québec en date du 12 octobre 1963, et ayant son siège social à chambre 2601, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, a transporté son bureau à 1405, rue Peel, chambre 500, Montréal, province de Québec.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Montréal, Qué., 15 mars 1963.

Le Secrétaire,

2442 MARCEL PICHÉ, C.R.

Shears, Bourque & Co. Ltd.

Règlement XXII

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Shears, Bourque & Co. Ltd. », que la situation du siège social de la compagnie soit changée de 1405, rue Bishop, Montréal, Qué., à 2175, rue Thimens, St-Laurent, Québec ».

Certifié copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs de « Shears, Bourque & Co. Ltd. », le 23e jour de juillet 1962 et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Shears, Bourque & Co. Ltd. », convoquée pour étudier ledit règlement et tenue le 23e jour de juillet 1962.

Le Secrétaire,

T. A. BEAUCHAMP.

2443 15559-61

Gilbert Construction Inc.

Règlement No III

concernant le changement du bureau principal.

« Le bureau principal de la compagnie « Gilbert Construction Inc. », est transporté de 156, rue Chénier, cité de Ste-Rose, où il était auparavant à Fabreville, au numéro 3107, de la rue Gisèle, district de Montréal. ».

Copie certifiée du règlement No III, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 16 octobre 1962, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 16ème jour d'octobre 1962, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,

JACQUELINE LALONDE.

2447-o 13741-59

Drummond Heights Ltd.

Règlement No 56

(Qui est un règlement changeant la situation du siège social).

Qu'il soit et il est décrété que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est changée de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, dans la province de Québec, à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 905, Montréal, province de Québec.

Je, soussigné, secrétaire de « Drummond Heights Ltd. », certifie, par les présentes, que le précédent est le règlement No 56 décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 6 février 1963, et subséquemment ratifié à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 6 février 1963.

(Scellé)

Le Secrétaire,

JONATHAN J. ROBINSON.

2453 14098-61

Province of Quebec under date of October 12, 1962 and having its head office at Suite 2601, 1155, Dorchester Boulevard West, Montreal, has moved it to 1405, Peel Street, Suite 500, Montreal, Province of Quebec.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, Que., March 15, 1963.

MARCEL PICHÉ, C.R.

2442-o *Secretary.*

Shears, Bourque & Co. Ltd.

By-law XXII

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Shears, Bourque & Co. Ltd.", that the location of the head office of the company be changed from 1405, Bishop Street, Montreal, Que., to 2175, Thimens Street, St. Laurent, Quebec".

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "Shears, Bourque & Co. Ltd.", on the 23rd day of July 1962 and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "Shears, Bourque & Co. Ltd.", called for considering the said by-law and held on the 23rd day of July, 1962.

T. A. BEAUCHAMP,

Secretary.

2443-o 15559-61

Gilbert Construction Inc.

By-law No. III

concerning the change of the head office.

"The head office of the company "Gilbert Construction Inc.", is moved from 156, Chénier Street, city of Ste. Rose, where it was previously situated to Fabreville, at number 3107, Gisèle Street, district of Montreal."

Certified true copy of by-law No. III, duly adopted at a director's meeting held on October 16, 1962, and unanimously approved at a special general meeting of the company held on the sixteenth day of October, 1962, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

JACQUELINE LALONDE,

Secretary.

2447 13741-59

Drummond Heights Ltd.

By-law No. 56

(Being a by-law changing the location of the head office.)

"Be it and it is hereby enacted that the location of the head office of the company be and the same is hereby changed from the city of Drummondville, in the district of Arthabaska, in the Province of Quebec, to 132 St. James Street West, suite 905, Montreal, Province of Quebec."

I, the undersigned, secretary of "Drummond Heights Ltd.", hereby certify the foregoing to be by-law No. 56 enacted by the directors of the company at a meeting held on February 6, 1963 and subsequently unanimously ratified by the shareholders of the company at a special general meeting called for such purpose and held on February 6, 1963.

(Seal)

JONATHAN J. ROBINSON,

Secretary.

2453-o 14098-61

Les Restaurateurs Associés Inc.

Avis est donné que: « Les Restaurateurs Associés Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 3e jour de mai 1962 et ayant son principal siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 1010, Beaver Hall Hill, suite 400.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 12e jour de février 1963.

Le Président,

ANDRÉ GINGRAS.

2454-o

Les Restaurateurs Associés Inc.

Notice is hereby given that: "Les Restaurateurs Associés Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 3rd day of May 1962, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 1010, Beaver Hall room 400.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 12th day of February, 1963.

ANDRÉ GINGRAS,

President.

2454-o

Silver Foods Limited

Copie du règlement No 1 tel qu'amendé par résolution du conseil d'administration le 6 avril 1962 et approuvé par tous les actionnaires à une assemblée spéciale des actionnaires, tenue le même jour, 6 avril 1962, concernant le changement d'adresse du siège social de la ville de Lacadie à la ville de La Prairie.

Il est résolu:

« Que le règlement No 1 des règlements de la compagnie soit amendé pour se lire comme suit:

« Que le siège social de la compagnie sera dans la ville de La Prairie, dans la province de Québec. La compagnie peut établir des succursales là ou le conseil d'administration jugera à propos de temps à autre.

Le Secrétaire-trésorier,

(Signé) HARRY BLANSHAY.

2455

2524-46

Silver Foods Limited

Copy of by-law No. 1 as amended by resolution of the board of directors on April 6, 1962 and approved by all the shareholders at a special meeting of shareholders, held on the same day, April 6, 1962, concerning the change of the head office from the town of Lacadie to the town of La Prairie.

Resolving:

"That by-law No. 1 of the company's by-laws be amended to read as follows:

"That the head office of the company shall be in the town of La Prairie, in the province of Quebec. The company may establish branch offices at such places as the board of directors may, from time to time, see fit."

(Signed) HARRY BLANSHAY,

Secretary-Treasurer.

2455-o

2524-46

Au Meuble de France Limitée

Avis est donné que la compagnie: « Au Meuble de France Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 mars 1961 et ayant son bureau principal dans Montréal, a établi son bureau au numéro 1955 Ouest, Rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 15e jour de février, 1963.

Le Secrétaire,

ÉMILE COLAS.

2459-o

Au Meuble de France Limitée

Notice is hereby given that: "Au Meuble de France Limitée", company incorporated by letters patent on the March 14, 1961, and having its head office in the city of Montreal, has established its offices at 1955, St-James street, West.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of February, 1963.

ÉMILE COLAS,

Secretary.

2459-o

Northam Warren Limited

Avis est donné que « Northam Warren Limited », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 1er jour d'octobre 1931, dont le siège social était situé jusqu'au 14 décembre 1962 à 1630, chemin Bois Franc, St-Laurent, Québec, a transporté son bureau à 867, blvd Décarie, a/s MM. Savard & Rouleau, St-Laurent, Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à St-Laurent, Québec, ce 7e jour de mars 1963.

Le Secrétaire,

R. F. MERKLEY.

2460

Northam Warren Limited

Notice is hereby given that "Northam Warren Limited", a company incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on the 1st day of October, 1931, whose head office was situated up to December 14, 1962 at 1630, Bois Franc Rd., St. Laurent, Quebec, has moved it to 867, Decarie Blvd., c/o Messrs. Savard & Rouleau, St. Laurent, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Laurent, Quebec, this 7th day of March, 1963.

R. F. MERKLEY,

Secretary.

2460-o

Pointe-Claire Paving Ltd

Avis est donné que la compagnie « Pointe-Claire Paving Ltd », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 octobre 1962 et

Pointe-Claire Paving Ltd

Notice is hereby given that "Pointe-Claire Paving Ltd", incorporated by letters patent dated October 4, 1962, and having its head office

ayant son bureau chef en la ville de Kirkland, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 17360, Montée Ste-Marie, en la ville de Kirkland, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Montréal, le 19 mars 1963.

2461-o *Le Secrétaire,*
DORILA OSTIGUY.

Les Entreprises B.C.L. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises B.C.L. Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du quinze février mil neuf cent soixante-trois, et ayant son bureau principal dans la cité de Sorel, a établi son bureau au numéro 72 de la rue du Roi, à Sorel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce vingt-deuxième jour de mars mil neuf cent soixante-trois.

2466-o *Le Président,*
JEAN LUSSIER.

La Jardinière Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Jardinière Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 novembre 1962 et ayant son bureau dans Québec, a établi son bureau au numéro 1047 de la rue St-Jean.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 22e jour de mars 1963.

2467-o *Le Secrétaire,*
JACQUES JUNEAU.

Packaging Industries Limited

Règlement No 58

« Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de « Packaging Industries Limited », que l'adresse du bureau chef de la compagnie soit et elle est changée de 2165, rue Madison, Montréal, à 8469, Sième Avenue, Ville St-Michel. »

Copie certifiée conforme d'un règlement adopté par les directeurs de « Packaging Industries Limited », à une assemblée tenue le 25 février 1963 et approuvé par au-moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Packaging Industries Limited », convoquée à cette fin et tenue le 8 mars 1963.

(Seau)

2468-o *Le Secrétaire,*
J. DUFRESNE.
16060-59

Singer Company of Canada Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Singer Company of Canada Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le dixième jour de décembre 1962, a établi son siège social à 1245 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Daté à Montréal, ce 13e jour de mars 1963.

2469 *Le Président,*
W. P. CREAGH.

in the town of Kirkland, district of Montreal, has established its office at 17360, Montée Ste-Marie, in the town of Kirkland, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, on March 19, 1963.

2461 *DORILA OSTIGUY,*
Secretary.

Les Entreprises B.C.L. Inc.

Notice is given that the company "Les Entreprises B.C.L. Inc.", incorporated by letters patent dated February fifteenth, one thousand nine hundred and sixty-three, and having its head office in the city of Sorel, has established its office at number 72 du Roi Street, at Sorel.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this twenty-second day of March, one thousand nine hundred and sixty-three.

2466 *JEAN LUSSIER,*
President.

La Jardinière Inc.

Notice is given that the company "La Jardinière Inc.", incorporated by letters patent dated November 27, 1962, and having its office in Quebec, has established its office at number 1047 St. John Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 22nd day of March, 1963.

2467 *JACQUES JUNEAU,*
Secretary.

Packaging Industries Limited

By-law No. 58

"That it be and it is by these presents enacted as a by-law of "Packaging Industries Limited", that the address of the head office of the company be and it is changed from 2165, Madison St., Montreal, to 8469, 8th Avenue, Ville St-Michel."

Certified copy in conformity with a by-law adopted by the directors of "Packaging Industries Limited", at a meeting held on February 25, 1963 and approved by at least the two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "Packaging Industries Limited", convened for this purpose at held on March 8, 1963.

(Seal)

2468 *J. DUFRESNE,*
Secretary.
16060-59

Singer Company of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Singer Company of Canada Ltd.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the tenth day of December, 1962, has established its head office at 1245, Sherbrooke Street West, Montreal.

Dated at Montreal, this 13th day of March, 1963.

2469-o *W. P. CREAGH,*
President.

Le Montmorency Limitée

Avis est donné que « Château Grande Allée Limitée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 2e jour d'avril 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a changé son nom à « Le Montmorency Limitée », et a continué son bureau à 1390 ouest, rue Sherbrooke, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Montréal, 28 février 1963.

2481

Le Secrétaire,
EDWARD BRONFMAN.

Le Montmorency Limitée

Notice is hereby given that "Château Grande Allée Limitée", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 2nd day of April, 1962, and having its head office in the city of Montreal, has changed its name to "Le Montmorency Limitée", and continued its office at 1390, Sherbrooke Street West in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, February 28, 1963.

2481-o

EDWARD BRONFMAN,
Secretary.

Les Frères de Sainte-Croix

Avis est donné que par résolution de leur Conseil, passée le treizième jour de mars 1963, « Les Frères de Sainte-Croix », constitués en corporation en vertu de la loi 11 George VI, chapitre 122, ont décrété que le siège social de leur Corporation est changé et a été établi à 1242, Redpath Crescent, Montréal, Province de Québec.

Daté à Chomedey (L'Abord-à-Plouffe), ce treizième jour de mars 1963.

(Secau)
2496-o

Le Président,
J.-PIERRE LEFEBVRE.
Le Secrétaire,
VIANNEY SAINT-MICHEL.

Les Frères de Sainte-Croix

Notice is hereby given that, through a resolution of their Council passed on the thirteenth day of March, 1963, "Les Frères de Sainte-Croix", (The Brothers of Holy Cross), established as a Corporation under Act 11, George VI, chapter 122, have decreed that the seat of their corporation is now changed and has been established at 1242 Redpath Crescent, Montreal, Province of Quebec.

Dated in Chomedey (L'Abord-à-Plouffe), this thirteenth day of March, 1963.

(Seal)
2496-o

J.-PIERRE LEFEBVRE,
President.
VIANNEY SAINT-MICHEL,
Secretary.

Natofin Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Natofin Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 14e jour de mars 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 635 ouest, rue Dorchester, chambre 609, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 18e jour de mars 1963.

(Secau)

2500

L'Assistant secrétaire,
NEIL F. PHILLIPS.

Natofin Ltd.

Notice is hereby given that "Natofin Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 14th day of March, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 635, Dorchester Street West, Suite 609, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 18th day of March, 1963.

(Seal)

2500-o

NEIL F. PHILLIPS,
Assistant-Secretary.

Demandes à la Législature**L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal**

Avis est par les présentes donné que « L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal », s'adressera à la Législature de la province de Québec, réunie en parlement, à la session présentement en cours, pour amender la « Loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal » — 55-56, Victoria, chapitre 90, de même que les différents statuts particuliers qui la modifie, — aux fins suivantes:

1° Assurer aux directeurs et aux officiers de l'Association les mêmes privilèges qu'aux autres membres de l'Association.

2° Prescrire la procédure suivant laquelle sera tenue l'élection complémentaire d'un membre,

Applications to Legislature**The Montreal Police Benevolent and Pension Society**

Notice is hereby given that "The Montreal Police Benevolent and Pension Society", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, assembled in Parliament, to the present Session, to amend the "Act incorporating The Montreal Police Benevolent and Pension Society" — 55-56, Victoria, chapter 90, as well as the relevant statutes that have modified the latter, — for the following purposes:

1. To prescribe that the directors and the officers of the Association are entitled to the same privileges as those available to the other members of the Association;

2. To prescribe the procedure according to which shall be held the by-election of a member,

actif ou pensionnaire, à un siège du bureau de direction devenu vacant au cours d'un terme d'office prévu présentement par la loi.

Montréal, le 5 février 1963.

Les Procureurs de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.
LAFONTAINE, LAJEUNESSE
& DURANLEAU.
2246-10-4-o

Corporation des entrepreneurs pour la protection contre l'incendie de la Province de Québec
Corporation of Fire Protection Contractors of the Province of Quebec

Avis est par les présentes donné que Hugh Carl Jockel, de la ville de Beaconsfield, William Herbert Loucks, de la ville de Mont-Royal, Joseph Moïse Petit, de la cité de Saint-Laurent, Richard François Robillard, de la cité de Longueuil, John Arnold Robillard et John Harold Bates, de la cité de Montréal, Gabriel Ouellette, de la ville de Sainte-Rose et Charles Cecil Gunyon, de la cité de Lachine, tous entrepreneurs pour la protection contre l'incendie de la Province de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, ainsi que les personnes qui en deviendront subséquemment membres, sous le nom de la « Corporation des entrepreneurs pour la protection contre l'incendie de la Province de Québec, en français, et « Corporation of Fire Protection Contractors of the Province of Quebec », en anglais, et ce pour les objets suivants: régler l'exercice du métier d'entrepreneur pour la protection contre l'incendie, promouvoir la compétence et l'aptitude de ses membres, restreindre l'exercice dudit métier aux membres de la corporation, avec, pour cette dernière, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'une corporation civile ordinaire, et notamment ceux nécessaires à son administration, et à la conduite et à la gestion de ses affaires.

Montréal, ce 26 février 1963.

Le Procureur des requérants,
C. A. L. HIBBARD.
2263-10-4-o

Succession Origène Gobeille

Avis est par les présentes donné que Dame Eva Larochelle, Joseph Henri Origène Archambault, né Gobeille, et Éphrem Tardif, chacun d'eux de la cité de Montréal, exécuteurs testamentaires en vertu du testament d'Origène Gobeille, de son vivant de la cité de Saint-Hyacinthe, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa présente ou à sa prochaine session pour la présentation d'un projet de loi aux fins d'accorder aux exécuteurs testamentaires ci-haut mentionnés le pouvoir de vendre une propriété dépendant des substitutions créés par le testament d'Origène Gobeille reçu par Mre J. Camille Paré, n.p., le 21^e jour de juillet 1938, et pour toute autre fin nécessaire aux présentes.

Montréal, le 11 mars 1963.

Les Procureurs des requérants,
AWADA & BEY.
2346-11-4-o

Ville de Pierrefonds

Avis est par les présentes donné, que la « Ville de Pierrefonds », dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui

active or pensioner, to fill a vacancy in the board of directors, during the term of office presently prescribed by the Act.

Montreal, February 5, 1963.

LAFONTAINE, LAJEUNESSE
& DURANLEAU,
Attorneys for The Montreal Police Benevolent and Pension Society.
2246-10-4-o

Corporation of Fire Protection Contractors of the Province of Quebec
Corporation des entrepreneurs pour la protection contre l'incendie de la Province de Québec

Notice is hereby given that Hugh Carl Jockel, of the town of Beaconsfield, William Herbert Loucks, of the town of Mount Royal, Joseph Moïse Petit, of the city of Saint-Laurent, Richard François Robillard, of the city of Longueuil, John Arnold Robillard and John Harold Bates, of the city of Montreal, Gabriel Ouellette, of the town of Saint-Rose, and Charles Cecil Gunyon, of the city of Lachine, all Fire Protection Contractors of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to constitute them, and such others as become members of the corporation, a corporation under the name of "Corporation of Fire Protection Contractors of the Province of Quebec", in English, and "Corporation des entrepreneurs pour la protection contre l'incendie de la Province de Québec", in French, having the right to control and regulate the trade of fire protection contractors in the Province of Quebec, and promote the efficiency of its members, and with the right to ply such trade in the Province of Quebec restricted to its members, and having all the powers, rights and privileges of an ordinary civil corporation including, among others, the requisite powers respecting the administration of the corporation.

Montreal, February 26, 1963.

C. A. L. HIBBARD,
Attorney for the petitioners.
2263-10-4-o

Estate Origène Gobeille

Notice is hereby given that Dame Eva Larochelle, Joseph Henri Origène Archambault, né Gobeille, and Éphrem Tardif, all of the city and district of Montreal, executors under the last will and testament of Origène Gobeille, in his lifetime of the city of Saint-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present or next session for the passing of an Act giving to the said executors full power of sale of the property subject to the substitutions created by the last will and testament of Origène Gobeille executed before J. Camille Paré, n.p., on the 21st day of July, 1938, and such other powers as may be necessary in connection with the said will.

Montreal, March 11, 1963.

AWADA & BEY,
Solicitors for the Applicants.
2346-11-4-o

Town of Pierrefonds

Notice is hereby given that the "Town of Pierrefonds", in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following: to form in a

accordant certains pouvoirs concernant les matières suivantes: pour former en corporation de cité les habitants ou contribuables du territoire de la ville de Pierrefonds et leurs successeurs; faire déclarer la ville propriétaire à toutes fins que de droit des lots ci-après possédés et utilisés soit comme rues publiques, lots numéros 23-1 (rue Hortie) 150-9, 151-51, 151-52, 151-53, 152-52 (rue Rive Boisée) 151-55, 152-55 (rue Du Docteur) 151-79 (rue David) 151-54, 151-90 (rue des Maçons) partie lot 177 (rue Laniel) partie lot 177 (boul. Ste-Croix) 195-20 (rue Legault) 195-P-37, 195-38A et partie 195 (rue des Rivières) 195-52 (rue Noël) 195-81 et partie 195 (rue Bouchard) 197-4, 197-6, 197-7, 197-26, 197-25 (rue Coursol) partie 201 (rue Crystal) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève; amender l'article 429, par. 8 de la Loi des Cités et Villes et faire fixer les montants devant être payés par les propriétaires de terres, pour fins d'aménagement de parcs; amender l'article 463 de la Loi des Cités et Villes et exiger une servitude sur tout immeuble, d'une largeur de 5 pieds pour l'installation de fils aériens ou souterrains ou d'autres services publics; changer le mode d'imposition des taxes décrétées par les règlements d'emprunt de la « Ville de Pierrefonds » nos 108, 116, 119, 149, 186, 192, 218, 228, 233, 131, 138, 169, 173, 188, 196, 197, 202, 248 concernant l'exécution des travaux de certaines conduites principales d'aqueduc, d'égout, de stations de pompage, desservant parties de la ville; amender l'article 537 de la Loi des Cités et Villes pour faire établir de quelle manière et à quelle époque les taxes scolaires peuvent être perçues par le trésorier; et pour autres fins;

Pierrefonds, ce 8 mars 1963.

Les Procureurs de la requérante,

2403-12-4-o

SAVARD & ROULEAU.

city corporation the inhabitants and the tax payers on the territory of the town of Pierrefonds; to have the town declared owner à toutes fins que de droit of the following lots possessed and utilized as public streets lots Nos 23-1 (Hortie Street) 150-9, 151-51, 151-52, 151-53, 152-52 (Rive Boisée Street) 151-55, 152-55 (du Docteur Street) 151-79 (David Street) 151-54, 151-90 (des Maçons Street) part lot 177 (Laniel Street) part lot 177 (Ste-Croix Blvd) 195-20 (Legault Street) 195-P-37, 195-38A and part 195 (des Rivières Street) 195-52 (Noël Street) 195-81 and part 195 (Bouchard Street) 197-4, 197-6, 197-7, 197-26, 197-25 (Coursol Street) part 201 (Crystal Street) of the cadastre of the parish of Ste-Geneviève; to amend section 429 par. 8 of the Cities and Towns Act to fix the amounts to be paid by the owner of lands for the purpose of establishing public parks; to amend section 463 of the Cities and Towns Act to require a right-of-way of 5 feet width on any immovable, for the installation of overhead and underground wires or anyother public services; to change the mode of imposition of the taxes provided for by borrowing by-laws of the "Town of Pierrefonds", Nos 108, 116, 119, 149, 186, 192, 218, 228, 233, 131, 138, 169, 173, 188, 196, 197, 202, 248 concerning the execution of works of certain water-mains, trunk sewers, and of pumping stations servicing parts of the town; to amend section 537 of the Cities and Towns Act to establish the time and manner of collection of school taxes by the treasurer; and for any other purpose.

Pierrefonds, March 8, 1963.

SAVARD & ROULEAU,

2403-12-4-o

Attorneys for the petitioner.

Liquidation — Avis de

A. Messier Matériaux de Construction Inc. A. Messier Building Supplies Inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée des actionnaires de la compagnie « A. Messier Matériaux de Construction Inc. — A. Messier Building Supplies Inc. », tenue à Granby, le 31 janvier 1963, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278), et que M. Jean-Claude Bleu, comptable agréé, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2488-o

14354-61

Winding up Notices

A. Messier Matériaux de Construction Inc. A. Messier Building Supplies Inc.

Notice is hereby given that at a meeting of the shareholders of "A. Messier Matériaux de Construction Inc. — A. Messier Building Supplies Inc.", held in Granby on January 31, 1963, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Winding-up Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278), and that Mr. Jean-Claude Bleu, chartered accountant, has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 25, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2488

14354-61

Ministère des Affaires municipales

Lettres patentes

Canada,
Province de
Québec.

PAUL COMTOIS

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Department of Municipal Affairs

Letters Patent

Canada,
Province of
Quebec.

PAUL COMTOIS

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner.

SALUT.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern,

GREETING.

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233), le conseil municipal du village de Saint-Hilaire, dans le comté de Rouville, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 29 novembre 1962, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Saint-Hilaire, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 22 janvier 1963, soit érigé en une municipalité de ville;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de Saint-Hilaire est de deux mille huit cent neuf âmes;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Saint-Hilaire.

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 237, en date du 12 février 1963, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire étant actuellement la municipalité du village de Saint-Hilaire, comté de Rouville, et comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hilaire, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau, rivières ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle est du lot 34; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: Une ligne brisée limitant vers le sud-est les lots 34, 37, 38, 68, 92, 93, 96, 97, 98, 99 et se prolongeant à travers le chemin « La Montée des Trente » jusqu'à l'angle est du lot 103; la ligne sud-est dudit lot 103; la ligne séparant le lot 106 des lots 103 et 104; le côté sud-est de l'emprise du chemin de fer « Le Grand Tronc » (lot cadastral 457), en allant vers le sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des lots 130 et 133; ladite ligne séparative des lots 130 et 133 prolongée à travers ladite emprise de chemin de fer et se continuant vers le nord-ouest jusqu'à sa rencontre avec l'axe de la rivière Richelieu; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne nord-est du lot 34; ledit prolongement et ladite ligne nord-est du lot 34 traversant un chemin public et l'emprise de chemin de fer « Le Grand Tronc » pour se continuer jusqu'au point de départ; lequel territoire soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « ville de Saint-Hilaire-sur-Richelieu »;

QUE le conseil de cette municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le lieu connu comme étant l'Hôtel de ville du village de Saint-Hilaire.

WHEREAS that under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233), the municipal council of the village of Saint-Hilaire, in the county of Rouville, has presented Us, in accordance with a resolution regularly adopted at its session of November 29, 1962, a petition requesting that the territory of the said municipality of the village of Saint-Hilaire, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated January 22, 1963, be erected into a town municipality;

WHEREAS the population of the village of Saint-Hilaire is two thousand eight hundred and nine souls;

WHEREAS that under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec into a town municipality if it contains a population of at least two thousand souls;

WHEREAS it is expedient to accede to this request of the municipal council of the village of Saint-Hilaire.

THEREFORE, Know, Ye, that with the consent and the advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 237, dated February 12, 1963, and in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act, We have enacted and ordained and, by these presents, enact and ordain:

THAT the following territory, to wit:

The territory being presently the municipality of the village of Saint-Hilaire, county of Rouville, and including, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Hilaire, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railway rights-of-way, water courses, rivers or parts thereof enclosed within the following limits, to wit:

Starting from the summit of the east angle of lot 34; thence, successively, the following lines and demarcations: a broken limiting towards the southeast lots 34, 37, 38, 68, 92, 93, 96, 97, 98, 99 and extending across the road "La Montée des Trente" as far as the east angle of lot 103; the southeast line of the said lot 103; the line separating lot 106 from lots 103 and 104; the southeast side of the railway-right-of-way "The Grand Trunk" (cadastral lot 457), going towards the southwest to its meeting with the dividing line of lots 130 and 133; the said dividing line of lots 130 and 133 extended across the said railway right-of-way and continuing towards the northwest to its meeting with the axis of the Richelieu River; the said axis of the said river descending its course to the meeting up with the extension of the northeast line of lot 34; the said extension and the said northeast line of lot 34 crossing a public road and the railway right-of-way of "The Grand Trunk" to continue on to the starting point; which territory be erected into a town municipality under the name of "town of Saint-Hilaire-sur-Richelieu";

THAT the council of this municipality be composed of a mayor and six aldermen;

THAT the place of the first general session of the council of this municipality be the place known as being the Town Hall of the village of Saint-Hilaire.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, c.p., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
2462-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Cité de Saint-Jérôme

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 402 du 12 mars 1963 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No C-267 du conseil municipal de la cité de Saint-Jérôme, tel que modifié par une résolution en date du 12 septembre 1962, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du village de Saint-Antoine-des-Laurentides, comté de Terrebbonne, et annexé à la cité de Saint-Jérôme.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du village de Saint-Antoine-des-Laurentides, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, les parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du coin nord-ouest du lot 653 (droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien) de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: Suivant les limites actuelles de la cité de Saint-Jérôme, partie de la ligne ouest du lot 199, la ligne ouest, des lots 200, 201, 202 et 203, partie de la ligne nord-ouest du lot 203 et la ligne nord-ouest du lot de subdivision 203-29 (rue); puis laissant les limites actuelles de la cité de Saint-Jérôme, la ligne nord-est du lot de subdivision 203-29 (rue) et son prolongement dans le lot 202 sur une longueur de 580' pieds; une ligne déviant à droite de 21° 19' sur une longueur de 305' pieds; une ligne déviant à droite de 33° 18' sur une longueur de 1,812' pieds jusqu'à un point de la ligne nord-est du lot 653 (droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien) à une distance de 559' pieds du coin nord-ouest dudit lot et enfin ladite ligne Nord-Est dudit lot en allant vers le Nord-Ouest jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
2462-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trust and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given in Our Government House, at Quebec, this sixth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-three and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the issuance of the above letters patent is given in accordance with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
2462 Deputy Minister of Municipal Affairs.

City of Saint-Jérôme

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 402 dated March 12, 1963, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve the by-law No. C-267 of the municipal council of the city of Saint-Jérôme, as amended by a resolution dated September 12, 1962, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in said by-law, as amended, and described below, is detached from the municipality of the village of Saint-Antoine-des-Laurentides, county of Terrebbonne, and annexed to the city of Saint-Jérôme.

The territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the village of Saint-Antoine-des-Laurentides, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Jérôme, the parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: Starting at the north-west corner of lot 653 (Canadian Pacific Railway right-of-way), thence, successively, the following lines and demarcations: following the present boundaries of the city of Saint-Jérôme, part of the west line of lot 199, the west line of lots 200, 201, 202 and 203, part of the north-west line of lot 203 and the north-west line of the lot of subdivision 203-29 (street); then, leaving the present limits of the city of Saint-Jérôme, the north-east line of lot of subdivision 203-29 (street) and its extension on lot 202 to a distance of 580' feet; a line swerving to the right at 21° 19' to a distance of 305 feet; a line swerving to the right at 33° 18' to a distance of 1,812' feet as far as a point on the north-east line of lot 653 (Canadian Pacific Railway right-of-way) to a distance of 559' from the north-west corner of said lot, and finally, the said north-east line of the said lot going towards the north-west as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
2462 Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Département de
l'Instruction publique**

**Department of
Education**

Chambly

Chambly

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 386, en date du 12 mars 1963, de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly, en celui de « Chambly », dans le même comté.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 386, dated March 12, 1963, has been pleased to change the name of the school municipality of the town of Chambly, in the county of Chambly, to "Chambly", in the same county.

Ce changement prendra effet le 8 avril 1963.
Québec, le 26 mars 1963.

This change will take effect on April 8, 1963.
Quebec, March 26, 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS,

O.-J. DESAULNIERS.

Superintendent of Education.

2505-o

1105-53

2505

1105-53

Notre-Dame de Stanbridge

Notre-Dame de Stanbridge

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 386, en date du 12 mars 1963, de changer le nom de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, en celui de « Notre-Dame de Stanbridge », dans le même comté.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 386, dated March 12, 1963, has been pleased to change the name of the school municipality of Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, in the county of Missisquoi, to "Notre-Dame de Stanbridge", in the same county.

Ce changement prendra effet le 8 avril 1963.
Québec, le 25 mars 1963.

This change will take effect on April 8, 1963.
Quebec, March 25, 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS,

O.-J. DESAULNIERS.

Superintendent of Education.

2505-o

37-63

2505

37-63

Cité de Rivière-du-Loup

City of Rivière-du-Loup

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 386, en date du 12 mars 1963, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de Rivière-du-Loup, dans le comté de Rivière-du-Loup, à la municipalité scolaire de la « Cité de Rivière-du-Loup », dans le même comté.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 386, dated March 12, 1963, has been pleased to annex the present territory of the school commission of the parish of Rivière-du-Loup, in the county of Rivière-du-Loup, to the school municipality of the "City of Rivière-du-Loup", in the same county.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1963 et pour toutes autres fins le premier juillet 1963.

This change will take effect for election purposes, on June 1, 1963, and for all other purposes on July 1, 1963.

Québec, le 26 mars 1963.

Québec, March 26, 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS,

O.-J. DESAULNIERS.

Superintendent of Education.

2505-o

507-62

2505

507-62

Ste-Émélie-de-l'Énergie

Ste-Émélie-de-l'Énergie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 386, en date du 12 mars 1963, d'annexer le territoire du Canton Tracy, non organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de « Ste-Émélie-de-l'Énergie », dans le comté de Joliette.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 386, dated March 12, 1963, has been pleased to annex the territory of the Township of Tracy, not yet organized from a school point of view, to the school municipality of "Ste-Émélie-de-l'Énergie", in the county of Joliette.

Ce changement prendra effet le 15 avril 1963.
Québec, le 26 mars 1963.

This change will take effect on April 15, 1963.
Quebec, March 26, 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS,

O.-J. DESAULNIERS.

Superintendent of Education.

2505-o

268-62

2505

268-62

St-Rémi

St-Rémi

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 346, en date du 5 mars 1963, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Rémi, dans le comté de Napierville-Laprairie, à la municipalité scolaire du village de St-Rémi, dans le même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de « St-Rémi », dans le comté de Napierville-Laprairie.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 346, dated March 5, 1963, has been pleased to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Rémi, in the county of Napierville-Laprairie, to the school municipality of the village of St-Rémi, in the same county and to change the name of the latter into that of "St-Rémi", in the county of Napierville-Laprairie.

Ces changements prennent effet, pour fins d'élection, le premier juin 1963 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1963.

Québec, le 18 mars 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2505-o

481-59

St-Zénon

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 386, en date du 12 mars 1963, d'annexer le territoire du Canton Courcelles, non organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de « St-Zénon », dans le comté de Berthier.

Ce changement prendra effet le 15 avril 1963.

Québec, le 26 mars 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2505-o

268-62

Bellerive

Avis est par la présente donné, que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion du territoire actuel de la commission scolaire de Bellerive, dans le comté de Labelle, à la municipalité scolaire de Nominigüe, dans le même comté.

Québec, le 20 mars 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2463-13-2-o

102-63

Petit-Pabos

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Petit-Pabos, dans le comté de Gaspé-Sud, à la municipalité scolaire de Pabos, dans le même comté.

Québec, le 26 mars 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2506-13-2-o

454-56

Paroisse St-Michel-de-Rougemont

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Michel-de-Rougemont, dans le comté de Rouville, à la municipalité scolaire du village de St-Michel-de-Rougemont, dans le même comté.

Québec, le 26 mars 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2507-13-2-o

360-61

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Paroisse de St-Lazare

Cadastre officiel de la paroisse de St-Lazare, municipalité de la paroisse de St-Lazare, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 333 à 342, 348, une partie des lots 331, 332, 343, 346, 347 et deux anciens chemins publics

These changes will take effect, for purposes of election, on June first, 1963, and for all other purposes, on July first, 1963.

Quebec, March 18, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

2505

481-59

St-Zénon

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 386, dated March 12, 1963, has been pleased to annex the territory of the Township of Courcelles, not organized from a school point of view, to the school municipality of "St-Zénon", in the county of Berthier.

This change will take effect on April 15, 1963.

Quebec, March 26, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

2505

268-62

Bellerive

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B of chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation of the present territory of the school commission of Bellerive, in the county of Labelle, to the school municipality of Nominigüe, in the same county.

Quebec, March 20, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

2463-13-2

102-63

Petit-Pabos

Application is made to annex the present territory of the school commission of Petit-Pabos, in the county of Gaspé-South, to the school municipality of Pabos, in the same county.

Quebec, March 26, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

2506-13-2

454-56

Parish of St-Michel-de-Rougemont

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Michel-de-Rougemont, in the county of Rouville, to the school municipality of the village of St-Michel-de-Rougemont, in the same county.

Quebec, March 26, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

2507-13-2

360-61

Department of Lands and Forests Cadastre

Parish of St-Lazare

Official cadastre of the parish of St-Lazare, municipality of the parish of St-Lazare, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 333 to 342, 348, a part of lots 331, 332, 343, 346, 347 and two old public roads are cancelled and lots

sont annulés et les lots 627 à 634 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.
Québec, le 7 mars 1963.

2437-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

627 to 634 are added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.
Quebec, March 7, 1963.

2437-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Vincent-de-Paul

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, municipalité de la cité de Duvernay, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 70-74 à 70-81 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.
Québec, le 13 mars 1963.

2437-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Vincent-de-Paul

Official cadastre of the parish of St-Vincent-de-Paul, municipality of city of Duvernay, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 70-74 to 70-81 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.
Quebec, March 13, 1963.

2437-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ministère du Travail

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses — Région de St-Hyacinthe

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 et amendement, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « a » de l'article 116° sera remplacé par le suivant:

« a) *Employé régulier (qualifié):* \$42.00 par semaine plus 60% des recettes de son travail excédant \$52.00 pendant la semaine. »

2° À l'article 117°, les heures de travail de la zone I seront remplacées par les suivantes:

« Zone I

Lundi: jour chômé.

Mardi, mercredi et jeudi: 8 a.m. à 6.30 p.m.

Vendredi: 8 a.m. à 9.30 p.m.

Samedi: 8 a.m. à 5 p.m.

Aucun travail ne doit être exécuté en dehors de ces heures. »

3° À l'article 117°, le dernier alinéa des paragraphes intitulés « Zone II » et « Zone III », sera remplacé par le suivant:

« Dans les zones II et III, aucun travail ne doit être exécuté en dehors des heures ci-haut mentionnées. Cependant, le travail commencé sur un client, avant l'expiration de la durée des heures de travail, peut être terminé, mais la durée de ce travail ne doit pas dépasser trente (30) minutes. »

4° L'article 118° sera remplacé par le suivant:

« 118° *Exception:* Dans la municipalité de Saint-Pie (Bagot) et un rayon de deux (2) milles de ses limites, les heures de travail sont de 8 a.m. à 6 p.m. les mardi, jeudi et samedi; de 8 a.m. à 10 p.m., les mercredi et vendredi. »

Department of Labour

Notice of amendment

Barbering and hairdressing trade — Région de St-Hyacinthe

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St. Hyacinthe rendered obligatory by the decree number 1010 of September 26, 1956 and amendment, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "a" of article 116 will be replaced by the following:

"a) *Regular employee (qualified):* \$42.00 per week plus 60% of the receipts of his work exceeding \$52.00 during the week."

2. In article 117, the hours of work of Zone I will be replaced by the following:

"Zone I

Monday: no work.

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:30 p.m.

Friday: 8:00 a.m. to 9:30 p.m.

Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

No work shall be executed outside these hours."

3. In article 117, the last sub-paragraph of paragraphs entitled "Zone II" and "Zone III" will be replaced by the following:

"In zones II and III, no work shall be executed outside the hours above mentioned. However, work begun on a customer before the expiration of the duration of working hours may be completed but such work shall not exceed thirty (30) minutes in duration."

4. Article 118 will be replaced by the following:

"118. *Exception:* In the municipality of St-Pie (Bagot) and a radius of two (2) miles from its limits, the hours of work shall be from 8:00 a.m. to 6:00 p.m. on Tuesday, Thursday and Saturday; from 8:00 a.m. to 10:00 p.m. on Wednesday and Friday."

5° À l'article 120°, les prix de la coupe des cheveux et de la barbe seront remplacés par les suivants:

5. In article 120, the prices for haircut and shave will be replaced by the following:

	Zones		
	I	II	III
« Services des barbiers et coiffeurs pour hommes — Services of barbers and men's hairdressers:			
Coupe de cheveux pour adultes — Haircut, adults:			
Jusqu'au jeudi inclusivement — Until Thursday inclusively	\$1.00	\$0.90	\$0.85
Vendredi, samedi, veille de fêtes chômés et du 15 au 31 décembre inclusivement — Friday, Saturday, holidays eves and from December 15 to 31 inclusive	1.10	1.00	0.95
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans — Haircut, children under 14 years of age:			
Jusqu'au jeudi inclusivement — Until Thursday inclusively	0.65	0.60	0.55
Vendredi, samedi, veilles de fêtes chômées et du 15 au 31 décembre inclusivement — Friday, Saturday, holidays eves and from December 15 to 31 inclusively	0.75	0.75	0.65
Coupe de cheveux en brosse — Brushcut:			
Pour adultes — Adults:			
Jusqu'au jeudi inclusivement — Until Thursday inclusively	1.25	1.25	1.10
Vendredi, samedi, veilles de fêtes chômées et du 15 au 31 décembre inclusivement — Friday, Saturday, holidays eve and from December 15 to 31 inclusively	1.35	1.25	1.10
Pour enfants de moins de 14 ans — Children under 14 years of age:			
Jusqu'au jeudi inclusivement — Until Thursday inclusively	0.75	0.75	0.65
Vendredi, samedi, veilles de fêtes chômées et du 15 au 31 décembre inclusivement — Friday, Saturday, holidays eve and from December 15 to 31 inclusively	0.85	0.75	0.75
Shave	0.60	0.60	0.50

6° À l'article 123°, les heures de travail du samedi, pour la zone I, seront remplacées par les suivantes:

« Samedi: 8 a.m. à 6 p.m. »

7° À l'article 123°, les heures de travail du vendredi, pour la zone II, seront remplacées par les suivantes:

« Vendredi: 9 a.m. à 10 p.m. »

8° L'article 124°, sera remplacé par le suivant:

« 124° Tout travail exécuté en dehors des heures ci-haut mentionnées, par tout coiffeur ou toute coiffeuse pour dames, est interdit. »

9° À l'article 125°, les prix de la coupe des cheveux et de la mise en plis, seront remplacés par les suivants:

« Dans les salons de coiffure pour dames:

	Zones		
	I	II	III
Coupe de cheveux — Haircut	\$1.25	\$1.25	\$0.75
Mise en plis — Finger wave	1.25	1.25	0.75

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 30 mars 1963.

2493-0

Avis de modification

Confection pour hommes et garçons
province de Québec

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la

6. In article 123, the hours of work of zone I, for Saturday, will be replaced by the following:

“Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.”

7. In article 123, the hours of work of zone II, for Friday, will be replaced by the following:

“Friday: 9:00 a.m. to 10:00 p.m.”

8. Article 124 will be replaced by the following:

“124. No time shall be worked outside the hours above mentioned by ladies' hairdressers (male and female)”.

9. In article 125, the prices for haircut and water waves will be replaced by the following:

“In ladies hairdressing parlours:

	Zones		
	I	II	III
Coupe de cheveux — Haircut	\$1.25	\$1.25	\$0.75
Mise en plis — Finger wave	1.25	1.25	0.75

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 30, 1963.

2493-0

Notice of amendment

Men's and boys' Clothing Industry
Province of Québec

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties to the collective labour agree-

convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 513 du 30 avril 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Que l'article VII soit de nouveau amendé en ajoutant le paragraphe suivant à la suite du paragraphe « cc »:

« cc-2) À compter du 1er juillet 1963, en plus des augmentations prévues au paragraphe « cc » de cet article, les taux de salaires minima à l'heure pour tout travail exécuté durant une journée et une semaine régulières de travail pour les occupations et les classifications énumérées dans les cédules I, II, III et IV, sont augmentés de 6½% dans les zones 2 et 3. »

2° Que l'article XII soit amendé:

i) En biffant le premier paragraphe de la section « a » et en le remplaçant par le suivant:

« a) *Congés payés*: Tous les employeurs doivent accorder à tous leurs employés les congés suivants: Le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la Fête de la Reine, le Jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâces et la Noël. Les employeurs doivent accorder ces congés, peu importe quand ces fêtes ont lieu, et doivent payer à leurs employés pour chacun de ces congés comme suit: »

ii) En biffant le paragraphe « b » et le remplaçant par le suivant:

« b) *Substitution des jours de congé*: Tout employeur peut substituer le Lundi de Pâques au Vendredi Saint; l'Ascension à la Fête de la Reine; la Saint-Jean-Baptiste (ou le jour fixé pour sa célébration) au 1er juillet; et la Toussaint au Jour d'Actions de Grâces, en donnant un avis écrit au Comité conjoint quinze (15) jours avant le congé et, sur réception d'une lettre du Comité conjoint permettant tel changement, lorsque le Comité est convaincu que cette substitution est conforme aux désirs de l'employeur et de la majorité de ses employés. »

iii) En biffant le paragraphe « f » et le remplaçant par le suivant:

« f) Nonobstant les dispositions du premier alinéa du paragraphe « a » du présent article, les employeurs manufacturiers de vêtements pour enfants de 4 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que définis aux présentes, doivent accorder les congés suivants à leurs employés et doivent payer pour chacun de ces congés conformément aux dispositions contenues dans cet article:

i) En 1963, les quatre congés suivants: Le Vendredi Saint, le Jour de la Confédération, la Fête du Travail et la Noël;

ii) En 1964, les quatre congés ci-dessus et, de plus, le Jour d'Actions de Grâces; et

iii) En 1965 et subséquemment, les cinq congés ci-dessus mentionnés et, de plus, le Jour de l'An. »

3° Que l'article XIII soit amendé en biffant l'exception à la fin de l'article, laquelle se lit comme suit:

« *Exception*: Le paragraphe « b » du présent article ne s'applique pas aux employeurs manufacturiers de vêtements pour enfants de 4 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x et de manteaux pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-dessus décrits. »

ment relating to the men's and boys' Clothing Industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by decree number 513 of April 30, 1953 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. That article VII be further amended by adding the following paragraph after paragraph "cc":

"cc-2) That effective July 1, 1963, in addition to the increases provided in paragraph "cc" of this article, the hourly minimum rates of wages for work performed during a regular working day and during a regular working week for the respective operations and classes shown in Schedules I, II, III and IV, are increased in Zones 2 and 3 by 6½%."

2. That Article XII be amended by:

i) Deleting the first paragraph of section "a" and replacing it by the following:

"a) *Holidays with pay*: All employers shall grant to all their employees the following holidays: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day. Employers shall grant such holidays when they occur and they shall pay to their employees a day's pay for each of such holidays as follows:"

ii) Striking paragraph "b" and replacing it by the following:

"b) *Permission to change*: Any employer may, upon the giving of fifteen (15) days written notice to the Joint Committee prior to the holiday, substitute for Good Friday, Easter Monday; for Victoria Day, Ascension Day; for July 1st, St. John the Baptist Day (or the day fixed for its celebration); and for Thanksgiving Day, All Saints' Day, upon receipt from the Joint Committee of a letter permitting such change, should the Joint Committee be satisfied that the change of such day is in accordance with the wishes of both the employer and the preponderance of employees."

iii) Striking paragraph "f" and replacing it by the following:

"f) Notwithstanding the provisions of the first paragraph of subsection "a" of the present section, employers who manufacture children's clothing comprising ages from 4 to 6 years inclusive not exceeding size 24x, and girls' coats up to the age of 14 years inclusive, as defined herein, shall grant the following holidays and shall pay a day's pay to their employees for each of the said holidays, in accordance with the provisions herein set forth:

i) In the year 1963, the following four holidays: Good Friday, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day;

ii) In the year 1964, the above-mentioned four holidays and, in addition, Thanksgiving Day; and

iii) In the year 1965 and thereafter, the above-mentioned five holidays and, in addition, New Year's Day."

3. That article XIII be amended by striking the "Exception" at the end of the article which reads:

"*Exception*: Paragraph "b" of this article shall not apply to employers who manufacture children's clothing comprising ages from 4 to 6 years, inclusive, not exceeding size 24x, and girls' coats up to the age of 14 years, inclusive, as herein defined."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1963.

2493-0

Avis de modification

Construction — St-Hyacinthe

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 909 du 25 août 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de St-Hyacinthe, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes « a-1 » et « c » de l'article I seront remplacés par les suivants:

« a-1) Le mot « artisan » désigne toute personne qui exerce seule son propre métier.

Aux fins d'application du présent décret, l'artisan est considéré comme un salarié.»

« c) Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planches murales en composition et de toute latte en composition, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier-bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, tout papier en composition, les portes, châssis et fenêtres de bois ou de métal, divisions en acier et bandes métalliques ou de caoutchouc pour calfeutrage de portes et châssis, les paravents (bois et métal), fait le posage de tout recouvrement mural intérieur ou extérieur de bois, en composition, fait le posage de toutes tuiles acoustiques sur les murs ou plafonds, sur bourruures de bois ou de métal, fait le posage de planchers et exécute tous les autres travaux en bois et autres travaux connexes, sur un chantier de construction.»

2° Le paragraphe « c-1 » de l'article I sera biffé.

3° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe « d-2 » de l'article I:

« Il est interdit à un « compagnon junior » d'exécuter seul ou avec un « apprenti » des travaux neufs de plomberie, chauffage ou de brûleurs à l'huile sur un chantier de construction.»

4° Le paragraphe « h » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« h) Le terme « finisseur de ciment » désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, finit les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe.»

5° Le paragraphe « j » de l'article I sera biffé.

6° Les mots « sur le chantier de construction » seront ajoutés à la fin du deuxième alinéa du paragraphe « m » de l'article I.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1963.

2493-0

Notice of amendment

Construction — St-Hyacinthe

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 909 of August 25, 1955 and amendments, relating to the construction industry in the region of St-Hyacinthe, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree.

1. Paragraphs "a-1" and "c" of article I will be replaced by the following:

"a-1) The word "artisan" means any person plying his trade alone.

For the purposes of the present decree, the artisan is considered as an employee."

"c) The words "carpenter-joiner" mean an employee who assembles pieces of wood, wall board (composition) and lathing (composition), does frame work, repairs wooden objects, lays or erects paper or asbestos shingles and tarred-paper, all composition paper, metal or wooden doors, frames and windows, steel partitions and metal or rubber strips for the listing of doors and windows, puts up draught-screens (wood and metal), does wall covering, in or outside, with wood, metal or composition, lays sound-absorbing tiles on walls or ceilings on wood or metal filling, lays floors and performs any other wood-work or does any other work connected therewith, on a construction job."

2. Paragraph "c-1" of article I will be deleted.

3. The following sub-paragraph will be added to paragraph "d-2" of article I:

"No "junior journeyman" shall execute alone or with an "apprentice" new plumbing, heating or oil burner operations on a construction job."

4. Paragraph "h" of article I will be replaced by the following:

"h) The term "cement finisher" means any employee who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental surfaces, finishes sidewalks and paving work, repairs foundations and performs any similar operation."

5. Paragraph "j" of article I will be deleted.

6. The words "on the construction job" will be added at the end of the second sub-paragraph of paragraph "m" of article I.

7° Les paragraphes « n » et « r » de l'article I seront remplacé par les suivants:

« n) Le mot « peintre » désigné tout salarié qui exécute au pinceau, par vaporisation ou de toute autre manière, des travaux de peinture, de teinture, de vernissage, etc., servant à protéger, à embellir les surfaces de bois, plâtre, ciment, métal ou composition. Il désigne aussi celui qui enlève et pose le papier-tenture ou papier peint, pose les vitres au mastic ou à la baguette, fait des décorations proprement dites au moyen de peinture, imitation de bois, de marbre, dorure, pochilri, etc., tire et polit les joints de planches de gypse, tire les joints au plastic et exécute tout autre travail connexe. »

« r) Le terme « poseur de tuile céramique » désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles, les pose et exécute tout autre travail connexe. »

8° Le paragraphe « r-1 » suivant sera ajouté à l'article I:

« r-1) Le terme « poseur de tuiles, prélaris et couvre-planchers » désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles de toutes compositions, les prélaris ou couvre-planchers, en fait la pose à la colle sur murs et parquets ou exécute tout autre travail connexe. »

9° Le paragraphe « t » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« t) Le mot « vitrier » désigne tout salarié qui pose, répare, remplace des vitres, vitrines; pose, répare, remplace des ouvrages permanents ou non de décoration ou ornementation ou de structure en verre, coupe et assemble les moulures de bois ou métal servant de maintien permanent des ouvrages de verre ou de tout autre matériel connexe. »

10° Le paragraphe « u » suivant sera ajouté à l'article I:

« u) Les mots « surintendant » ou « contre-maître » désigne tout salarié, compagnon de son métier, qui est le représentant autorisé immédiat de son employeur, sur le chantier, auprès des propriétaires, architectes, ingénieurs et des salariés, contrôle et surveille l'exécution des travaux, tient état des heures de travail et des matériaux. »

11° Le mot « oléoducs » sera ajouté après le mot « écluses » apparaissant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe « a » de l'article III.

12° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe « a » de l'article III:

« Le présent décret régit tous les travaux de construction de maisons préfabriquées, qu'ils soient exécutés en atelier ou sur le lieu d'érection de ces dites « maisons préfabriquées ».

13° Le paragraphe « bb » de l'article III sera remplacé par le suivant:

« bb) *Travaux de terrassement*: Les travaux d'excavation, de dynamitage, de transport de terre, de gravier, de pierre, de nivellement, exécutés avant, pendant ou après la construction, sont considérés comme des travaux de terrassement et sont assujettis au présent décret, lorsqu'ils sont exécutés mécaniquement.

Toutefois, les travaux de pose de tourbe, ensemencement de gazon, plantation d'arbuste, ou tout autre travail d'ornementation de terrasses ne sont pas assujettis au présent décret. »

14° Le sixième alinéa de l'article IV commençant par les mots « Cependant, les taux de salaires minima . . . » sera biffé.

15° Les paragraphes « a » et « b » de l'article V seront remplacés par les suivants:

7. Paragraphs "n" and "r" of article I will be replaced by the following:

"n) The word "painter" means any employee who performs, with brush or sprayer or in any other manner, painting, dyeing, varnishing or other similar operations, for the purpose of protecting improving wood, plaster, cement, metal or composition surfaces. It also means an employee who performs paper-hanging, putty or rod glazing work, does decorating work proper with paint, imitation of wood or marble, gilding, stencilling, etc., does and polishes gypsum board joints, who does joint painting with plastic and any other work connected therewith."

"r) The words "ceramic tile setter" mean any employee who measures surfaces to be covered with tiles, who lays tiles and performs any other work connected therewith."

8. The following paragraph "r-1" will be added to article I:

"r-1) The term "tile, oilcloth and floor covering layer" means any employee measures the surface to be covered with any composition tile, oilcloth or floor covering, who lays same with glue on walls and floors or executes any other similar work."

9. Paragraph "t" of article I will be replaced by the following:

"t) The word "glazier" means any employee who sets, repairs, replaces window g'asses, showcases; sets repairs, replaces decorating or ornamental work or glass structure, whether permanent or not, cuts and assembles wood or metal mouldings used for the permanent support of glass works or works of a similar material."

10. The following paragraph "u" will be added to article I:

"u) The words "superintendent" or "foreman" mean any employee (journeyman in his trade) who is the authorized representative of his employer on the job in all relations with owners, architects, engineers and employees, who checks and supervises the execution of the work, who keeps an account of the hours of work and of the material."

11. The words "oil pipelines" will be added after the word "locks" mentioned at the end of the second sub-paragraph of paragraph "a" of article III.

12. The following sub-paragraph will be added to paragraph "a" of article III:

"The present decree applies to all construction works in connection with prefabricated houses, whether such work be executed in a shop or on the site of erection of the said prefabricated houses."

13. Paragraph "bb" of article III will be replaced by the following:

"bb) *Earthworks*: All operations concerned with excavation, blasting, soil, gravel and stone transport and levelling executed before, during or after the construction shall be considered as earthworks and shall be subject to the present decree, when executed mechanically.

However, all work in connection with the laying of peat, sowing of grass, planting of shrubs, or any other terrace ornamentation work are not governed by the present decree. "

14. The sixth sub-paragraph of article IV beginning with the words "However, the minimum wage rates . . ." will be deleted.

15. Paragraphs "a" and "b" of article V will be replaced by the following:

« V. Taux de salaires minima: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés à partir de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement:

"V. Minimum wage rates: a) The following rates of wages shall be paid from the date of the coming into force of the present amendment decree:

	Salaires horaires	
	Hourly rates	
	Zones	
	I	II
	À compter de	
	From	
	1/5/63	
<i>Métiers — Trades:</i>		
Briqueleur et maçon — Bricklayer and mason	\$2.25	\$2.10
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.10	1.90
Chauffeur de camion et de tracteur — Truck and tractor driver	1.60	1.50
Couvreur — Roofer	1.80	1.65
Creuseur de caissons — Caisson digger	2.10	1.90
Démolisseur (toute catégorie) — Demolisher (all categories)	1.60	1.60
Électricien — Electrician :		
Compagnon — Journeyman	2.10	1.90
Épandeur d'asphalte (Voirie) — Asphalt spreader — roads	1.90	1.80
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	2.10	1.90
Finisseur de ciment — Cement finisher	2.10	1.90
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	1.90	1.80
Foreur — Drill operator	1.75	1.70
Forgeron sur chantier — Blacksmith on the job	1.80	1.70
Gardien sur chantier — Watchman on the job	1.00	0.90
Journalier — Common Worker	1.60	1.50
Limeur de scie sur chantier — Saw filer (on the job)	2.10	1.90
Mécanicien en tuyauterie, plombier et poseur d'appareils de chauffage — Pipe mechanic, plumber and steamfitter:		
Compagnon — Journeyman	2.10	1.90
Compagnon senior en plomberie et junior en chauffage ou vice-versa — Journeyman, senior rating in plumbing and junior rating in steamfitting or vice versa	2.00	1.90
Compagnon junior — Junior journeyman	1.90	1.80
Mécanicien (millwright) — Millwright	1.75	1.60
Mécanicien de machine fixe ou portative sur les lieux du chantier — Engineman, stationary or portable, on the job	1.70	1.55
Peintre — Painter	1.95	1.85
Plâtrier — Plasterer	2.30	2.10
Poseur de marbre — Marble layer	2.10	2.10
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	2.10	2.10
Poseur de tuiles céramiques, mosaïque — Ceramic, mosaic tile layer	2.10	2.10
Poseur de tuiles, prélaits ou couvre-planchers — Tile, floor covering or oilcloth layer	2.05	1.95
Poseur de lattes (métal) — Lather (metal)	2.10	2.00
Poseur d'armature de fer (spécialisé) — Reinforcing steel erector (specialized)	2.10	2.00
Poseur d'appareils de chauffage à air chaud — Hot air heating system mechanic	2.10	2.00
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	2.10	2.10
Préposé aux béliers mécaniques — Bulldozers operator	1.85	1.75
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.80	1.65
Préposé aux grues — Crane operator	1.85	1.75
Préposé aux monte-charge — Freight elevator operator	1.75	1.65
Préposé aux malaxeurs de ciment et mortier — Cement and mortar mixer operator	1.65	1.55
Préposé aux pelles à vapeur, à gazoline, à l'électricité et aux niveleuses — Steam, gasoline, electric shovel and grader operator	1.90	1.70
Préposé aux rouleaux compresseurs (5 tonnes et plus) — Roller operator (5 tons or more)	1.90	1.70
Préposé aux chargeurs — Loader operator	1.80	1.70
Préposé aux rouleaux compresseurs (jusqu'à 5 tonnes) — Roller operator (up to 5 tons)	1.80	1.70
Râgleur d'asphalte (voirie) — Asphalt raker (roads)	1.65	1.65
Sableur, cireur et polisseur de plancher — Floor sander, waxer and polisher	1.95	1.85
Tailleur de pierre naturelle ou artificielle sur le chantier — Natural or artificial stone cutter (on the job)	2.10	2.10
Aide-tailleur de pierre — Stone cutter's helper	1.85	1.75
Mécanicien en fer ou bronze ornemental, sur chantier ou à l'atelier — Ornamental iron or bronze worker, on the job or in the shop	1.85	1.75
Vitrier — Glazier	1.80	1.70
Monteur de lignes (travail aérien) — Lineman (overhead work)	1.65	1.55
Monteur de lignes (travail terrestre) — Lineman (ground work)	1.55	1.45

Note: À compter du 1er mai 1964, tous ces taux de salaires seront majorés de \$0.10 l'heure.

À compter du 1er avril 1965, lesdits taux de salaires seront de nouveau majorés de \$0.10 l'heure.

Note: From May 1, 1964, the above rates of wages shall be increased by \$0.10 per hour.

From April 1, 1965, the said rates of wages shall again be increased by \$0.10 per hour.

*À compter du 1er mai
From May 1.
1963 1964 1965*

Électricien — Electrician:

Entrepreneur (services personnels) Contractor (personal services)..... \$3.40 \$3.50 \$3.65

Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage — Pipe mechanic, plumber and steamfitter:

Entrepreneur (services personnels) Contractor (personal services)..... 3.40 3.50 3.65

b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis:

Métiers requérant quatre (4) années d'apprentissage:

- 1ère année: 50% du salaire du compagnon
- 2ème année: 60% " "
- 3ème année: 70% " "
- 4ème année: 80% " "

Métiers requérant deux (2) années d'apprentissage:

- 1er semestre ou de 1 à 1,000 heures: 50% du salaire du compagnon
- 2ème semestre ou de 1,000 à 2,000 heures: 60% du salaire du compagnon
- 3ème semestre ou de 2,000 à 3,000 heures: 70% du salaire du compagnon
- 4ème semestre ou de 3,000 à 4,000 heures: 80% du salaire du compagnon

Électriciens, poseurs d'appareils de chauffage et plombiers:

	Zones	
	I	II
1ère année.....	\$1.05	\$0.95
2ème année.....	1.10	1.00
3ème année.....	1.30	1.15
4ème année.....	1.45	1.35

b) Minimum wages of apprentices: The following minimum rates of wages shall be paid to apprentices:

For trades requiring a four-year apprenticeship:

- 1st year: 50% of journeyman's rate
- 2nd year: 60% " "
- 3rd year: 70% " "
- 4th year: 80% " "

For trades requiring a two-year apprenticeship:

- 1st six months or from 1 to 1,000 hours: 50% of journeyman's rate
- 2nd six months or from 1,000 to 2,000 hours: 60% of journeyman's rate
- 3rd six months or from 2,000 to 3,000 hours: 70% of journeyman's rate
- 4th six months or from 3,000 to 4,000 hours: 80% of journeyman's rate

Electricians, steamfitters and plumbers:

	Zones	
	I	II
1st year.....	\$1.05	\$0.95
2nd year.....	1.10	1.00
3rd year.....	1.30	1.15
4th year.....	1.45	1.35

Note: Cette dernière échelle de salaires demeurera la même jusqu'au 31 mars 1966.

b-1) Salaires minima des surintendants ou contremaîtres: Tout surintendant ou contremaître appelé par son employeur à prendre la responsabilité de l'exécution d'un travail régi par le présent décret dont le coût (salaire, matériaux et sous-contrats compris) dépasse \$10,000.00, doit recevoir un boni de \$0.25 l'heure en rapport avec le minimum de salaire prévu pour son métier.

Pour les contrats de moins de \$10,000.00, ce boni doit être \$0.10 l'heure. »

16° Le paragraphe « j » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« j) *Transport quotidien, repas isolé:* La période de temps requise pour le transport quotidien du salarié du lieu de la place d'affaires de l'employeur au lieu où les travaux sont exécutés doit être payée par l'employeur au taux régulier.

De plus, si le salarié n'a pas fait huit (8) heures d'ouvrage pendant la journée, la période de temps requise pour le retour doit également être payée au taux régulier.

Le repas isolé est payable par l'employeur, sur présentation de reçus, à un taux n'excédant pas \$1.25. »

17° Les paragraphes « a », « b », « c » et « e » de l'article VI seront remplacés par les suivants:

« VI. *Durée du travail:* a) La durée régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures par semaine, réparties entre 8 a.m. et 6 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi avec une heure complète d'arrêt pour le dîner.

Toutefois, pour les briqueteurs, maçons et les journaliers y affectés, de même que pour les apprentis, les heures de travail seront de 7 a.m. à 6 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 7 a.m. à midi le vendredi formant une durée hebdomadaire de quarante-cinq (45) heures.

Note: This last scale of wages shall remain in force until March 31, 1966.

b-1) Minimum rates of superintendents or foremen: Superintendents or foremen required by their employer to take charge of a job the cost of which (including wages, material and sub-contracts) exceeds \$10,000.00, shall be paid a bonus of \$0.25 per hour in excess of the minimum rate established for his trade.

For contracts of less than \$10,000.00, such bonus shall be \$0.10 per hour. »

16. Paragraph "j" of article V will be replaced by the following:

« j) *Daily travelling, single meal:* Time required daily outside the place of business of the employer to travel to the site of the job shall be paid by the employer at regular rates.

Moreover, when the employee has not worked eight (8) hours during the day, travelling time from the job shall be paid to him at the regular rate.

Single meals shall be paid by the employer, upon production of receipts (not more than \$1.25). »

17. Paragraphs "a", "b", "c" and "e" of article VI will be replaced by the following:

« VI. *Duration of labour:* a) There shall be forty-five (45) hours of work per week distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, with one full hour for the noon meal.

However, for bricklayers, masons, their helpers (common workers) and apprentices the hours of work shall be from 7:00 a.m. to 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, from 7:00 a.m. to noon on Friday, making a weekly duration of forty-five (45) hours.

Si, pour des raisons de mauvaise température, ces salariés n'ont pas fait leurs quarante-cinq (45) heures dans les limites précitées, ils pourront travailler entre 1 p.m. et 6 p.m. le vendredi pour compléter leurs quarante-cinq (45) heures.

b) Les chauffeurs de camion et de tracteur sont employés sur une base hebdomadaire de cinquante-cinq (55) heures; les gardiens sur une base hebdomadaire de soixante-douze (72) heures, sans heure spécifiée pour le commencement et la fin de leur travail.

c) Les salariés travaillant à la construction et à la réparation des rues, des égouts, des installations d'utilités publiques (électricité, téléphone et aqueduc), sont employés sur une base maximum hebdomadaire de quarante-cinq (45) heures, sans limitation quotidienne de la durée du travail.

e) *Travail urgent*: Le travail urgent, c'est-à-dire celui qui doit être exécuté pour éviter des dommages à la personne et/ou à la propriété, peut être continué pendant une demi-heure après la durée quotidienne du travail au taux régulier pour tous les employés de la construction.

Cependant, si le salarié dépasse les heures de travail de plus d'une demi-heure, le taux et demi doit être payé à partir de la fin des heures régulières.

Quant aux employés sur la construction et la réparation des rues, égouts, des installations d'utilités publiques (électricité, téléphone et aqueduc), la semaine régulière peut se prolonger jusqu'à cinquante (50) heures. Cependant, dans tous les cas, la justification de cette urgence incombe à l'employeur.

18° Le paragraphe « i » suivant sera ajouté à l'article VI:

« i) *Réparation urgente*: Tout salarié appelé à son domicile pour aller exécuter un travail urgent aura droit à un minimum d'une (1) heure de salaire au taux qui s'applique, plus ses frais de déplacement. »

19° Les mots « et le jour de Noël » apparaissant au paragraphe « b » de l'article VII seront remplacés par les mots « le jour de Noël et les samedis après-midi ».

20° Le paragraphe « d » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« d) Tout artisan, entrepreneur, employeur ou professionnel qui désire exécuter ou faire exécuter du travail régi par le présent décret sur un chantier déterminé, en dehors des heures régulières déterminées au présent décret doit en aviser au préalable le Comité Paritaire par écrit en spécifiant l'adresse, et le lieu où ces travaux seront exécutés, la date du début de ces travaux, le nom des salariés qui y seront affectés.

Si l'artisan, entrepreneur, employeur ou employeur professionnel ne peut physiquement donner au préalable l'avis décrit au paragraphe précédent, il devra le faire dans les 48 heures suivant le commencement de tels travaux.

Tout travail urgent qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté pendant les périodes journalières de travail mentionnées à l'article VI du présent décret, peut être fait en d'autres périodes de la journée, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé. Cependant, tel travail demeure sujet à la durée journalière ou hebdomadaire déterminée audit article VI et aux dispositions du paragraphe « h » de l'article VI.

21° Le paragraphe « e » suivant sera ajouté à l'article VII:

« e) Les salariés de la première équipe, tenus de travailler sur la seconde, restent soumis aux dispositions du présent article. »

If, because of weather conditions, these employees have not worked their forty-five (45) hours during the above period, they may be required to work between 1:00 p.m. and 6:00 p.m. on Friday to complete their forty-five (45) hours.

b) Truck and tractor drivers are employed on a fifty-five (55) weekly basis; watchmen on a seventy-two hours (72) weekly basis, without specified hours of starting and finishing.

c) Employees working at the construction and repair of roads, sewers, public utilities installations (electricity, telephone and aqueducts), are employed on a weekly maximum basis of forty-five (45) hours, without daily limitation of the duration of work.

e) *Urgent work*: Urgent work, meaning work which must be performed to avoid injury or damages to persons and/or properties, may be continued for half an hour after the daily duration of labour, at the regular rate, by any of the building industry employees.

However, if an employee works more than one half-hour beyond the regular hours, time and one half shall be paid from the regular finishing time.

In the case of employees working at the construction and repair of roads, sewers, public utilities installations (electricity, telephone and aqueducts), the weekly duration may be extended to fifty (50) hours, but in all cases justification of the urgency shall lie with the employer.

18. The following paragraph "i" will be added to article VI:

"i) *Urgent repairs*: Every employee called at his home and required to do urgent work shall be entitled to a minimum equivalent to one (1) hour's pay at the prevailing rate, plus his transportation expenses."

19. The words "and Christmas Day" mentioned in paragraph "b" of article VII will be replaced by the words "Christmas Day and Saturday afternoon".

2° Paragraph "d" of article VII will be replaced by the following:

"d) Every artisan, contractor, employer or professional employer who wishes to execute or cause to be executed any work covered by the present decree on a job, outside the regular hours of the present decree, shall give previous notice to that effect in writing to the Parity Committee and mention the address and place where the work is to be executed, the date on which the work will begin, the name of the employees to be affected thereto.

Should the artisan, contractor, employer or professional employer be unable to give the previous notice hereabove referred to, he shall do so within the 48 hours following the beginning of the work.

All urgent work which for sufficient reasons, cannot be done in the regular periods of work mentioned in article VI of the present decree, may be executed in other periods of the day at regular rates providing the Parity Committee be notified to that effect. However, such work is always subject to the daily or weekly duration determined in the said article VI, and to the provisions of paragraph "h" of article VI.

21. The following paragraph "e" will be added to article VII:

"e) Employees of the first shift required to work the second shift remain subject to the provisions of the present article."

22° Le paragraphe « b » de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

« b) Tous les artisans, salariés, entrepreneurs, employeurs et employeurs professionnels devront arrêter tout travail régi par le présent décret aussi bien sur les chantiers qu'à l'atelier, durant la première semaine complète du mois d'août.

Toutefois, les travaux d'entretien de nature urgente définis au paragraphe « e » de l'article VI du présent décret pourront être exécutés au taux régulier. »

23° Le paragraphe « c » de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

« c) Rémunération pour congés payés: La rémunération payable au salarié par l'employeur est établie comme suit:

1° À la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacune de ses salariés assujettis au présent décret la somme équivalente à 4% du salaire brut hebdomadairement gagné.

2° À la fin de chaque mois, il enverra au Comité paritaire des Métiers de la Construction pour et au nom de chacun de ses salariés les montants ainsi crédités durant le mois, en mentionnant le nom, l'adresse, le métier et le taux de salaires de chacun de ses salariés. Ces rapports devront parvenir au Comité paritaire dans les premiers 15 jours du mois en cours, pour le mois précédent.

3° Ces feuilles de rapport seront fournies par le Comité paritaire.

4° Le Comité paritaire déposera les sommes ainsi perçues dans un compte séparé et en accusera réception à l'employeur et aux salariés sur reçus spéciaux à ces fins. Il assignera deux de ses membres (un représentant patronal et un représentant ouvrier) à la surveillance de l'administration de ce fond.

5° Pour l'administration des argents perçues pour congés payés, le Comité paritaire jouira des intérêts de banque des sommes qu'il aura sous sa responsabilité.

6° La période de prestation pour congés payés s'étend du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante.

7° Le Comité paritaire devra remettre aux salariés leur dû pour congés payés du 1er au 30 juin, par lettre recommandée.

8° Tout salarié qui n'aura pas réclamé ses dûs pour congés payés le 1er janvier suivant n'aura plus recours contre le Comité paritaire.

9° À l'occasion du décès d'un salarié, ses héritiers légaux pourront réclamer immédiatement les dûs pour congés payés de ce salarié.

10° Nul ne pourra réclamer, avant le 1er juin de chaque année, ses dûs pour congés payés.

11° Les crédits pour congés payés aux salariés sont incessibles. »

24° Le paragraphe « i » de l'article X sera remplacé par le suivant:

« i) Toute personne désirant obtenir un carnet d'apprentissage pour un des métiers régis par le présent décret devra fournir une preuve d'engagement chez un entrepreneur professionnel.

Le Comité paritaire ne peut émettre un deuxième carnet d'apprentissage à une personne en détenant déjà un pour un métier différent à moins du renoncement par cette personne à son premier carnet de l'autre métier. »

25° L'article XV sera remplacé par le suivant:

« XV. *Duration of the decree:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite,

22. Paragraph "b" of article VIII will be replaced by the following:

"b) All artisans, employees, contractors, employers and professional employers shall cause no work covered by the present decree, on the job as well as in the shop, to be executed in the first complete week in August.

However, urgent maintenance work, as defined in paragraph "e" of article VI of the present decree, may be executed at straight time."

23. Paragraph "c" of article VIII will be replaced by the following:

"c) *Vacation pay:* The remuneration payable by the employer is established as follows:

1. At the end of each week, the employer shall credit to every one of his employees covered by the present decree a sum equivalent to 4% of the gross weekly earnings.

2. At the end of each month, he shall forward to the Building Trades Parity Committee, for, and in the name of, every one of his employees the amounts so credited in the month and shall mention the name and address, the trade and the wage rate of every one of his employees. Such reports shall reach the Parity Committee in the first 15 days of the current month and shall cover the month preceding.

3. The report form shall be supplied by the Parity Committee.

4. The Parity Committee shall deposit such sums in a separate account and shall acknowledge receipt thereof to the employer and the employee on special receipt forms. It shall assign two of its members (an employers' and an employees' representative to the supervising of the administration of such fund.

5. For the administration of the sums collected for the payment of holidays with pay, the Parity Committee shall be entitled to the bank interests in connection with the sums for which it is responsible.

6. The vacation-with-pay-credit period extends from May 1st of one year to April 30th of the next year.

7. The Parity Committee shall remit the vacation pay to the employees from June 1st to June 30th; such remittance shall be made by registered letter.

8. Every employee who has not claimed his vacation pay by January 1st of the following year will have no claim whatever on the Parity Committee.

9. In the event of the decease of an employee, his legal heirs may immediately claim any vacation pay owed to such employee.

10. No one may, before June 1st of each year, claim the vacation pay owed to him.

11. Employees' vacation credits are not negotiable."

24. Paragraph "i" of article X will be replaced by the following:

"i. Every one who wishes to obtain an apprenticeship booklet in one of the trades regulated by the present decree shall produce a proof of employment with a professional employer.

The Parity Committee shall not issue a second apprenticeship booklet to a person already holding one in another trade unless such person gives up his first booklet."

25. Article XV will be replaced by the following:

"XV. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until March 31, 1966. It shall then renew itself automatically from

à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Si l'une des parties contractantes désire apporter des amendements au décret, elle doit les présenter à l'autre partie avant le premier jour de janvier de chaque année et les négociations devront se commencer durant le mois de janvier, sauf s'il y a recours à la conciliation.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 30 mars 1963.

2493-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Roberval, établi en exécution du décret numéro 194-B du 19 mars 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 432 du 19 mars 1963, section « B », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 mars 1963 au 28 mars 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité à \$80.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou

year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) day to the thirtieth (30th) day preceding March 31 of the year 1966 or of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

Should one of the contracting parties wish to amend the decree, if shall submit same to the other party before January 1st of each year and negotiations shall begin in the month of January, except when the parties resort to conciliation."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, March 30, 1963.

2493-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Automobile Industry of the county of Roberval, formed under decree number 194-B of March 19, 1959, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 432 of March 19, 1963, Section "B", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from March 28, 1963 to March 28, 1964; it is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 194 (B) and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 194 (B) and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage rate fixed by the committee at \$80.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 194 (B) and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or

avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du Comté de Roberval, pour la période comprise entre le 28 mars 1963 et le 28 mars 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE ROBERVAL

Siège social: Dolbeau

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 28 mars 1963 et le 28 mars 1964.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,400.00
Artisans	2,000.00
Salariés	3,400.00
Certificats	200.00
	\$9,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire	\$3,000.00
Inspecteur	1,000.00
Loyer de bureau	950.00
Frais légaux	325.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	600.00
Vérification des livres	105.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Bureau des Examineurs	500.00
Frais de déplacement du président et des membres et délégations	1,400.00
Jetons de présence aux membres du Comité	800.00
Publicité	100.00
Dépenses diverses et imprévus	215.00
	\$9,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 30 mars 1963. 2493-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro

before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments enacted by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) day's notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March, 31 June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity committee of the Automobile Industry of the county of Roberval for the period between March 28, 1963 and March 28, 1964.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF THE COUNTY OF ROBERVAL

Head office: Dolbeau

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 28, 1963 and March 28, 1964.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$3,400.00
Artisans	2,000.00
Employees	3,400.00
Certificates	200.00
	\$9,000.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary	\$3,000.00
Inspector	1,000.00
Office rent	950.00
Legal fees	325.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	600.00
Audition	105.00
Insurance and Fidelity bond	5.00
Board of examiners	500.00
Travelling expenses of the chairman and members and delegations	1,400.00
Members attendance fees	800.00
Publicity	100.00
Various and unforeseen expenses	215.00
	\$9,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 30, 1963. 2493-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Saint-Hyacinthe, formed under decree number 1010 of

1010 du 26 septembre 1956 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 432 du 19 mars 1963, section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1963 au 31 mars 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1010 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 1010 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, commissions et allocations reçues.

c) Les artisans assujettis audit décret numéro 1010 et amendements doivent verser au Comité paritaire les sommes suivantes:

i. Les artisans barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour dames des zones I et II: \$0.30 par semaine ou \$1.30 par mois.

ii. Les artisans barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour dames de la zone III: \$0.25 par semaine ou \$1.10 par mois.

Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par ledit décret numéro 1010 et amendements est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport mensuel, sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les salaires, commissions et allocations payés et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois; ledit rapport doit couvrir le mois précédent.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité, en même temps que sa propre cotisation.

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations au Comité paritaire, le ou avant le 10 de chaque mois; ces cotisations doivent couvrir le mois précédent.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

September 26, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 432 of March 19, 1963, section "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1963 to March 31, 1964; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1010, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ to 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The employers governed by the decree 1010, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

c) The artisans governed by the decree number 1010, and amendments, shall pay the following assessments to the Parity Committee:

i. Barbers, ladies' male and female hairdressers artisans of Zones I and II: \$0.30 per week or \$1.30 per month.

ii. Barbers, ladies' male and female hairdressers artisans of Zone III: \$0.25 per week or \$1.10 per month.

Any employer or professional employer who plies one of the trades subject to the decree number 1010 and amendments is considered as an artisan for the purposes of the present by-law.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed report forms indicating the name in full and the residence of each employee in his employ, their qualification, the wages and percentages paid and the amounts paid to the Parity Committee.

The professional employer shall have the report made and sent to the Parity Committee, on or before the 10th day of each month; the report shall cover the month preceding.

The professional employer shall deduct, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee, together with this own assessments.

The professional employer and the artisan shall send their assessments to the Parity Committee, on or before the 10th day of each month; the assessments shall cover the month preceding.

The levy imposed by the present decree is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 31 mars 1964.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET
COIFFEURS DE SAINT-HYACINTHE

Siège social: 7940 rue Bernard,
Saint-Hyacinthe, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 31 mars 1964.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 850.00
Salariés.....	850.00
Artisans.....	2,250.00
Honoraires d'examens.....	350.00
Cours d'hygiène.....	735.00
Divers.....	140.00
	\$5,175.00

Déboursés:

Salaires des employés.....	\$1,500.00
Frais de déplacement des membres, frais d'enquêtes et d'inspections... ..	1,300.00
Impressions, papeterie, publicité.....	250.00
Poste, téléphone.....	250.00
Jetons de présence.....	360.00
Bureau des examinateurs.....	350.00
Cours d'hygiène.....	735.00
Frais judiciaires et professionnels.....	150.00
Loyer et frais divers.....	280.00
	\$5,175.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1963. 2493-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et Iberville, établi en exécution du décret numéro 666 du 15 juin 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 432 du 19 mars 1963, section « H », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1963 au 1er avril 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 666 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 666 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé par ledit Comité à \$80.00 par semaine, soit une cotisation de \$0.40.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barber's and Hairdressers' Parity Committee of Saint-Hyacinthe for the period between April 1, 1963, and March 31, 1964.

THE BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY
COMMITTEE OF SAINT-HYACINTHE

Head Office: 7940 Bernard Street,
Saint-Hyacinthe, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1963 and March 31, 1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 850.00
Employees.....	850.00
Artisans.....	2,250.00
Examination fees.....	350.00
Hygiene courses.....	735.00
Miscellaneous.....	140.00
	\$5,175.00

Disbursements:

Employees' salaries.....	\$1,500.00
Travelling expenses of members of Committee, investigations and in- spections.....	1,300.00
Printing, stationery, publicity.....	250.00
Postage, telephone.....	250.00
Meeting attendance fees.....	360.00
Board of examiners.....	350.00
Hygiene courses.....	735.00
Legal and professional fees.....	150.00
Rent and general expenses.....	280.00
	\$5,175.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1963. 2493-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of St. John and Iberville, formed under decree number 666 of June 15, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 432 of March 19, 1963, section "H", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans, the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1963 to April 1, 1964, it is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 666 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 666 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wages established by the said committee at \$80.00 per week, i.e. an assessment of \$0.40.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 666 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 666 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et Iberville, pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 1er avril 1964.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS COIFFEURS DE ST-JEAN ET IBERVILLE

Siège social: St-Jean, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 1er avril 1964.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Artisans	\$3,600 00
Employeurs professionnels	1,552 50
Salariés	352 50
	<hr/>
	\$5,505 00

Déboursés:

Salaires	\$3,640 00
Frais d'inspection	457 00
Bureau des examinateurs	170 00
Honoraires légaux	200 00
Loyer	84 00
Téléphone	180 00
Frais de vérification	120 00
Assurance-chômage	94 00
Papeterie et Impression	250 00

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their reports and forward them to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and of the employees. The Committee may have the said report signed under oath when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given five (5) days, notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of The Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of St. John and Iberville, for the period between April 1, 1963 and April 1, 1964.

THE BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE OF ST. JOHN AND IBERVILLE

Head office: St. John's, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1963 and April 1, 1964.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Artisans	\$3,600 00
Professional employers	1,552 50
Employees	352 50
	<hr/>
	\$5,505 00

Disbursements:

Salaries	\$3,640 00
Inspection expenses	457 00
Board of examiners	170 00
Legal fees	200 00
Rent	84 00
Telephone	180 00
Auditing	120 00
Unemployment insurance	94 00
Stationery and Printing	250 00

Frais de banque	\$ 15.00
Timbres	100.00
Congrès, délégation	125.00
Divers	70.00
	\$5,505.00

Bank charges	\$ 15.00
Postage	100.00
Congress, delegation	125.00
Miscellaneous	70.00
	\$5,505.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1963. 2493-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1963. 2493-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay, établi en exécution du décret numéro 977 du 14 juin 1960, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 432 du 19 mars 1963, section « G », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1963 au 31 mars 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 977 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commission ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 977 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen du compagnon fixé par le Comité à \$80.00 par semaine. Tout employeur professionnel ou employeur qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 977, est considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 977 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération salaire fixe, pourcentages, commission, allocations ou bonis.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois, soit avant le 10 du mois suivant la date d'expiration.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Saguenay Barbers and Hairdressers Parity Committee, formed under decree number 977 of June 14, 1960, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 432 of March 19, 1963, Section "G", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 31, 1963 to March 31, 1964; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 977, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll, as regards employees governed by the said decree, including regular wages, percentages bonuses and commission.

b) All artisans subject to the said decree, number 977 and amendments, shall pay to the Parity Committee assessments of ½ of 1% based on the average wage of the journeyman fixed by the committee at \$80.00 a week. All professional or other employers plying themselves any one of the trades regulated by the decree number 977 are also considered, for the purposes of this by-law, as artisans.

c) The employees governed by the said decree, number 977 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their regular wages percentages commissions, allowances or bonuses.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month, that is before the 10th of the following month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and his employees. The Parity Committee may require sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay, pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 31 mars 1964.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DU SAGUENAY

Siège social: Chicoutimi

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 31 mars 1964.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$2,100.00
Salariés.....	2,100.00
Artisans.....	3,800.00
Honoraires d'examens.....	300.00
Recettes diverses.....	300.00
	<hr/>
	\$8,600.00

<i>Déboursés:</i>	
Assurances.....	\$ 30.00
Frais de banque.....	25.00
Frais de déplacements du président et des membres.....	900.00
Frais d'inspections.....	550.00
Frais légaux et vérification.....	400.00
Frais des examens (Bureaux des examinateurs).....	225.00
Jetons de présence, membres du Comité.....	450.00
Loyer du bureau.....	600.00
Papeterie, accessoires de bureau.....	150.00
Publicité.....	60.00
Souscriptions et abonnements.....	60.00
Salaires.....	4,700.00
Téléphone, timbres et taxes.....	300.00
Divers et imprévus.....	150.00
	<hr/>
	\$8,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1963. 2493-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 1284 du 15 novembre 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 432 du 19 mars 1963, section « F », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

The levy imposed by the present by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without previous notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or give the required information, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of The Saguenay Barbers and Hairdressers Parity Committee for the period between April 1, 1963 and March 31, 1964.

THE SAGUENAY BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE

Head office: Chicoutimi

Estimate of receipts and expenditures for the period between April 1, 1963 and March 31, 1964.

<i>Receipts:</i>	
Levy (1/2 of 1%):	
Professional employers.....	\$2,100.00
Employees.....	2,100.00
Artisans.....	3,800.00
Examinations fees.....	300.00
Miscellaneous.....	300.00
	<hr/>
	\$8,600.00

<i>Disbursements:</i>	
Insurances.....	\$ 30.00
Bank charges.....	25.00
Travelling expenses of president and members.....	900.00
Inspections expenses.....	550.00
Legal fees and auditing.....	400.00
Examinations expenses (Boards of examiners).....	225.00
Attendance fees, members of the committee.....	450.00
Rent.....	600.00
Stationery, office fixtures.....	150.00
Publicity.....	60.00
Subscriptions.....	60.00
Salaries.....	4,700.00
Telephone, postage and taxes.....	300.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	150.00
	<hr/>
	\$8,600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1963. 2493-0

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec formed under decree number 1284 of November 15, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 432 of March 19, 1963, section "F" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1963 au 31 mars 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1284 et amendements doivent verser à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1284 et amendements doivent verser à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1284 et amendements doivent verser à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ladite Commission. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir à la Commission à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom de la Commission, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. La Commission a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 31 mars 1964.

LA COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE
CHEMISE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Siège social: 445 Jean Talon Ouest,
Montréal, P. Q.

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1, 1963 to March 31, 1964, the levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec, an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Commission shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Commission every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Commission, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and those of his employees. The Commission is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

Five (5) days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay his assessments or to give the necessary information to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec for the period between April 1, 1963, and March 31, 1964.

THE JOINT COMMISSION FOR THE SHIRT
INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Head office: 445 Jean Talon West,
Montreal, P.Q.

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 31 mars 1964.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$41,500.00
Salariés.....	41,500.00
Divers.....	2,000.00
	\$85,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Bureau.....	\$25,000.00
Inspecteurs.....	24,000.00
Loyer et taxes.....	5,600.00
Dépenses générales.....	1,500.00
Téléphone.....	650.00
Éclairage.....	200.00
Dépenses de voyages des inspecteurs.....	6,000.00
Impressions, fournitures de bureau.....	2,000.00
Frais légaux.....	10,000.00
Frais de vérification.....	1,000.00
Assurances.....	2,200.00
Timbres et frais postaux.....	500.00
Frais de banque.....	150.00
Frais de déplacements des membres.....	1,900.00
Achats — agencements.....	2,500.00
Fonds de pension (part de l'employeur).....	1,800.00
	\$85,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1963. 2493-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 330 du 19 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 432 du 19 mars 1963, section « D », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 mars 1963 au 27 mars 1964 inclusivement; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 330 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 330 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, le nombre d'heures de

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1963 and March 31, 1964.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$41,500.00
Employees.....	41,500.00
Miscellaneous.....	2,000.00
	\$85,000.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Office.....	\$25,000.00
Inspectors.....	24,000.00
Rent and taxes.....	5,600.00
General expenses.....	1,500.00
Telephone.....	650.00
Lighting.....	200.00
Travelling expenses of inspectors.....	6,000.00
Printing and office equipment.....	2,000.00
Legal fees.....	10,000.00
Auditors.....	1,000.00
Insurance.....	2,200.00
Stamps and postage.....	500.00
Bank charges.....	150.00
Travelling expenses of members.....	1,900.00
Purchases — Agios.....	2,500.00
Pension fund (employers' share).....	1,800.00
	\$85,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1963. 2493-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tanners and Curriers Joint Committee for the Province of Quebec, formed under decree number 330 of March 19, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 432 of March 19, 1963, section "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 28, 1963, to March 27, 1964 inclusive; this levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 330 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 330 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be indicated the name in full and address of each employee in their employ, his qualification, the number of regular and overtime

travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Tanneries et Corroieries de la Province de Québec, pour la période comprise entre le 28 mars 1963 et le 27 mars 1964 inclusivement.

COMITÉ PARITAIRE DES TANNERIES ET CORROIERIES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 28 mars 1963 et le 27 mars 1964 inclusivement.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 5,400.00
Salariés	5,400.00
	\$10,800.00

Déboursés:

Salaires	\$ 8,400.00
Dépenses d'inspections	500.00
Loyer et éclairage	600.00
Impression et papeterie	70.00
Poste et téléphone	75.00
Échange (banque)	10.00
Jetons de présence	120.00
Frais de déplacement des membres	900.00
Assurance	25.00
Vérification des livres	100.00
	\$10,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1963. 2493-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 643 du 29 mai 1953, a été autorisé

hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees, by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall transmit his monthly report to the Parity Committee on or before the tenth day of the month following the date of expiration of the period for which it is required. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee may have the reports sworn to when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer and the employee, without notice from the Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following date: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Tanners and Curriers Joint Committee for the Province of Quebec for the period between March 28, 1963 and March 27, 1964, inclusive.

THE TANNERS AND CURRIERS JOINT COMMITTEE FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between March 28, 1963 and March 27, 1964, inclusive.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 5,400.00
Employees	5,400.00
	\$10,800.00

Disbursements:

Salaries	\$ 8,400.00
Inspection expenses	500.00
Rent and lighting	600.00
Printing and stationery	70.00
Postage and telephone	75.00
Bank exchange	10.00
Meeting expenses	120.00
Members' travelling expenses	900.00
Insurance	25.00
Auditing	100.00
	\$10,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1963. 2493-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and district, formed under decree number 643 of May 29, 1953, has been authorized by a by-law

par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 432 du 19 mars 1963, section « C », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1963 au 31 mars 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% d'une rémunération moyenne de \$80.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois suivant celui pour lequel il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de la Fourrure de Montréal et du district pour la période comprise entre le 1er avril 1963 et le 31 mars 1964.

approved by Order in Council number 432 of March 19, 1963, section "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1963 to March 31, 1964; the levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of an average remuneration of \$80.00 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following particulars shall be given: the hours of work, the wages paid for the current week and the sums sent to the Parity Committee.

Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the same of the Committee, the assessments owed by their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of each month for the month elapsed; the report shall be sent together with the assessments of professional employers and those of their employees. The Committee may have such reports sworn to every time it deems it advisable.

Assessments payable under this by-law are payable every month by professional employers, artisans and employees, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations of the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and district for the period between April 1, 1963 and March 31, 1964.

**LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE DÉTAIL DE LA FOURRURE
DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT**

Siège social: 1290 rue St-Denis,
suite 84, Montréal

État des recettes et des déboursés probables pour
la période comprise entre le 1er avril 1963 et
le 31 mars 1964.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 6,000.00
Salariés	6,000.00
Artisans	2,500.00
	\$14,500.00

Déboursés:

Inspection, salaires et frais de dépla- cement	\$ 7,150.00
Secrétaire	2,220.00
Bureau, éclairage et téléphone	1,000.00
Dépenses d'assemblées, timbres, pa- peterie, etc	3,400.00
Vérification	200.00
Frais légaux	150.00
Dépenses diverses	380.00
	\$14,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1963. 2493-o

**RETAIL FUR TRADE
JOINT COMMITTEE OF MONTREAL
AND DISTRICT**

Head Office: 1290 St. Denis Street
room, 84, Montreal

Estimate of receipts and disbursements for the
period between April 1, 1963 and March 31,
1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 6,000.00
Employees	6,000.00
Artisans	2,500.00
	\$14,500.00

Disbursements:

Inspection, salaries and travelling ex- penses	\$ 7,150.00
Secretary	2,220.00
Office, lighting and telephone	1,000.00
Meeting expenses, postage, statione- ry, etc	3,400.00
Audition	200.00
Legal fees	150.00
Miscellaneous expenses	380.00
	\$14,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1963. 2493-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses
autres royaumes et territoires, Chef du Com-
monwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou
qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur
général,
C.-E. CANTIN. } **A**TTENDU que l'arti-
cle 18 de la Loi des
agences d'investigation ou
de sécurité (10-11 Eliza-
beth II, chapitre 13), décrète ce qui suit:

« L'article 11 de la présente loi entre en vigueur
le jour de sa sanction.

Les autres dispositions entreront en vigueur
à la date qui sera fixée par proclamation du lieuten-
ant-gouverneur en conseil. »

ATTENDU QUE cette loi a été sanctionnée le 16
mai 1962 et qu'en conséquence l'article 11 est en
vigueur depuis cette date.

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au premier
avril 1963 la date de l'entrée en vigueur des
autres dispositions de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de
Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret
portant le numéro 408, en date du 19 mars 1963,
et conformément aux dispositions de l'article 18
de la Loi des agences d'investigation ou de sécu-
rité, Nous avons décrété et ordonné et, par les

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God, Queen of the United Kingdom, of Canada
and other Realms and Territories, Head of
the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall
come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

C.-E. CANTIN, } **W**HEREAS that section
Assistant Attorney } 18 of the Detective
General. } or Security Agencies Act
(10-11 Elizabeth II, chapter
13), enacts the following:

"Section 11 of the present act enters into force
on the day of its sanction.

The other provisions shall enter into force on
the date which shall be fixed by proclamation
from the Lieutenant-Governor in Council."

WHEREAS this act was sanctioned on May 16,
1962 and that therefore section 11 is in force as
from this date;

WHEREAS it is expedient to fix April first,
1963 as the date of the entry into force of the
other provisions of this act.

THEREFORE, with the consent and advice of
Our Executive Council, expressed in a decree
bearing number 408, dated March 19, 1963,
and in accordance with the provisions of section
18 of the Detective or Security Agencies Act, We
have enacted and ordained and, by these presents,

présentes, décrétions et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur des dispositions de la Loi des agences d'investigation ou de sécurité (10-11 Elizabeth II, chapitre 13), sauf l'article 11, soit fixé au premier avril 1963.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, c.p., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

2436-0

RAYMOND DOUVILLE.

enact and ordain that the date of entry into force of the provisions of the Detective or Security Agencies Act (10-11 Elizabeth II, chapter 13), save section 11, be fixed on April first, 1963.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trust and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given in Our Government House, at Quebec, this twenty-seventh day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-three and in the twelfth year of Our Reign.

By Command,

RAYMOND DOUVILLE,

2436

Assistant Secretary of the Province.

Soumissions

Village de St-Pie Comté de Bagot

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mlle Jeanne Leduc, secrétaire-trésorière, St-Pie, comté de Bagot, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 16 avril 1963, pour l'achat de \$36,000 d'obligations du village de St-Pie, comté de Bagot, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 168 et 169 — emprunt de renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$36,000 — 15 ans

Année	Capital
1er mai 1964	\$ 2,000
1er mai 1965	2,000
1er mai 1966	2,000
1er mai 1967	2,000
1er mai 1968	2,000
1er mai 1969	2,500
1er mai 1970	2,500
1er mai 1971	2,500
1er mai 1972	2,500
1er mai 1973	2,500
1er mai 1974	2,500
1er mai 1975	2,500
1er mai 1976	2,500
1er mai 1977	3,000
1er mai 1978	3,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que

Tenders

Village of St-Pie County of Bagot

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss Jeanne Leduc, secretary-treasurer, St-Pie, county of Bagot, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, April 16, 1963, for the purchase of an issue of \$36,000 of bonds for the village of St-Pie, county of Bagot, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 168 and 169 — loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$36,000 — 15 years

Year	Capital
May 1, 1964	\$ 2,000
May 1, 1965	2,000
May 1, 1966	2,000
May 1, 1967	2,000
May 1, 1968	2,000
May 1, 1969	2,500
May 1, 1970	2,500
May 1, 1971	2,500
May 1, 1972	2,500
May 1, 1973	2,500
May 1, 1974	2,500
May 1, 1975	2,500
May 1, 1976	2,500
May 1, 1977	3,000
May 1, 1978	3,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table of redemption only, and that offers for short term

les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Pie, comté de Bagot.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 avril 1963, à 8 heures du soir, en la salle publique, St-Pie, comté de Bagot.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Pie, (Comté de Bagot), ce 22 mars 1963.

La Secrétaire-trésorière,
Mlle JEANNE LEDUC.

Adresse postale: C.P. 5,

St-Pie, (Bagot), P.Q.

Tél.: PR-2-2233, code 514. 2470-0

Cité de Pointe-Claire
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné O. Nicholson, greffier, Hôtel de Ville, 451, Montée St-Jean, Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8.15 heures p.m., mardi, le 16 avril 1963, pour l'achat de \$1,250,000 d'obligations de la cité de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 750 — 1ère tranche de \$650,000 — aqueduc, égouts, drainage et chaînes de trottoirs, etc.; 767 — \$160,000 — aqueduc, égouts et drainage; 780 — \$36,500 — aqueduc, égouts, drainage, trottoirs, etc.; 807 — \$21,000 — aqueduc, chaînes de trottoirs, éclairage, etc.; 821 — \$10,800 — chaînes de trottoirs; 822 — \$10,300 — chaînes de trottoirs; 830 — \$10,700 — aqueduc et égouts; 843 — \$20,000 — aqueduc et égouts; 857 — \$3,800 — drainage; 858 — 1ère tranche de \$47,000 — aqueduc, égouts, drainage, voirie, etc.; 879 — \$8,000 — drainage et trottoirs; 880 — \$17,500 — drainage; 885 — \$11,000 — drainage, chaînes de trottoirs, etc.; 892 — \$16,400 — aqueduc, égouts et drainage; 895 — \$227,000 — 1ère tranche — aqueduc, égouts, drainage et chaînes de trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$1,250,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964	\$ 34,000
1er mai 1965	36,000
1er mai 1966	38,000
1er mai 1967	40,000
1er mai 1968	43,000

bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Pie, county of Bagot.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, April 16, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the public hall, St-Pie, county of Bagot.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Pie, (County of Bagot), March 22, 1963.

MISS JEANNE LEDUC,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 5,

St-Pie, (Bagot), P.Q.

Tel.: PR-2-2233, code 514. 2470

City of Pointe-Claire
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned O. Nicholson, City Clerk, City Hall, 451 Montée St-Jean, Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier, until 8:15 o'clock p.m., on Tuesday, April 16, 1963, for the purchase of an issue of \$1,250,000 of bonds for the city of Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 750 — 1st block of \$650,000 — aqueduct, sewers, drainage curbstones, etc.; 767 — \$160,000 — aqueduct, sewers and drainage; 780 — \$36,500 — aqueduct, sewers, drainage, sidewalks, etc.; 807 — \$21,000 — aqueduct, curbstones, lighting, etc.; 821 — \$10,800 — curbstones; 822 — \$10,300 — curbstones; 830 — \$10,700 — aqueduct and sewers; 843 — \$20,000 — aqueduct and sewers; 857 — \$3,800 — drainage; 858 — 1st block of \$47,000 — aqueduct, sewers, drainage, roadwork, etc.; 879 — \$8,000 — drainage and sidewalks; 880 — \$17,500 — drainage; 885 — \$11,000 — drainage, curbstones, etc.; 892 — \$16,400 — aqueduct, sewers and drainage; 895 — \$227,000 — 1st block — aqueduct, sewers, drainage and curbstones, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,250,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964	\$ 34,000
May 1, 1965	36,000
May 1, 1966	38,000
May 1, 1967	40,000
May 1, 1968	43,000

1er mai 1969	\$ 45,000	May 1, 1969	\$ 45,000
1er mai 1970	48,000	May 1, 1970	48,000
1er mai 1971	52,000	May 1, 1971	52,000
1er mai 1972	55,000	May 1, 1972	55,000
1er mai 1973	57,000	May 1, 1973	57,000
1er mai 1974	61,000	May 1, 1974	61,000
1er mai 1975	65,000	May 1, 1975	65,000
1er mai 1976	69,000	May 1, 1976	69,000
1er mai 1977	72,000	May 1, 1977	72,000
1er mai 1978	76,000	May 1, 1978	76,000
1er mai 1979	81,000	May 1, 1979	81,000
1er mai 1980	87,000	May 1, 1980	87,000
1er mai 1981	92,000	May 1, 1981	92,000
1er mai 1982	96,000	May 1, 1982	96,000
1er mai 1983	103,000	May 1, 1983	103,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 avril 1963 à 8.15 heures du soir, Hôtel de Ville, 451, Montée St-Jean, Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, (Comté de Jacques-Cartier), ce 26 mars 1963.

Le Greffier,
O. NICHOLSON.

Hôtel de Ville, 451, Montée St-Jean,
Pointe-Claire, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 697-0770. 2508-o

Municipalité de Ste-Anne-des-Monts Comté de Gaspé-Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges-David L'Italien, secrétaire-trésorier, Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Ouest, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 16 avril 1963, pour l'achat de \$134,500 d'obligations de la municipalité de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Ouest, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 157 — travaux d'aqueduc, d'égouts et de protection contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1963.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, April 16, 1963, at 8:15 o'clock p.m., in the city Hall, 451 Montée St-Jean, Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire, (County of Jacques-Cartier), March 26, 1963.

O. NICHOLSON,
City Clerk.

City Hall, 451 Montée St-Jean,
Pointe-Claire, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 697-0770. 2508

Municipality of Ste-Anne-des-Monts County of Gaspé-West

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges-David L'Italien, secretary-treasurer, Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-West, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, April 16, 1963, for the purchase of an issue of \$134,500 of bonds for the municipality of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-West, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 157 — work in aqueduct, in sewers and in protection against fire.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$134,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964	\$ 1,500
1er mai 1965	2,000
1er mai 1966	2,000
1er mai 1967	2,000
1er mai 1968	2,000
1er mai 1969	2,500
1er mai 1970	2,500
1er mai 1971	2,500
1er mai 1972	2,500
1er mai 1973	3,000
1er mai 1974	3,000
1er mai 1975	3,000
1er mai 1976	3,500
1er mai 1977	3,500
1er mai 1978	4,000
1er mai 1979	4,000
1er mai 1980	4,500
1er mai 1981	4,500
1er mai 1982	5,000
1er mai 1983	77,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 avril 1963, à 8 heures du soir, au Palais de Justice, Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-des-Monts, (Comté de Gaspé-Ouest), ce 27 mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

GEORGES-DAVID L'ITALIEN.

Adresse postale: C.P. 266,

Ste-Anne-des-Monts, (Gaspé-Ouest), P.Q.

Téléphone: 378.

2510-0

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-de-Sorel

Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. B. Lavallée, secrétaire-trésorier, Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 15 avril 1963, pour l'achat de \$113,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$134,500 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964	\$ 1,500
May 1, 1965	2,000
May 1, 1966	2,000
May 1, 1967	2,000
May 1, 1968	2,000
May 1, 1969	2,500
May 1, 1970	2,500
May 1, 1971	2,500
May 1, 1972	2,500
May 1, 1973	3,000
May 1, 1974	3,000
May 1, 1975	3,000
May 1, 1976	3,500
May 1, 1977	3,500
May 1, 1978	4,000
May 1, 1979	4,000
May 1, 1980	4,500
May 1, 1981	4,500
May 1, 1982	5,000
May 1, 1983	77,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-West.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, April 16, 1963, at 8:00 o'clock p.m. in the Court House, Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-West.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-des-Monts, (County of Gaspé-West), March 27, 1963.

GEORGES-DAVID L'ITALIEN,

Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 266,

Ste-Anne-des-Monts, (Gaspé-West), P.Q.

Telephone: 378.

2510

The school commissioners for the municipality of Ste-Anne-de-Sorel

County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. B. Lavallée, secretary-treasurer, Ste-Anne-de-Sorel, county of Richelieu, until 8:00 o'clock p.m. on Monday, April 15, 1963, for the purchase of an issue of \$113,000, of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Anne-de-Sorel, county of Richelieu, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusive, with interest at a rate not less than 5%,

taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 29 novembre 1962 — telle que modifiée — agrandissement de l'école élémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$113,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964.....	x \$22,500
1er mai 1965.....	x 23,500
1er mai 1966.....	x 25,000
1er mai 1967.....	1,500
1er mai 1968.....	1,500
1er mai 1969.....	1,500
1er mai 1970.....	2,000
1er mai 1971.....	2,000
1er mai 1972.....	2,000
1er mai 1973.....	2,000
1er mai 1974.....	2,000
1er mai 1975.....	2,500
1er mai 1976.....	2,500
1er mai 1977.....	2,500
1er mai 1978.....	3,000
1er mai 1979.....	3,000
1er mai 1980.....	3,000
1er mai 1981.....	3,500
1er mai 1982.....	3,500
1er mai 1983.....	4,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$75,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de \$25,000, chacun de 1964 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 15 avril 1963 à 8 heures du soir, en la salle du Couvent de Ste-Anne-de-Sorel, Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Sorel, (Comté de Richelieu), ce 27 mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
J. B. LAVALLÉE.

Ste-Anne-de-Sorel, (Richelieu), P.Q.

Téléphone: RI-3-7494.

2511-0

nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated November 29, 1962 — as amended — enlarging of the elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$113,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964.....	x \$22,500
May 1, 1965.....	x 23,500
May 1, 1966.....	x 25,000
May 1, 1967.....	1,500
May 1, 1968.....	1,500
May 1, 1969.....	1,500
May 1, 1970.....	2,000
May 1, 1971.....	2,000
May 1, 1972.....	2,000
May 1, 1973.....	2,000
May 1, 1974.....	2,000
May 1, 1975.....	2,500
May 1, 1976.....	2,500
May 1, 1977.....	2,500
May 1, 1978.....	3,000
May 1, 1979.....	3,000
May 1, 1980.....	3,000
May 1, 1981.....	3,500
May 1, 1982.....	3,500
May 1, 1983.....	4,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$75,000, granted by the Provincial Government and payable in three instalments of \$25,000 each, from 1964 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, April 15, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the Convent Hall, of Ste-Anne-de-Sorel, county of Richelieu.

The council does not bind itself to accept the highest of any of the tenders.

Ste-Anne-de-Sorel, (County of Richelieu), March 27, 1963.

J. B. LAVALLÉE,
Secretary-Treasurer.

Ste-Anne-de-Sorel, (Richelieu), P.Q.

Telephone: RI-3-7494.

2511

P paroisse de Ste-Anne-de-Varenes
Comté de Verchères

Parish of Ste-Anne-de-Varenes
County of Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Jules Phaneuf, N.P., secrétaire-trésorier, 1, rue Guèvremont, Ste-Anne-de-Varenes, comté de Verchères, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, le 16 avril 1963, pour l'achat de \$58,500 d'obligations de la paroisse de Ste-Anne-de-Varenes, comté de Verchères, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jules Phaneuf, N.P., secretary-treasurer, 1 Guèvremont St., Ste-Anne-de-Varenes, county of Verchères, until 8:30 o'clock p.m. Tuesday, April 16, 1963, for the purchase of an issue of \$58,500 of bonds for the parish of Ste-Anne-de-Varenes, county of Verchères, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements Nos: 346 — \$12,000 — aqueduc et égouts; 347 — \$10,000 — aqueduc et égouts; 348 — \$19,500 — aqueduc et égouts; 349 — \$7,000 — aqueduc et égouts; 350 — \$10,000 — trottoirs.

By-laws Nos: 346—\$12,000 — aqueduct and sewers; 347 — \$10,000 — aqueduct and sewers; 348 — \$19,500 — aqueduct and sewers; 349 — \$7,000 — aqueduct and sewers; 350 — \$10,000 — sidewalks.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$58,500 — 20 ans

Table of redemption — \$58,500 — 20 years

Année	Capital
1er mai 1964	\$1,500
1er mai 1965	1,500
1er mai 1966	1,500
1er mai 1967	1,500
1er mai 1968	2,000
1er mai 1969	2,000
1er mai 1970	2,500
1er mai 1971	2,500
1er mai 1972	2,500
1er mai 1973	3,000
1er mai 1974	3,000
1er mai 1975	3,000
1er mai 1976	3,500
1er mai 1977	3,500
1er mai 1978	3,500
1er mai 1979	4,000
1er mai 1980	4,000
1er mai 1981	4,500
1er mai 1982	4,500
1er mai 1983	4,500

Year	Capital
May 1, 1964	\$1,500
May 1, 1965	1,500
May 1, 1966	1,500
May 1, 1967	1,500
May 1, 1968	2,000
May 1, 1969	2,000
May 1, 1970	2,500
May 1, 1971	2,500
May 1, 1972	2,500
May 1, 1973	3,000
May 1, 1974	3,000
May 1, 1975	3,000
May 1, 1976	3,500
May 1, 1977	3,500
May 1, 1978	3,500
May 1, 1979	4,000
May 1, 1980	4,000
May 1, 1981	4,500
May 1, 1982	4,500
May 1, 1983	4,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table of redemption only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts scourus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Varenes, comté de Verchères.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Varenes, county of Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 avril 1963 à 8.30 heures du soir, en la salle paroissiale, rue Youville, Ste-Anne-de-Varenes, comté de Verchères.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, April 16, 1963, at 8:30 o'clock p.m., at the parochial hall, Youville St., Ste-Anne-de-Varenes, county of Verchères.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Ste-Anne-de-Varennes, (Comté de Verchères),
ce 26 mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES PHANEUF, N.P.

1, rue Guèvremont, C.P. 30,
Ste-Anne-de-Varennes, (Verchères), P.Q.
Téléphone: OL 2-2525. 2512-0

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité du village de St-Joseph**
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Valère Giguère, secrétaire-trésorier, St-Joseph, comté de Beauce, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 15 avril 1963, pour l'achat de \$600,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Joseph, comté de Beauce, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 17 octobre 1962 — telle que modifiée — 1ère tranche de \$600,000 sur un total de \$1,225,000 — construction d'une école secondaire pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$600,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964	x \$67,000
1er mai 1965	x 71,000
1er mai 1966	x 76,000
1er mai 1967	x 80,000
1er mai 1968	x 85,000
1er mai 1969	9,000
1er mai 1970	10,000
1er mai 1971	11,000
1er mai 1972	11,000
1er mai 1973	12,000
1er mai 1974	13,000
1er mai 1975	14,000
1er mai 1976	14,000
1er mai 1977	15,000
1er mai 1978	16,000
1er mai 1979	17,000
1er mai 1980	18,000
1er mai 1981	19,000
1er mai 1982	20,000
1er mai 1983	22,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$400,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$80,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Joseph, comté de Beauce.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.
Ste-Anne-de-Varennes, (County of Verchères),
March 26, 1963.

JULES PHANEUF, N.P.,
Secretary-Treasurer.

1 Guèvremont St., P.O.B. 30,
Ste-Anne-de-Varennes, (Verchères), P.Q.
Telephone: OL 2-2525. 2512

**The school commissioners for the
municipality of the village of St-Joseph**
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Valère Giguère, secretary-treasurer, St-Joseph, county of Beauce, until 8:00 o'clock p.m. Monday, April 15, 1963 for the purchase of an issue of \$600,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the village of St-Joseph, county of Beauce, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 17, 1962 — as amended — 1st instalment of \$600,000 on a total of \$1,225,000 — construction of a secondary school for boys.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$600,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964	x \$67,000
May 1, 1965	x 71,000
May 1, 1966	x 76,000
May 1, 1967	x 80,000
May 1, 1968	x 85,000
May 1, 1969	9,000
May 1, 1970	10,000
May 1, 1971	11,000
May 1, 1972	11,000
May 1, 1973	12,000
May 1, 1974	13,000
May 1, 1975	14,000
May 1, 1976	14,000
May 1, 1977	15,000
May 1, 1978	16,000
May 1, 1979	17,000
May 1, 1980	18,000
May 1, 1981	19,000
May 1, 1982	20,000
May 1, 1983	22,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$400,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$80,000 each from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table of redemption only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Joseph, county of Beauce.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 15 avril 1963 à 8 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, École Youville, St-Joseph, comté de Beauce.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph, (Comté de Beauce), ce 27 mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
VALÈRE GIGUÈRE.

C.P. 537,
St-Joseph, (Beauce), P.Q.,
Téléphone: 432-6290,
code 418.

2513-o

Village de St-Jovite
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées en endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Dupras, secrétaire-trésorier, St-Jovite, comté de Terrebonne, jusqu'à 7 heures p.m., mercredi, le 17 avril 1963, pour l'achat de \$75,000 d'obligations du village de St-Jovite, comté de Terrebonne, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 151 — \$75,000 — construction d'un poste de pompier, d'un poste de police, d'un bureau municipal, et d'un garage municipal.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$75,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964	\$3,000
1er mai 1965	3,000
1er mai 1968	3,000
1er mai 1967	3,000
1er mai 1968	3,000
1er mai 1969	3,000
1er mai 1970	3,000
1er mai 1971	3,000
1er mai 1972	3,000
1er mai 1973	3,000
1er mai 1974	4,500
1er mai 1975	4,500
1er mai 1976	4,500
1er mai 1977	4,500
1er mai 1978	4,500
1er mai 1979	4,500
1er mai 1980	4,500
1er mai 1981	4,500
1er mai 1982	4,500
1er mai 1983	4,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte

mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, April 15, 1963, at 8:00 o'clock p.m. at the office of the Secretary-Treasurer, Youville School, St-Joseph, county of Beauce.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph, (County of Beauce), March 27, 1963.

VALÈRE GIGUÈRE,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 537,
St-Joseph, (Beauce), P.Q.,
Telephone: 432-6290,
code 418.

2513

Village of St-Jovite
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jacques Dupras, secretary-treasurer, St-Jovite, county of Terrebonne, until 7:00 o'clock p.m. Wednesday, April 17, 1963, for the purchase of an issue of \$75,000 of bonds for the village of St-Jovite, county of Terrebonne, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No 151 — \$75,000 — construction of a fire station, a police station, a municipal office and a municipal garage.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$75,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964	\$3,000
May 1, 1965	3,000
May 1, 1966	3,000
May 1, 1967	3,000
May 1, 1968	3,000
May 1, 1969	3,000
May 1, 1970	3,000
May 1, 1971	3,000
May 1, 1972	3,000
May 1, 1973	3,000
May 1, 1974	4,500
May 1, 1975	4,500
May 1, 1976	4,500
May 1, 1977	4,500
May 1, 1978	4,500
May 1, 1979	4,500
May 1, 1980	4,500
May 1, 1981	4,500
May 1, 1982	4,500
May 1, 1983	4,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be

échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jovite, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 17 avril 1963 à 7 heures du soir, en la salle du collège, St-Jovite, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jovite, (Comté de Terrebonne), ce 27 mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES DUPRAS.

C.P. 159,

St-Jovite, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 425-3554.

2514-0

Ville de Vimont
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Giroux, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1661, Boulevard des Laurentides, Vimont, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 18 avril 1963, pour l'achat de \$675,000 d'obligations de la ville de Vimont, comté de Laval, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 215 — \$68,800 — pavage; 220 — \$52,000 — pavage; 221 — \$66,000 — pavage; 231 — \$164,000 — aqueduc et égouts; 232 — \$56,200 — aqueduc et égouts; 237 — \$16,000 — aqueduc et égouts; 241 — \$70,000 — égouts; 242 — \$55,000 — aqueduc; 243 — \$37,000 — aqueduc; 244 — \$54,000 — égouts; 268 — \$36,000 — acquisition d'immeubles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$675,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964	\$18,000
1er mai 1965	19,000
1er mai 1966	20,000
1er mai 1967	20,000
1er mai 1968	20,000
1er mai 1969	24,000
1er mai 1970	25,000
1er mai 1971	26,000
1er mai 1972	27,000
1er mai 1973	28,000
1er mai 1974	37,000
1er mai 1975	38,000

considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jovite, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, April 17, 1963, at 7:00 o'clock p.m., at the College Hall, St-Jovite, county of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jovite, (County of Terrebonne), March 27, 1963.

JACQUES DUPRAS,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 159,

St-Jovite, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 425-3554.

2514

Town of Vimont
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Giroux, secretary-treasurer, Town Hall, 1661 des Laurentides Blvd., Vimont, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m. on Thursday, April 18, 1963, for the purchase of an issue of \$675,000 of bonds for the town of Vimont, county of Laval, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 215 — \$68,800 — paving; 220 — \$52,000 — paving; 221 — \$66,000 — paving; 231 — \$164,000 — aqueduct and sewers; 232 — \$56,200 — aqueduct and sewers; 237 — \$16,000 — aqueduct and sewers; 241 — \$70,000 — sewers; 242 — \$55,000 — aqueduct; 243 — \$37,000 — aqueduct; 244 — \$54,000 — sewers; 268 — \$36,000 — purchase of immovables.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$675,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964	\$18,000
May 1, 1965	19,000
May 1, 1966	20,000
May 1, 1967	20,000
May 1, 1968	20,000
May 1, 1969	24,000
May 1, 1970	25,000
May 1, 1971	26,000
May 1, 1972	27,000
May 1, 1973	28,000
May 1, 1974	37,000
May 1, 1975	38,000

1er mai 1976.....	\$38,000
1er mai 1977.....	39,000
1er mai 1978.....	42,000
1er mai 1979.....	43,000
1er mai 1980.....	46,000
1er mai 1981.....	53,000
1er mai 1982.....	53,000
1er mai 1983.....	59,000

May 1, 1976.....	\$38,000
May 1, 1977.....	39,000
May 1, 1978.....	42,000
May 1, 1979.....	43,000
May 1, 1980.....	46,000
May 1, 1981.....	53,000
May 1, 1982.....	53,000
May 1, 1983.....	59,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 18 avril 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1661, Boulevard des Laurentides, Vimont, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vimont, (Comté de Laval), ce 27 mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

FERNAND GIROUX.

Hôtel de Ville, 1661, Boulevard des Laurentides, Vimont, (Laval), P.Q.

Téléphone: 669-1741. 2515-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Thursday, April 18, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 1661 des Laurentides Blvd., Vimont, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Vimont, (County of Laval), March 27, 1963.

FERNAND GIROUX,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1661 des Laurentides Blvd.,

Vimont, (Laval), P.Q.

Telephone: 669-1741. 2515

Syndicats coopératifs

La Coopérative de Consommation de Chapais

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 4 mars 1963, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Coopérative de Consommation de Chapais », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Chapais, district judiciaire d'Abitibi.

Quebec, le 20 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2444-0 RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire St-Antoine des Laurentides

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 6 mars 1963, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Caisse Populaire St-Antoine des Laurentides », et que

Cooperative Syndicates

La Coopérative de Consommation de Chapais

(Quebec Cooperative Syndicates Act)

Notice is given that the Honourable Provincial Secretary has duly received the third original, dated March 4, 1963, of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative de Consommation de Chapais", and that this document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of the said cooperative syndicate is located at Chapais, judicial district of Abitibi.

Quebec, March 20, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2444 Assistant Secretary of the Province.

La Caisse Populaire St-Antoine des Laurentides

(Quebec Co-operative Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated March 6, 1963, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Caisse Populaire St-Antoine des Lauren-

ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à St-Antoine-des-Laurentides, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 25 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
2482-0 RAYMOND DOUVILLE.

Placements Coopératifs Laberge

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 19 mars 1963, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Placements Coopératifs Laberge », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à 1200, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 27 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
2497-0 RAYMOND DOUVILLE.

Syndicats professionnels

Association des Instituteurs & Institutrices de la Région de Matane (A.I.R.M.)

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 7 mars 1963, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat Régional des Institutrices de Matane », dont la constitution a été autorisée le 24 avril 1953, et dont le siège social est situé à Matane, en celui de l'« Association des Instituteurs & Institutrices de la Région de Matane (A.I.R.M.) », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 11 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
2445-0 RAYMOND DOUVILLE.

Association des Employés de Fabricants de Portes Inc. F.C.A.I.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de Fabricants de Portes Inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 6 mars 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 11 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
2448-0 RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat des Employés de Duval Motors (1960) Ltd.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Employés de Duval Motors (1960) Ltd. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 14 mars 1963.

tides", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at St-Antoine-des-Laurentides, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Québec, March 25, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
2482 Assistant Secretary of the Province.

Placements Coopératifs Laberge

(Quebec Cooperative Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated March 19, 1963, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Placements Coopératifs Laberge", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at 1200 St-Alexandre St., Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, March 27, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
2497 Assistant Secretary of the Province.

Professional Syndicates

Association des Instituteurs & Institutrices de la Région de Matane (A.I.R.M.)

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 7, 1963, authorized the change of name of "Le Syndicat Régional des Institutrices de Matane", the incorporation of which was authorized on April 24, 1953, and the head office of which is situated in Matane, to "Association des Instituteurs & Institutrices de la Région de Matane (A.I.R.M.)", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Québec, March 11, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
2445 Assistant Secretary of the Province.

Association des Employés de Fabricants de Portes Inc. F.C.A.I.

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de Fabricants de Portes Inc. F.C.A.I.", has been authorized by the Provincial Secretary on March 6, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, March 11, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
2448 Assistant Secretary of the Province.

Le Syndicat des Employés de Duval Motors (1960) Ltd.

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Employés de Duval Motors (1960) Ltd.", has been authorized by the Provincial Secretary on March 14, 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 15 mars 1963.

2449-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, March 15, 1963.

2449 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

La Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec Inc. (C.S.N.)

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 27 février 1963, autorisé le changement de nom de « La Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec », dont la constitution a été autorisée le 30 avril 1926, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « La Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec Inc. (C.S.N.) », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 1er mars 1963.

2456-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

La Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec Inc. (C.S.N.)

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on February 27, 1963, authorized the change of name of "La Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec", incorporation of which was authorized on April 30, 1926, and whose head office is situated in Quebec, into that of "La Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec Inc. (C.S.N.)", and such pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, March 1, 1963.

2456 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Le Syndicat des Briqueteurs-Maçons de Québec Inc. (C.S.N.)

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 8 mars 1963, autorisé le changement de nom du « Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons Inc. », dont la constitution sous le nom originaire de « Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons et Plâtriers du Canada, section No 1 », a été autorisée le 23 mars 1926, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Le Syndicat des Briqueteurs-Maçons de Québec Inc. (C.S.N.) », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941 chapitre 162).

Québec, le 11 mars 1963.

2464-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat des Briqueteurs-Maçons de Québec Inc. (C.S.N.)

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 8, 1963, authorized the change of name of "Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons Inc.", whose incorporation under the original name of "Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons et Plâtriers du Canada, section No. 1", was authorized on March 23, 1926, and whose head office is situated at Quebec, into that of "Le Syndicat des Briqueteurs-Maçons de Québec Inc. (C.S.N.)", and such pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, March 11, 1963.

2464 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Rimouski

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 6 mars 1963, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat Régional des Institutrices de Rimouski », dont la constitution sous le nom originaire de « L'Union des Institutrices du Diocèse de Rimouski », a été autorisée le 3 mai 1944, et dont le siège social est situé à Rimouski, en celui de l'« Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Rimouski », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Québec, le 11 mars 1963.

2501-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Rimouski

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 6, 1963, authorized the change of name of "Le Syndicat Régional des Institutrices de Rimouski", whose incorporation under the original name of "L'Union des Institutrices du Diocèse de Rimouski", was authorized on May 3, 1944, and whose head office is situated at Rimouski, into that of the "Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Rimouski", and such pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, March 11, 1963.

2501 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Vente d'effets non-réclamé

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1962,

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1962, and still

et non réclamés au bureau de la « Canadian Pacific Express Company », a divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128, rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le deuxième jour de mai 1963, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, a moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué. Le 18 mars 1963.

Canadian Pacific Express Company,
Le Surintendant général,
2404-12-6-o K. H. NEWINGER.

remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128, King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the second day of May 1963, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que. March 18, 1963.

Canadian Pacific Express Company,
K. H. NEWINGER,
2404-12-6-o General Superintendent.

Vente par licitation

Boissy vs Chabot et al

Canada, Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 14 318. Dame Simonne Boissy, épouse commune en biens par contrat de mariage du 11 octobre 1922 de Romuald Chabot, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par jugement de cette Honorable Cour du 9 mars courant, et domiciliée à St-Hilaire Station, dans le district de St-Hyacinthe, demanderesse, vs Romuald Chabot, cultivateur de St-Jean-Baptiste de Rouville, district de St-Hyacinthe, défendeur, et Banque Canadienne Nationale, (Succursale St-Jean-Baptiste et St-Hilaire) corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Montréal, et des places d'affaires à St-Jean-Baptiste et à St-Hilaire, mise-en-cause.

Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Philippe Lamarre de la Cour Supérieure, le 11^{ème} jour de mars 1963, dans une cause dans laquelle Dame Simonne Boissy est demanderesse, et Romuald Chabot, défendeur et Banque Canadienne Nationale, est mise-en-cause ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

« Un lot de terre portant le numéro cadastral cent soixante (160) aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville: À distraire dudit lot 160 la partie d'icelui venue à Dame Ernestine Cardinal, de deux arpents (2) de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public à la rivière des Hurons. »

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1963 à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, cité et district de St-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées au plus tard le 12^e jour avant la date de la licitation, et les oppositions afin de conserver dans les six jours après l'adjudication, à peine de déchéance.

Saint-Hyacinthe, le 12 mars 1963.

Le Procureur de la demanderesse,
2348-11-2-o EUGÈNE TOUSIGNANT.

Sale by Licitation

Boissy vs Chabot et al

Canada, Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 14 318. Dame Simonne Boissy, wife common as to property by marriage settlement of October 11, 1922, of Romuald Chabot, duly authorized to appear in Justice at end of presents by judgment of the Honourable Court of March 9 current, and lived at St-Hilaire Station, in district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs Romuald Chabot, farmer, of St-Jean-Baptiste, Rouville, district of St-Hyacinthe, defendant, and Canadian National Bank, (St-Jean-Baptiste and St-Hilaire's branch) body politic legally incorporated, having its head office in the city of Montreal, mise-en-cause.

Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court rendered by the Honourable Judge Philippe Lamarre of the Superior Court, on the 11th day of March, 1963, in a case where Dame Simonne Boissy, is plaintiff, and Romuald Chabot, defendant and Canadian National Bank is mis-en-cause ordering the licitation of the immoveable described as follows:

"A lot of land bearing number one hundred sixty (160) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Jean-Baptiste of Rouville: to take off of said lot 160 the part of it sold to Dame Ernestine Cardinal, of two arpents (2) in front by the depth there is from public road to the Huron's river."

The said immoveable will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL, 1963, at TEN o'clock in the forenoon, in the office of the Prothonotary of the Superior Court in the city and district of St-Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Oppositions to the sale, should there be any, must be filed at the latest on the 12th day before the date of the licitation, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication, and failing to do so, they shall be foreclosed from so doing.

Saint-Hyacinthe, March 12, 1963.

EUGÈNE TOUSIGNANT,
2348-11-2-o Attorney for the plaintiff.

Vente — Loi de faillite

Camille Thibeault

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, (Siégeant en matière de Faillite), C.S. No F-165. Dans l'affaire de la Faillite de: Camille Thibeault, garagiste, Causapsal, P.Q., failli.

Avis de vente à l'encan

Avis est par les présentes donné que MARDI, le TRENTIÈME jour d'AVRIL 1963, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Causapsal, l'immeuble de cette faillite, comme suit:

Lot numéro quatre-A-vingt-neuf (4-A-29) du cadastre officiel, du rang un (1) nord, du canton Casuspseull, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du code des procédures civiles et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif, avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J. Bte Desjardins, registraire des faillites.

Condition de paiement: comptant.

Rimouski, ce 21e jour de mars 1963.

Le Syndic licencié,

HENRI-A. MARTIN,

160 de l'Évêché, Rimouski, P.Q. 2483-13-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Camille Thibeault

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court (Sitting in a matter of bankruptcy) S.C. No. F-165. In the matter of bankruptcy of Camille Thibeault, garage-keeper, Causapsal; P.Q., bankrupt.

Notice of Sale by auction

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTYTH day of APRIL, 1963, at TWO o'clock in the forenoon, will be sold by public auction at the parochial Church door of Causapsal, the immovable in this bankruptcy, as follows:

Lot number four-A-twenty-nine (4-A-29) in the official cadaster of range one (1) north, in the township of Casuspseull, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This immovable will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by apply to the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act; this sale is equivalent to a sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Mr. J. Bte Desjardins, registrar of bankruptcies.

Conditions of payment: cash

Rimouski, this 21st day of March, 1963.

HENRI-A. MARTIN,

Licensed trustee.

160 de l'Évêché, Rimouski, P.Q. 2483-13-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC: est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 12830. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, saisissant, vs LÉOPOLD DUBÉ, cultivateur, domicilié à Rochebeaucourt, Abitibi est, district d'Abitibi, P.Q., défendeur intime, saisi.

Avis de vente

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Lamorandière comté Abitibi est, sous le numéro cinquante-neuf (59) du rang huit (8) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Rochebeaucourt, dans ce district d'Abitibi Est, le PREMIER (1) jour de MAI 1963 à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,

R. COSSETTE.

Bureau du Shérif,
Amos, 18 février 1963.

2471-13-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 12830. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office at Quebec, seizing creditor, vs LÉOPOLD DUBÉ, farmer, domiciled at Rochebeaucourt, Abitibi East, district of Abitibi, P.Q. defendent, respondent, seized.

Notice of sale

A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Lamorandière county of Abitibi East, under number fifty-nine (59) of range eight (8) with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Rochebeaucourt, in the district of Abitibi-East, on the FIRST (1) day of MAY, 1963 at TWO (2) o'clock in the afternoon.

R. COSSETTE,

Sheriff of Abitibi.

Sheriff's Office,
Amos, February 18, 1963.

2471-13-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **FERNAND PERRON**,
No 31,866. { comptable domicilié au
numéro 720 chemin Syden-
ham, à Chicoutimi, demandeur; vs **LAURENT**
SIMARD, domicilié au numéro 111 Avenue
Mathieu, Port-Alfred, défendeur.

« Un terrain mesurant cent soixante pieds de
largeur par cent pieds de profondeur, formant
partie du lot connu et désigné sous le numéro
quatre-vingt-treize (ptie 93) au cadastre officiel
de la paroisse de St-Alexis de Grande-Baie,
borné comme suit: En front, vers le nord, au lot
numéro quatre-vingt-treize cent soixante-dix
(93-170), en profondeur, vers le sud, à la balance
dudit lot restant au vendeur d'un côté vers l'est
au terrain de Dame Marie-Reine Bezeau, épouse
de l'acquéreur, et de l'autre côté vers l'ouest, à la
balance du même lot restant au vendeur, cette
dite ligne ouest étant la continuation vers le sud
de la ligne est du lot numéro quatre-vingt-treize
cent cinquante et un (93-151) étant la deuxième
rue, le tout avec bâtisses, circonstances et
dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Alexis de Grande-Baie, à Port-Alfred, le
DEUXIÈME jour du mois de MAI 1963, à
TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **RENÉ DÉLISLE**.
Chicoutimi, 22 mars 1963. 2472-13-2-0

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { **FERNAND PERRON**,
No. 31,866. { accountant domiciled
at number 720 Sydenham
Road, in Chicoutimi, plaintiff, vs **LAURENT**
SIMARD, domiciled at number 111 Mathieu
Ave., Port-Alfred, defendant.

"A lot of land measuring one hundred and
sixty feet in width by one hundred feet in depth,
forming part of the lot known and designated
under number ninety-three (P. 93) in the official
cadaster of the parish of St-Alexis de Grande-
Baie, bounded as follows: In front, on the north,
by lot number ninety-three one hundred and
seventy (93-170), in depth, on the south, by
the remainder of the said lot remaining the
property of the vendor, on one side, on the east,
by the land of Dame Marie-Reine Bezeau, wife
of the purchaser, and on the other side, on the
west, by the remainder of the same lot, remaining
the property of the vendor, this said west line
being the continuation towards the south of the
east line of lot number ninety-three one hundred
and fifty-one (93-151), being Second Street, the
whole with buildings, circumstances and depen-
dencies."

To be sold at the parochial church door of
St-Alexis de Grande-Baie, in Port-Alfred on
the SECOND day of the month of MAY, 1963,
at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DÉLISLE,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Chicoutimi, March 22, 1963. 2472-13-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { **EUGÈNE COUILLARD**,
No 12,638. { domicilié en la paroisse
de Saint-Jean (Cité) district
d'Iberville et y faisant affaires seul sous le nom
et la raison sociale de « Richelieu Linoleums
Eng. », demandeur, vs **MAURICE PAYANT**,
de 98 Saint-Pierre, Saint-Jean, Qué., défendeur.

Comme appartenant au défendeur, savoir:

« Un immeuble étant la partie nord du lot
No 910 du cadastre de la ville de Saint-Jean,
avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendues au Palais de Justice de
Saint-Jean, le QUATRIÈME jour de MAI 1963,
à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ESDRAS LAFOREST**.
Saint-Jean, le 22 mars 1963. 2485-13-2-0

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { **EUGÈNE COUILLARD**,
No. 12,638. { domiciled in the parish
of Saint Johns (City), dis-
trict of Iberville, and carrying on business under
the name and style of "Richelieu Linoleums
Eng.", plaintiff, vs **MAURICE PAYANT**, of
98 Saint-Pierre, Saint Johns, Que., defendant.

As belonging to the defendant, to wit:

"An immoveable being the north part of lot
No. 910 in the cadaster of the city of Saint
Johns, with the buildings thereon erected."

To be sold at the Court House in Saint Johns,
on the FOURTH day of MAY, 1963, at TEN
o'clock in the forenoon.

ESDRAS LAFOREST,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint Johns, March 22, 1963. 2485-13-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, { **SAMUEL DUPUIS**, journa-
No 14,703. { lier, demeurant et domi-
cilié dans le canton de Chert-
sey, comté de Montcalm, district de Joliette,
demandeur, contre **GASTON PERREAULT**,
demeurant à Chertsey, comté de Montcalm, dis-
trict de Joliette, défendeur.

« Parties des lots No 7F et 7G, rang 3 du can-
ton de Chertsey, contenant 70 pieds de largeur

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, { **SAMUEL DUPUIS**, day-
No. 14,703. { labourer, living and domi-
ciled in the township of
Chertsey, county of Montcalm, district of Joliet-
te, plaintiff, versus **GASTON PERREAULT**,
living at Chertsey, county of Montcalm, district
of Joliette, defendant.

"Parts of lots No. 7F and 7G, range 3, in the
township of Chertsey, measuring 70 feet in width

en front, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il y a de la nouvelle route 18, au terrain de Hermas Tremblay, borné en front par cette route 18, en arrière par le terrain de monsieur Hermas Tremblay, d'un côté, par celui de Louis Tremblay, de l'autre par celui de Denis Perreault. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du canton de Chertsey, comté de Montcalm, district de Joliette, le VENDREDI, le TROISIÈME jour du mois de MAI de l'an 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Joliette, ce 22 mars 1963. *Le Shérif,* CHARLES ÉLÉMENT. 2473-13-2-0

in front, English measure, by the depth from the new Route 18 to the land belonging to Hermas Tremblay, bounded in front by said Route 18, in the rear by the land belonging to Mr. Hermas Tremblay, on one side by that of Louis Tremblay, and on the other side by the land of Denis Perreault. »

To be sold at the parochial church door of the township of Chertsey, county of Montcalm, district of Joliette, on FRIDAY, the THIRD day of the month of MAY, in the year 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Joliette, March 22, 1963. *CHARLES ÉLÉMENT,* Sheriff. 2473-13-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { VAL ROYAL BUILD-
No 556 334. — { ING MATERIALS
LIMITED, demanderesse,
vs RENTAL HOLDING INC., défenderesse, et
NEVILLE IRVING NEWBY, mis-en-cause.

Comme appartenant et en la possession dudit mis-en-cause.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Newport à Ville LaSalle, connu et désigné comme étant la subdivision officielle trois cent cinquante-deux du lot originaire neuf cent soixante et un (961-352) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant trente-cinq pieds et six pouces (35'6") de largeur par quatre-vingt-cinq pieds (85') de profondeur, avec la construction y érigée, portant les numéros civique 346 et 348 de la rue Newport et avec les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIÈME jour du mois d'AVRIL 1963, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, le 5 mars 1963. *Le Shérif,* L.-P. CAISSE, C.R. 2288-10-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE PRUDENTIAL
No 578 316. { INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA,
demanderesse, vs JAMES BERRYMAN, défendeur.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue France dans la ville de Dollard-des-Ormeaux, et composé de:

a) Resubdivision deux de la subdivision deux cent quarante-sept du lot originaire deux cent quatre-vingt-neuf (289-247-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève.

b) Subdivision deux cent quarante-huit du lot originaire deux cent quatre-vingt-neuf (289-248) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

c) Resubdivision deux de la subdivision cent trente-quatre de la subdivision un du lot originaire deux cent quatre-vingt-neuf (289-1-134-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

d) Resubdivision cent trente-sept de la subdivision un du lot originaire deux cent quatre-vingt-neuf (289-1-137) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { VAL ROYAL BUILD-
No. 556 334. { ING MATERIALS
LIMITED, plaintiff, vs
RENTAL HOLDING INC., defendant, and
NEVILLE IRVING NEWBY, mis-en-cause.

As belonging to and in the possession of the said mis-en-cause.

A certain emplacement having frontage on Newport St. in the town of LaSalle, known and designated as being the official subdivision three hundred and fifty-two of original lot nine hundred and sixty-one (961-352) in the official plan and book of reference for the parish of Lachine, measuring thirty-five feet and six inches (35'6") in width by eighty-five feet (85') in depth, with the building thereon erected, bearing civic numbers 346 and 348 Newport St. and with the active and passive servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of the month of APRIL, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, March 5, 1963. *L.-P. CAISSE, q.c.,* Sheriff. 2288-10-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL
No. 578 316. { INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA,
plaintiff; vs JAMES BERRYMAN, defendant.

« A certain emplacement fronting on France Street in the town of Dollard-des-Ormeaux, and composed of:

a) Resubdivision two of subdivision two hundred and forty-seven of the original lot two hundred and eighty-nine (289-247-2) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Geneviève.

b) Subdivision two hundred and forty-eight of the original lot two hundred and eighty-nine (289-248) on the said official plan and book of reference.

c) Resubdivision two of subdivision one hundred and thirty-four of subdivision one of the original lot two hundred and eighty-nine (289-1-134-2) on the said official plan and book of reference.

d) Resubdivision one hundred and thirty-seven of subdivision one of the original lot two hundred and eighty-nine (289-1-137) on the said official plan and book of reference.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 123, rue France.

À être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIÈME jour de MAI 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 26 mars 1963. *Le Shérif,*
L.-P. CAISSE, C.R. 2502-13-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de l'Échiquier du Canada

Montréal, à savoir: { SA MAJESTÉ, la REI-
No 175 887. { NE aux, droits du Do-

minion du Canada, de
mande-resse, vs ROGER PAPY, défendeur.

1° Deux lots de terre, sis et situé à cité de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Maisonneuve, connus et désignés comme étant les lots numéros mille cinquante-six et mille cinquante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-1056 et 1057) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil.

2° Deux lots de terre, sis et situé à cité de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Briggs, connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent quatre-vingt-huit et trois cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-cinq (85-388 et 389) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, avec bâtisse dessus érigée.

3° Un emplacement sis et situé en la cité de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Alma, connu et désigné sous le numéro cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante (140-145) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

4° Un emplacement situé en la cité de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Briggs composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent quatre-vingt-seize, deux cent quatre-vingt-dix-neuf et trois cent de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-trois (133-296-299, 300) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; ces lots mesurant en tout quatre-vingt-douze pieds et deux pouces de largeur en front par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Et avec toutes les bâtisses et leurs dépendances dessus érigées, et portant le numéro civique 267 de la rue Briggs, en la cité de Jacques-Cartier.

À déduire dudit emplacement la partie, vendue à Dame Béthulie St-Pierre, veuve de Hector Dionne, suivant acte enregistré sous le numéro 219062 et tel que corrigé par l'acte de correction enregistré sous le numéro 225156.

5° Ce certain emplacement ayant front sur la rue Briggs est, dans la cité de Jacques-Cartier, mesurant cinquante pieds (50) de largeur en front par soixante-quinze (75) pieds de profondeur et composé des lots cinq cent seize et cinq cent dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-cinq (85-516 et 517) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

With the building thereon erected bearing civic number 123 France Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of MAY 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, March 26, 1963. *L.-P. CAISSE, Q.C.,*
Sheriff. 2502-13-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Exchequer Court of Canada

Montreal, to wit: { HER MAJESTY, the
No. 175 887. { QUEEN, in the rights

of the Dominion of Canada,
plaintiff, vs ROGER PAPY, defendant.

1. Two lots of land situated and located in the city of Jacques-Cartier, having frontage on Maisonneuve Street, known and designated as being lots numbers one thousand and fifty-six and one thousand and fifty-seven of the official subdivision of the original lot number one hundred and forty-two (142-1056 and 1057) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil.

2. Two lots of land, situated and located in the city of Jacques-Cartier, having frontage on Briggs Street, known and designated as being lots numbers three hundred and eighty-eight and three hundred and eighty-nine of the official subdivision of the original lot number eighty-five (85-388 and 389) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil, with building thereon erected.

3. An emplacement situated and located in the city of Jacques-Cartier, having frontage on Alma Street, known and designated under number one hundred and forty-five of the official subdivision of the original lot number one hundred and forty (140-145) on the official plan and in the book of reference ofr the parish of St-Antoine de Longueuil, in the county of Chambly.

As the whole is to be found presently, with all the servitudes active and passive, apparent and unapparent, attached to the said immoveable.

4. An emplacement situated in the city of Jacques-Cartier, having frontage on briggs Street, composed of lots of land known and designated under numbers two hundred and ninety-six, two hundred and ninety-nine and three hundred of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-three (133-296-299, 300) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; these lots measuring in all ninety-two feet and two inches in width in front, by ninety-two feet in depth, English measure, and more or less.

As the whole is to be found presently, with all the active and passive servitudes, apparent and unapparent, attached to the said immoveable.

And with all the buildings and their dependancies thereon erected, and bearing civic number 267 Briggs Street in the city of Jacques-Cartier.

To deduct from the same emplacement that part, sold to Dame Béthulie St-Pierre, widow of Hector Dionne, in accordance with the registered deed under number 219062 and as corrected by the deed of correction registered under number 225156.

5. This certain emplacement having frontage on Briggs St., East, in the city of Jacques-Cartier, measuring fifty feet (50) in width in front by seventy-five (75) feet in depth and composed of lots five hundred and sixteen and five hundred and seventeen of the official subdivision of the original lot number eighty-five (85-516 and 517) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant numéro civique 558 rue Briggs est.

6° Ce certain emplacement ayant front sur la rue Joliette, en la cité de Jacques-Cartier, connu et désigné comme étant les lots numéros neuf cent quarante-cinq et neuf cent quarante-six de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante (140-945 et 946) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 1951 et 1953 rue Joliette toutes les mesures ci-dessus sont de mesure anglaise plus ou moins.

Tel que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve.

7° Les lots numéros neuf cent quarante-sept et neuf cent quarante-huit, de la subdivision officielle du lot numéro originaire cent quarante (140-947 et 948) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Avec toutes les bâtisses sus-érigées, rue Joliette, circonstances et dépendances.

8° Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue du Bois de Boulogne, en la cité de Montréal, mesurant cinquante pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-huit de la subdivision du lot originaire numéro trois cent un (301-68) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 11787 avenue du Bois de Boulogne.

Paragraphes Nos 1 à 7 inclusivement

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TROISIÈME jour du mois de MAI 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

Paragraphe No 8

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIÈME jour du mois de MAI 1963, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 26 mars 1963. 2516-13-2-0

With the buildings thereon erected and bearing civic number 558 Briggs St., East.

6. This certain emplacement having frontage on Joliette Street, in the city of Jacques-Cartier, known and designated as being lots numbers nine hundred and forty-five and nine hundred and forty-six of the subdivision of the original lot number one hundred and forty (140-945 and 946) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil.

With the building thereon erected bearing civic number 1951 and 1953 Joliette Street with all the above English measurements more or less.

As the above property is to be found presently, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve.

7. Lots numbers nine hundred and forty-seven and nine hundred and forty-eight of the official subdivision of the original lot number one hundred and forty (140-947 and 948) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil, in the county of Chambly.

With all the buildings thereon erected, Joliette St., circumstances and dependencies.

8. This certain emplacement having frontage on the Bois de Boulogne Avenue, in the city of Montreal, measuring fifty feet in width by seventy-five feet in depth known and designated as being lot sixty-eight of the subdivision of the original lot number three hundred and one (301-68) on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault-au-Récollet.

With the building thereon erected bearing civic number 11787 Bois de Boulogne Street.

Paragraphs Nos 1 to 7 inclusively

To be sold at the registration office of the county of Chambly, Longueuil, on the THIRD day of the month of MAY, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Paragraph No. 8

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of the month of MAY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 26, 1963. 2516-13-2

Q U É B E C

Fieri Facias

Québec, à savoir: { PLACEMENTS VICALCO
No 116-684. { INC., corporation ayant
son siège à Québec, contre
DAME MARIE LOUISE GAUTHIER, résidant
à Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf,
épouse judiciairement séparée de corps de M.
Georges Grisé.

Lot No 7 rang III, nord-est canton Montauban. Borné au nord-ouest par la ligne entre le 3e et le 4e rang nord-est, au nord-est par le lot No 8, au sud-est par la ligne entre le 2e et le 3e rang nord-est, et la ligne entre le rang B et le 3e rang nord-est, et au sud-ouest par le lot No 6; ayant treize chaînes de largeur, sur soixante-seize chaînes et cinquante chaînons de profondeur; contenant en superficie quatre-vingt-dix-neuf acres, une vergée, et trente-deux perches (99 a. 1 v. 32 p.).

Lot No 13, rang III, nord-est, canton Montauban. De figure irrégulière, borné au nord-ouest par la ligne entre le 3e et le 4e rang nord-

Q U E B E C

Fieri Facias

Quebec, to wit: { PLACEMENTS VICALCO
No. 116-684. { INC., corporation having
its head office in Quebec,
versus DAME MARIE LOUISE GAUTHIER,
residing at Notre-Dame-des-Anges, county of
Portneuf, wife judicially separate as to bed and
board of Mr. Georges Grisé.

Lot No. 7, range III, north-east, township of Montauban. Bounded on the northwest by the line between the 3rd and 4th ranges northeast, on the northeast by lot No. 8, on the southeast by the line between the 2nd and 3rd ranges northeast, and by the line between range B and on the 3rd range northeast, and on the southwest by lot No. 6, measuring thirteen chains in width by seventy-six chains and fifty links in depth, having an area of ninety-nine acres, one yard and thirty-two rods (99 a. 1 y. 32 r.).

Lot No. 13, range III, northeast, township of Montauban. Irregular in shape, bounded on the northwest by the line between the 3rd and 4th

est, au nord-est par les lots Nos 14-a et 14-b et un lac, au sud-est par un chemin public, et au sud-ouest par le lot No 12; contenant un superficie cent cinq acres, (105 a.).

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, le TROISIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, c.r.
Québec, le 26 mars 1963. 2509-13-2-0
[Première insertion: 30 mars 1963]
[Deuxième insertion: 20 avril 1963]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { WESTERN SAVING &
No 27-479. { LOAN ASSOCIA-
TION, corps politique légale-

ment constitué ayant un bureau d'affaires à Sept-Iles, district de Saguenay, et son siège social à Winnipeg, Manitoba, demanderesse; vs JEAN TAPIA, demeurant et résidant à Sept-Iles, district de Saguenay.

Un emplacement de terrain, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connu et décrit sous le numéro deux mille quarante-six (2046) du rang deux (2), au cadastre officiel et livre de renvoi du Village de Sept-Iles, canton Letellier, le tout situé dans la ville de Sept-Iles.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Marie-Immaculée de Sept-Iles, le DIXIÈME jour d'AVRIL, 1963, à TROIS heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 4 mars 1963. 2270-10-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour de Magistrat, { LA CITÉ DES SEPT
Nos 948 et 1152. { ILES, corps politique

ayant sa place d'affaires dans ladite cité, district de Saguenay, demanderesse; vs MAURICE BACON, résidant et demeurant au 485 Franquelin, en ladite cité, dit district, défendeur.

Le lot No 698, rang deux (2), aux plan et livre de renvoi, au cadastre officiel pour le village des Sept-Iles, situé en la cité des Sept-Iles, canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph des Sept-Iles, le HUITIÈME jour de MAI 1963, à DEUX heures de l'après-midi. (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
25 mars 1963. 2489-13-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour de Magistrat, { LA CITÉ DES SEPT
No 1153. { ILES, corps politique
ayant sa place d'affaires

ranges northeast, on the northeast by lots 14-a and 14-b and a lake, on the southeast by the public road, and on the southwest by lot No. 12, having an area of one hundred and five acres (105 acres).

To be sold at the church door of Notre-Dame des Anges, county of Portneuf, on the THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, q.c.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 26, 1963. 2509-13-2
[First insertion: March 30, 1963]
[Second insertion: April 20, 1963]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, { WESTERN SAVING &
No. 27-479. { LOAN ASSOCIA-
TION, a body politic legally

incorporated having its place of business at Sept-Iles, district of Saguenay, and its head office at Winnipeg, Manitoba, plaintiff; vs JEAN TAPIA, living and residing at Sept-Iles, district of Saguenay.

An emplacement of land, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies known and described under number two thousand forty-six (2046) of the second range, (2) on the official cadaster and in the book of reference of the village of Sept-Iles, township of Letellier, the whole situated in the town of Sept-Iles.

To be sold at the church door of the parish of Marie-Immaculée of Sept-Iles, on the TENTH day of APRIL, 1963, at THREE o'clock in the afternoon, (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, March 4, 1963. 2270-10-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Magistrate's Court, { LA CITÉ DES SEPT
Nos. 948 and 1152. { ILES, body politic

having its head office in the said city, district of Saguenay, plaintiff, vs MAURICE BACON, residing and living at 485 Franquelin, in the said city, said district, defendant.

Lot No. 698, range two (2), in the plan and book of reference for the official cadaster of the village of Sept-Iles, situated in the city of Sept-Iles, township of Letellier, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph des Sept-Iles, on the EIGHTH day of MAY, 1963, at TWO o'clock in the afternoon. (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
March 25, 1963. 2489-13-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Magistrate's Court, { LA CITÉ DES SEPT
No. 1153. { ILES, a body politic
having its place of business

dans ladite cité, district de Saguenay, demanderesse *vs* JEAN MARIE BARBONI, résidant et demeurant, en la cité des Sept-Iles, dit district, défendeur.

1° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro partie de trente-cinq-deux-A (P. 35-2-A), rang un (1) d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Sept-Iles, situé dans la ville de Sept-Iles, canton Letellier, largeur cinq (5) pieds sur cent (100) pieds de profondeur, et borné comme suit: nord-ouest, trente-cinq-un-B-un (35-1-B-1), nord-est, Avenue Brochu, sud-est, résidu du lot trente-cinq-2-A (35-2-A), et au sud-ouest: trente-cinq-un-B-deux (35-1-B-2), avec bâtisses.

2° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro partie trente-cinq-B-un (P. 35-1-B-1), du rang un (1) d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Sept-Iles, situé en la ville de Sept-Iles, canton Letellier, mesurant cinquante (50) pieds de largeur et cent (100) pieds de longueur, et borné comme suit: nord-ouest lot trente-cinq-un-A-un (35-1-A-1), nord-est, Avenue Brochu, sud-est, trente-cinq-deux-A (35-2-A) et trente-cinq-deux-B (35-2-B) et au sud-ouest trente-cinq-un-B-deux (35-1-B-2). Avec bâtisses.

3° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro partie trente-cinq-un-B-deux (P. 35-1-B-2), du rang un (1) d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Sept-Iles, situé dans la ville de Sept-Iles, canton Letellier, mesurant cinquante (50) pieds de largeur et cent-vingt-cinq (125) pieds de longueur et borné comme suit: nord-ouest par les lots trente-cinq-un-A-deux (35-1-A-2), et nord-est, lot trente-cinq-un-B-un (35-1-B-1), sud-est trente-cinq-B-deux (35-2-B) et sud-ouest, lot trente-cinq-un-B-deux (35-1-B-2). Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph des Sept-Iles, le HUITIÈME jour de MAI, 1963, à DIX heures de l'avant-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 25 mars 1963. 2490-13-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour de Magistrat, { LA CITÉ DES SEPT
No 1347. { ILES, corps politique
ayant sa place d'affaires

dans ladite cité, district de Saguenay, demanderesse *vs* Dame G. PERRON THIFFAULT, résidant et demeurant au 442 Ave. Cartier, en la cité des Sept-Iles, dit district, défenderesse.

Les lots nos 356 et 463, rang deux (2), aux plan et livre de renvoi, au cadastre officiel pour le village de Sept-Iles, situés en la cité des Sept-Iles, canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de la paroisse de St-Joseph des Sept-Iles, le HUITIÈME jour de MAI, 1963, à ONZE heures de l'avant-midi. (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 25 mars 1963. 2491-13-2-0

in the said city, district of Saguenay, plaintiff *vs* JEAN MARIE BARBONI, residing and living in the city of Sept-Iles, said district, defendant.

1. A lot of land known and designated under number part of thirty-five-two-A (P. 35-2-A), range one (1) according to the official plan and in the book of reference of the cadaster for the village of Sept-Iles, situated in the town of Sept-Iles, Letellier township, five (5) feet wide by one hundred (100) feet in depth, and bounded as follows: northwest, thirty-five-one-B-one (35-1-B-1), northeast, Brochu Avenue, southeast, residue of lot thirty-five-2-A (35-2-A), and on the southwest: thirty-five-one-B-two (35-1-B-2), with buildings.

2. A lot of land known and designated under number part of thirty-five-B-one (P. 35-1-B-1), of range one (1), according to the official plan and book of reference of the cadaster for the village of Sept-Iles, situated in the town of Sept-Iles, Letellier township, measuring fifty (50) feet in width and one hundred (100) feet in length and bounded as follows: northwest lot thirty-five-one-A-one (35-1-A-1), northeast, Brochu Avenue, southeast, thirty-five-two-A (35-2-A) and thirty-five-two-B (35-2-B) and on the southwest thirty-five-one-B-two (35-1-B-2). With buildings.

3. A lot of land known and designated under number part of thirty-five-one-B-two (P. 35-1-B-2), of range one (1) according to the official plan and in the book of reference of the cadaster for the village of Sept-Iles, situated in the town of Sept-Iles, Letellier township, measuring fifty (50) feet in width and one hundred and twenty-five (125) feet in length and bounded as follows: northwest by lots thirty-five-one-A-two (35-1-A-2), and northeast, lot thirty-five-one-B-one (35-1-B-1), southeast thirty-five-B-two (35-2-B) and southwest, lot thirty-five-one-B-two (35-1-B-2). With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph des Sept-Iles, on the EIGHTH day of MAY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, March 25, 1963. 2490-13-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
District of Rimouski and Saguenay

Magistrate's Court, { LA CITÉ DES SEPT
No. 1347. { ILES, body politic
having its head office in

the said city, district of Saguenay, plaintiff, *vs* Dame G. PERRON THIFFAULT, residing and living at 442 Cartier Ave., in the city of Sept-Iles, said district, defendant.

Lots Nos. 356 and 463, range two (2), in the plan and book of reference for the official cadaster of the village of Sept-Iles, situated in the city of Sept-Iles, township of Letellier, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph des Sept-Iles, on the EIGHTH day of MAY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, March 25, 1963. 2491-13-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **SERVICE IRVING DION-**
No 28-219. { **NE, Eugène Dionne, No**
733 rue St-Germain, Rimouski-Est, district de Rimouski, demandeur *vs* **ANDRÉ SIMONNEAU**, commis de la ville de Rimouski, dit district.

Le lot No treize de la subdivision officielle du lot trois-cent-vingt (320-13), au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, en la ville de Rimouski, le DEUXIÈME jour de MAI, 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
25 mars 1963.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.
2492-13-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **SERVICE IRVING DION-**
No. 28-219. { **NE, Eugène Dionne, No.**
733, St-Germain Street, Rimouski-East, district of Rimouski, plaintiff; *vs* **ANDRÉ SIMONNEAU**, clerk in the town of Rimouski, said district.

Lot No. thirteen of the official subdivision of lot three hundred and twenty (320-13), on the official cadaster of the town of St-Germain de Rimouski, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the Sheriff, Court House, in the town of Rimouski, on the SE-COND day of MAY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
March 25, 1963.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.
2492-13-2

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT**
No 14,249. { **AGRICOLE DU QUÉ-**
BEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* **ÉMILE GAZAILLE**, cultivateur, domicilié à Ste-Christine, comté de Bagot, défendeur, et **LAURENT LANGEVIN**, es-qualité, mis-en-cause.

Avis de vente « en bloc » par le shérif.

« 1° Un terrain faisant partie du lot no dix (10) du cadastre officiel de la paroisse de St-André-d'Acton, contenant vingt-cinq acres de superficie, plus ou moins, borné en front par le chemin public, en profondeur par le canton d'Ély, du côté ouest par le terrain de David Gazaille, et du côté, par le lot numéro neuf;

« 2° Une terre ayant deux arpents et un quart de largeur plus ou moins, par la profondeur de la concession, connue et désignée comme étant le lot no 9 (neuf) du cadastre officiel de la paroisse de St-André d'Acton, avec les bâtisses y érigées;

« 3° Une terre connue et désignée comme étant parties des lots numéros deux cent et deux cent un (200 et 201) du cadastre officiel de la paroisse de St-André d'Acton, avec les bâtisses y érigées, ladite partie du lot no deux cent un (201) étant borné à l'est par la route, à l'ouest par le lot no 200, au nord par le troisième rang et, au sud, partie par le chemin et partie par une partie du même lot no 201 appartenant à Paul-E. Ménard et ci-devant à Omer Gazaille; la superficie de la partie dudit lot no 201 appartenant à l'emprunteur est la superficie dudit lot no 201 soit cinquante-quatre acres, trois roods et vingt-huit perches; moins une lisière de dix pieds de largeur par la profondeur de la concession cédée à la municipalité de Ste-Christine d'Acton pour l'élargissement de la route et moins aussi le terrain ci-dessus de Paul E. Ménard mesurant environ un arpent de superficie; ladite partie du lot deux cent est borné à l'est par le lot deux cent un, au nord par les terres du troisième rang, à l'ouest par le terrain de la Fabrique de Ste-Christine d'Acton, et le terrain de Déas Bisailon, au sud par le chemin public; ladite partie du lot no 200 a une superficie d'environ trente-huit acres. »

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { **THE QUEBEC FARM**
No. 14,249. { **CREDIT BUREAU,**
body politic and incorporated, having its head office in Quebec City, plaintiff, *vs* **ÉMILE GAZAILLE**, farmer, domiciled in Ste-Christine, county of Bagot, defendant, and **LAURENT LANGEVIN**, in his capacity, mis-en-cause.

Notice of sale "en bloc" by the Sheriff.

"1. A lot, part of lot no. ten (10) of the official cadaster of the parish of St-André d'Acton, containing twenty-five acres area, more or less, bonded in front by the public road, in depth by "Le canton d'Ély", on west side by the lot of David Gazaille, on east side, by lot no. nine;

"2. A farm having two acres and a quarter in width more or less, by the depth of the concession, known and designated as being lot no. 9 (nine) of the official cadaster of the parish of St-André d'Acton, with buildings thereon erected;

"3. A farm known and designated as being part of lots no two hundred and two hundred and one (200 and 201) of the official cadaster of the parish of St-André d'Acton, with buildings thereon erected, the said part of lot no. 201 being bounded at east by the public road, on the west by lot no. 200, on the north by the third range, and, on the south, part by the road and a part by a part of same lot no. 201 owned by Paul E. Ménard and before to Omer Gazaille; the area of the part of the said lot two hundred and one (201) owned by borrower is the area of the said lot no. 201 being fifty-four acres, three rods and twenty-eight perches; less a strip of ten feet in width by the depth of the concession given to the municipality of Ste-Christine d'Acton for the enlargement of the road, less also the lot thereon of Paul E. Ménard measuring about one acres in superficies; the said part of lot no. 200 is bounded on the east by lot no. 201, at north by the lands of the third range, at west by the lot of La Fabrique de Ste-Christine d'Acton, and the lot of Déas Bisailon, at south by the public road; the said part of lot no. 200 is about thirty-eight acres in superficies."

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Christine d'Acton, comté de Bagot, le PREMIER jour de MAI 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.
St-Hyacinthe, ce 21 mars 1963. 2474-13-2-0

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of Ste-Christine d'Acton, county of Bagot, on the FIRST day of MAY 1963, at ELEVEN o'clock before noon.

GÉRARD BEAUDET,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Hyacinthe, March 21, 1963. 2474-13-2-0

Ventes pour taxes

Municipalité de l'Ascension de Notre-Seigneur

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix-huitième jour de mars 1963 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la municipalité de l'Ascension de Notre-Seigneur et à la commission scolaire de Garnier, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil municipal, à l'Hôtel-de-Ville de l'Ascension, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales et scolaires échues avant le 1er mars 1961 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Conrad et Joseph Audis — Les lots 23-1 et 23-2, rang 5, sous billet de location, sauf à distraire du lot 23-1:

a) les parties vendues à Price Brothers & Company Limited et Ronaldo Noël, suivant actes enregistrés sous les numéros 30055 et 66508;
b) les servitudes consenties à la compagnie Électrique du Saguenay, suivant acte dûment enregistré.

2. Zoël Gagné — Des lots 5-1 et 5-2, rang 6, sous billet de location, sauf à distraire les servitudes concédées à la compagnie Électrique du Saguenay, par actes dûment enregistrés.

3. Omer Bouchard — Le lot 26, rang 6, sous billet de location.

4. Gloria Maltais et dame Raymond Picard — Le lot 25, rang 6, et toutes ses subdivisions, sauf à distraire les droits ou les parties vendues:

a) à Price Brothers & Company Limited par actes enregistrés sous les numéros 30457 et 30458;

b) à Dame Oliva Tremblay, veuve de Eugène Tremblay, par acte enregistré sous le numéro 26,799; et à Trefflé Harvey, par acte enregistré sous le numéro 51,465;

c) à Sa Majesté par les actes enregistrés sous les numéros 51,030 et 51,114;

d) à Aluminum Company of Canada Limited, par acte enregistré sous le numéro 50,503;

e) à Léon Maltais, par acte enregistré sous le numéro 49,817;

f) à Alfred Lamontagne par acte enregistré sous le numéro 50,215 et, s'il y a lieu, les subdivisions 1, 2 et 3 dudit lot, 25-4, 25-4-1, 25-4-2, 25-4-3 et 25-4-4;

g) tous les autres terrains qui pourraient avoir été concédés par actes dûment enregistrés.

Tous les lots mentionnés ci-dessus sont ainsi connus et désignés au cadastre officiel du canton Garnier.

Sales for Taxes

Municipality of l'Ascension de Notre-Seigneur

Public notice is, by these presents given that the Quebec Municipal Commission, by an order in council dated the eighteenth day of March, 1963, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immovables below designated in satisfaction for payment of tax arrears due to the municipality of L'Ascension de Notre-Seigneur and to the school commission of Garnier, with interest and costs, and that therefore the said immovables shall be sold by public auction in the Municipal Council Hall, at the Town Hall of L'Ascension, on SEVENTEENTH day of APRIL 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, shall be excluded from the sale the immovables on which the municipal and school taxes were due before March 1, 1961 shall have been paid before the time of sale:

1. Conrad and Joseph Audis — Lots 23-1 and 23-2, range 5, under ticket of location, save to withdraw from lot 23-1;

a) the parts sold to Price Brothers & Company Limited and Ronaldo Noël according to registered deeds under numbers 30055 and 66508;
b) the servitudes consented to the Saguenay Electric Company, according to duly registered deed.

2. Zoël Gagné — Lots 5-1 and 5-2, range 6, under ticket of location, save to withdraw the servitudes conceded to the Saguenay Electric Company, by duly registered deeds.

3. Omer Bouchard — Lot 26, range 6, under ticket of location.

4. Gloria Maltais and Dame Raymond Picard — Lot 25, range 6, and all its subdivisions, save to withdraw the rights or the parts sold;

a) to Price Brothers & Company Limited by registered deeds under numbers 30457 and 30458;

b) to Dame Oliva Tremblay, widow of Eugène Tremblay, by registered deed under number 26,799; and to Trefflé Harvey, by registered deed under number 51,465;

c) to Her Majesty, by registered deeds under numbers 51,030 and 51,114;

d) to the Aluminum Company of Canada Limited, by registered deed under number 50,503;

e) to Léon Maltais, by registered deed under number 49,817;

f) to Alfred Lamontagne, by registered deed under number 50,215 and, as the case may be, subdivisions 1, 2 and 3 of the said lot, 25-4, 25-4-1, 25-4-2, 25-4-3 and 25-4-4;

g) all the other lots of land which have been conceded by deeds duly registered.

All the lots above mentioned are thus known and designated on the official cadaster of the township of Garnier.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à l'Ascension, ce quinzième jour du mois de mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
LORENZO LEMAY.

2429-12-2-0

Municipalité du comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Michel Villemure, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique au village d'Yamachiche, lieu où le conseil dudit comté tient ses sessions, JEUDI, le NEUVIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent soixante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances, dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

They shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, should there be any, and with the active and passive, apparent and unapparent servitudes by which they may be affected.

Adjudication price of each one of these immoveables shall be payable immediately.

The sale shall be subject moreover to right of withdrawal and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at L'Ascension this fifteenth day of the month of March, 1963.

LORENZO LEMAY,
Secretary-Treasurer.

2429-12-2

Municipality of the county of St-Maurice

Public notice is hereby given by the undersigned, Michel Villemure, secretary-treasurer of the aforementioned municipality, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction in the Public Hall, in the village of Yamachiche, where the council of said county holds its sessions, on THURSDAY, the NINTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and sixty-three at TENTH o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes, and other amounts due to the municipalities mentioned below, unless they shall have been paid together with the costs incurred before the sale, to wit:

Corporation de la Baie de Shawinigan — Corporation of the Baie de Shawinigan

Nom Name	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Sup. Area	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Majorique Lafrenière	P. 623		35 x 25.	\$123.93	\$164.52	\$288.45

Municipalité de Saint-Mathieu — Municipality of Saint-Mathieu

André Lavergne Borné à l'ouest par le lac Vert, à l'est par le chemin public au nord par Nérée Trudel et au sud par Arthur Lupien, cordon du rang # 7 s.	P. 50	6		\$ 9.95	\$ 16.48	\$ 26.43
Réal Houle Borné au sud par Jacques Houle, à l'ouest par la décharge du Lac Brûlé, au nord par Roland Houle et à l'est par un chemin privé conduisant au chalet.	P. 8	14		22.45	34.25	56.70
Léo-Paul Rousseau P. 10 est un passage de 25 x 50 sur le terrain de Bruno Lord pour se rendre au Lac Souris. P. 9 est borné à l'est par Joseph Leclerc à l'ouest par P. E. Lavigne, au nord par le Lac Souris et au sud par Bruno Lord.	P. 9 P. 10	10 10		57.43		57.43

Corporation de la paroisse de Trois-Rivières (scolaire) Corporation of the parish of Three Rivers (school)

Raoul Bolduc et-and Réal Allard Borné au nord par les lots P. 143, 86, 215, à l'est par le lot P. 145, à l'ouest par le Boul. St-Jean et P. 140 et au sud par le lot P. 143-80-221.	P. 143-81-82-83-84-85-216-217-218-219-220					\$ 96.99
Mme-Mrs Germain Gélinas Bornés au nord par le lot 36-19, à l'ouest par la rue Bourassa, au sud par le lot 36-22 rue, et à l'est par les lots 35-113 et 35-114.	P. 36-20 P. 36-21					166.96

Corporation de la paroisse de Trois-Rivières (suite)
 Corporation of the parish of the Three-Rivières (school) (continued)

Nom Name	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Sup. Area	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Armand Houle	P. 62					\$ 36.25
Borné au sud par une rue parallèle au fleuve St-Laurent, à l'ouest par une rue nord-sud conduisant du Fleuve à la route No 2, à l'est par le lot P. 62 appartenant à madame G. Ouellet et au nord par le lot P. 62 appartenant à monsieur Auguste Garceau.						
Bounded on the south by a street parallel to the St-Lawrence River, on the west by a street north-south leading from the River to highway No. 2, on the east by lot Pt. 62 belonging to Mrs. G. Ouellet and on the north by lot Pt. 62 belonging to Auguste Garceau.						
Mlle-Miss Marguerite Lesmerises	P. 21					397.12
Borné au nord par la route Ste-Marguerite, à l'ouest par le P. 22 appartenant à monsieur Roméo Gagnon, au sud et à l'est par le P. 22 appartenant à mademoiselle Françoise Gravel.						
Bounded on the north by the Ste-Marguerite highway, on the west by Pt. 22 belonging to Mr. Roméo Gagnon, on the south and on the east by Pt. 22 belonging to Miss Françoise Gravel.						
Lucien Martel	P. 59-13					22.71
Borné à l'est par le P. 59 appartenant à Bernard Montour, au sud par le 59-14 appartenant à J. P. Bélanger, à l'ouest par la rue 59-25 et au nord par le lot 59-12 appartenant à A. J. Smeaton.						
Bounded on the east by Pt. 59 belonging to Bernard Montour, on the south by 59-14 belonging to J. P. Bélanger, on the west, by 59-25 Street and on the north by lot 59-12 belonging to A. J. Smeaton.						
Georges Massé	38-176 38-177					33.50
Borné à l'est par les lots 38-175 et 38-P. 174, au sud par les lots 38-168 et 38-167, à l'ouest par les lots 38-178 et 38-166 et au nord par la rue 38-186.						
Bounded on the east by lots 38-175 and 38-Pt. 174, on the south by lots 38-168 and 38-167, on the west by lots 38-178 and 38-166 and on the north by 38-186 Street.						
Mme-Mrs. Julien Cinq-Mars	17-83 et-and 17-84					
Borné à l'est par le P. 17 appartenant à Xavier Rouette, au sud par le lot 17-82, à l'ouest par la rue 17-125 et au nord par le lot 17-85.						
Bounded on the east by Pt. 17 belonging to Xavier Rouette, on the south by lot 17-82, on the west by 17-125 St. and on the north by lot 17-85.						
Mme-Mrs. Julien Cinq-Mars	17-P-113					
Borné à l'est par la rue 17-125, au sud par l'autre partie du 17-113, à l'ouest par le lot P. 18 appartenant à Mme Arthur Lacerte et au nord par le lot 17-112.						
Bounded on the east by 17-125 St., on the south by the other part of 17-113, on the west, by lot Pt. 18 belonging to Mrs. Arthur Lacerte and on the north by lot 17-112.						
Mme-Mrs. Julien Cinq-Mars	17-P-116 et-and 17-117					342.83
Borné à l'est par la rue 17-125, au sud par le lot 17-118, à l'ouest par le lot P. 18 appartenant à Mme Arthur Lacerte et au nord par l'autre partie du 17-P-116.						
Bounded on the east by 17-125 Street, on the south by lot 17-118, on the west by lot Pt. 18 belonging to Mrs. Arthur Lacerte and on the north by the other part of 17-Pt 116.						
Radisson Construction	38-140, 37-68, 37-105, 37-124, 37-127, 38-189, 38-233, 38-234, 38-235, 38-241, 38-277, 38-278, 38-279, 38-280, 38-281, 38-282					1,899.01
Les Immeubles Radisson	P-38-201 P-38-236					583.22

Corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie — Municipal corporation of the parish of Saint-Élie

Jean Descôteau	P. 13		8		\$ 97.52	\$ 97.52
Borné au nord par Paul-Émile Gauthier, au sud par P. E. Corbin, à l'est par le Lac Long et à l'ouest par le chemin public.						
Bounded on the north by Paul-Émile Gauthier, on the south by P. E. Corbin, on the east by Lake Long and on the west by the public highway.						
Juneau Richard	P. 22		5	\$ 10.45	23.36	33.81
Borné au nord par Ephrem Philibert, au sud par Ephrem Philibert, à l'est par le Lac Perchaude et à l'ouest par Ephrem Philibert.						
Bounded on the north by Ephrem Philibert, on the south by Ephrem Philibert, on the east by Lake Perchaude and on the west by Ephrem Philibert.						
Ephrem Philibert	P. 22		5	5.34	14.49	19.86
Borné au nord par le lot No 23 du rang 5, au sud par le lot No 21 rang 5, à l'est par le lac Perchaude et Richard Juneau et à l'ouest par J. L. Gagnon.						
Bounded on the north by lot No. 23 of range 5, on the south by lot No. 21, range 5, on the east by Lake Perchaude and Richard Juneau and on the west by J. L. Gagnon.						
Ephrem Philibert	19	8		6.90	\$18.70	25.60
Borné au nord par le lot No 20, rang 8, au sud par le lot No 18, rang 8, à l'est par le lot No 10, rang 9 et à l'ouest par le lot No 19, rang 7.						
Bounded on the north by lot No. 20, range 8, on the south by lot No 18, range 8, on the east by lot No. 10 range 9 and on the west by lot No. 19, range 7.						
Ephrem Philibert	8	9		6.90	18.70	25.60
Borné au nord par le lot No 9 du rang 9, au sud par le lot No 7 du rang 9, à l'est division des paroisses St-Élie, St-Mathieu et à l'ouest par le lot No 17 rang 8.						
Bounded on the north by lot No. 9, of range 9, on the south by lot No. 7 of range 9, on the east division of the parishes of St-Élie, St-Mathieu and on the west by lot No. 17, range 8.						
Paul Ricard	P. 13		8		\$ 24.98	24.98

Borné au nord par Paul H. Bergeron, au sud par Alphonse Plante, à l'est par le lac Long et à l'ouest par Armand Ricard et chemin public.

Bounded on the north by Paul H. Bergeron, on the south by Alphonse Plante, on the east by Lake Long and on the west by Armand Ricard and the public highway.

Fait à Yamachiche, le 22e jour de mars mil neuf cent soixante-trois.

(Seau)
2484-13-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
M. VILLEMURE.

Given at Yamachiche, the 22nd day of March, one thousand nine hundred and sixty-three.

(Seal)
2484-13-2

M. VILLEMURE,
Secretary-Treasurer.

INDEX No 13

ACTIONS

en séparation de biens

Beaulieu vs Paquet	1588
Couture vs Royer	1588

ARRÊTÉ en Conseil

409 - Agences d'investigation ou de sécurité	1589
409 - Detective or security agencies	1589

AVIS

Duvernay, ville - town (<i>Bill 128</i>)	1593
Montréal, c.s.c. - c.s.c. (<i>Rachat d'obligations - Redemption of bonds</i>)	1595
Mountainview Baptist Church (<i>Const. - Inc.</i>)	1594
Trois-Rivières, par. (<i>Requête - Petition</i>)	1594

BILLS

Sanctioned	1595
Sanctionnés	1595

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des

Autorisées à faire des affaires

ABCC Finance (Ontario) Limited	1597
Kelly-Desmond Mining Corporation Limited	1597
Paramaque Mines Limited	1597

Chartes - Abandon de

Contessa Inc. (La)	1598
Sansoucy (Albert) Limitée	1598
Sherbrooke Frozen Foods Inc.	1598
Shermont Pavage & Construction Inc.	1598
Silvène Industries Ltd.	1598
Tic-Tac Motel Inc.	1599
Wally Davis Prospecting Syndicate Limited	1598

Divers

Challenge Publishing Corporation (The) (<i>Règl. - By-laws</i>)	1601
Collège Saint-Paul (<i>Règl. - By-laws</i>)	1602
Dominion Tool & Metal Products Limited (<i>Dir.</i>)	1601
Kinnear's Mills Home (<i>Règl. - By-laws</i>)	1601
Mark Hot Inc. (<i>Dir.</i>)	1602
Oeuvre des Terrains de Jeux du Parc Ste-Thérèse-de-Dolbeau, Inc. (L') - (<i>Dir.</i>)	1599
Oeuvre des Terrains de Jeux du Parc Ste-Thérèse-de-Dolbeau, Inc. (L') - (<i>Règl. - By-laws</i>)	1599
Paré Tavern Inc.	1601
Pointe Claire Lumber Ltée - Ltd. (<i>Dir.</i>)	1599
Société d'Entreprise du Canada (<i>Dir.</i>)	1600
Space Age Metals Corporation Limited (<i>Dir.</i>)	1600
Taverne Paré Inc. (<i>Dir.</i>)	1601
Victor Company Ltd. (<i>Dir.</i>)	1600

ACTIONS

for Separation as to Property

ORDER in Council

NOTICES

BILLS

Sanctioned	1595
Sanctionnés	1595

COMPANIES

Notices relative to the Act of

Licensed to do Business

A.B.C. Realty Corp.	1530
Agences Interprovinciales Inc. (Les) ...	1531
Alliance Estivale de Lavaltrie Inc. (L') ..	1531
Arcand Transport Inc.	1531
Arsenault (Maurice) Ltée	1532
Association Canadienne pour la Santé Mentale (Région de Québec) Inc. ...	1532
Association des Hommes d'Affaires de Lachine (L')	1532
Association des Petits Industriels du Québec Inc.	1533
Association du Transport d'Écoliers du Nord-Ouest Québécois Inc. (L')	1533
B. & B. Premiums Inc.	1534
Bélangier et Duguet Construction Inc. ...	1534
Bélangier Sable et Gravier Incorporée ..	1534
Bélangier Sand and Gravel Incorporated ..	1534
Belcan Alfalfa Products Inc. (The) ...	1535
Bemco Furniture Inc.	1535
Bench-Made Furniture Corp.	1535
Bernard Specialty Shop Inc.	1536
Bibliothèque des Jeunes - Duvernay Inc.	1536
Bislay Investments Ltd.	1537
Bowling Riviera Inc.	1537
Brigitte Construction Inc.	1537
Burelco Holding Corporation	1538
Canadian Bowling Ltd.	1538
Centre d'Achat Provincial 1963 Inc. ...	1538
Centre de Billard Inc.	1539
Charles Construction Inc.	1539
Chez Oscar Inc.	1540
Cie de Publication Cité Nouvelle Ltée (La)	1540
Clot (A.) Graphite Mining Ltd.	1540
Club de Curling de Belleterre Ltée ...	1541
Club de la Traction sur Toute (Québec) Inc. (Le)	1568
Collège Canadien des Travailleurs	1559
Colombière Inc. (La)	1541
Compagnie de Sol-Ciment de Québec (La)	1541
Compagnie Ri-Val Inc.	1542
Compagnie Ro-Bi Ltée	1500
Constructions Aurores Boréales Ltée (Les)	1542

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)
Construction Charles Inc.	1539
Consumers Can Corporation	1543
Copains des Routes Bleues (Les)	1543
Corporation de Finance Midanis	1567
Cosmos Investment Corp.	1544
Créations Fourrures Canadiennes Inc.	1544
Creations Mam'Selle Inc.	1544
Dalin Manufacturing Ltd.	1545
D'Anjou Builders Supply Inc.	1545
Desjardins (Guy) Ltée	1545
Diplomat Construction Inc.	1546
Distributeurs Laurier Inc.	1546
Dolini Realities Inc.	1557
Duchesneau & Cie Ltée	1547
Dumka Inc.	1547
East Air & Body Craft Limited	1547
École de Soudure, Débossage & Peinture, Inc.	1548
Education and Training Research Institute (The)	1548
Electrical & Mechanical Supply, Inc.	1564
Entraide Paroissiale St-Henri	1548
Épiceries Bélanger Ltée (Les)	1549
Exceltone Hearing Aids Ltd.	1549
Fédération des Sociétés d'Infirmières Visiteuses	1550
Ferco Paints & Machinery Rentals Ltd.	1550
Ferme Ramsay Inc.	1550
Ferme St-Paul Inc.	1551
Foodimatic Vending Corp.	1551
Formenton (George S.) Inc.	1551
Frankel Home Furniture (1963) Inc.	1552
Franrol Inc.	1552
Future Scientist Kits Inc.	1552
G. A. S. Auto Parts Inc.	1553
G I L Investment Corp.	1553
Gagné (Roger) Limitée	1554
Geffin (Philip) Inc.	1554
Gingras Transport Inc.	1554
Girard (René) Inc.	1555
Globe Films Inc.	1555
Gulbro Investments Inc.	1555
Hedron Enterprises Incorporated	1556
Huntwood Ltd.	1556
Ibex Inc.	1556
Immeubles Beauséjour Inc.	1557
Immeubles Dolini Inc. (Les)	1557
Industrial Varieties Inc.	1583
Jackman (O.R.) Inc.	1557
Jeux Olympiques du Bas St-Laurent Inc. (Les)	1558
Jonlew Inc.	1558
Joseph Market Inc.	1565
Barre 500 Inc. (Les)	1558
Labour College of Canada	1559
Lachine Businessmen's Association	1532
Laird Sales Agencies Ltd.	1559
Laliberté & Fils Inc.	1560
Langlois (A.) & Fils Ltée	1560
Lanza Restaurant Inc.	1560
Latreille (Raymond) Inc.	1561
Laurentian Irish Society Inc. (The)	1561
Laurier Distributors Inc.	1546
Lavoir Inc. (Au)	1561
Lebrun & Fils Inc.	1562
Lecomte (Madame Jean) Limitée	1562
Liberty Furniture Limited	1562
Librairie Marcel Kirouac Limitée	1563
Little Johns' Ltd	1563
Loney Bldg. Restaurant Inc.	1563
Machinerie Électrique & Mécanique, Inc.	1564
Maison Diana (1963) Inc. (La)	1564
Manufacturiers du Québec Inc. (Les)	1565

Marché Joseph Inc.	1565
Marden Holdings Ltd.	1565
Marina Investment Corp.	1566
Mark Distributing Co. Inc.	1566
Melville Dental Building Limited	1566
Michael's Cartage Ltd.	1567
Midanis Finance Corporation	1567
Montreal Microfilm & Commercial Photography Ltd.	1568
Mortgage Capital Secured Ltd.	1568
Motor Truck Club (Quebec) Inc. (The)	1568
Oeuvres des Loisirs de Joly	1569
O.T.J. de St-Ludger, Frontenac (L')	1569
Pacemaker Inc.	1570
Package Assembly Ltd.	1570
Packaged Systems Limited	1570
Perron & Gervais Incorporée	1571
Perelman (Sam) Realities Inc.	1571
Plomberie L'Abord-à-Plouffe Ltée	1571
Plywood House Inc.	1572
Poulin (Gilles) Limitée	1572
Promotion Touristique Fleur de Lys Ltée	1572
Provincial Buying Centre 1963 Inc.	1538
R.C. Enterprises Inc.	1573
R.T.R. Lingerie Inc.	1573
Rachel Service Station & Car Wash Inc.	1573
Re-Mo General Contractors Inc.	1574
Restaurant Castel du Roy Ltée	1574
Richlorne Inc.	1574
Ro-Bi Company Ltd.	1542
St-Félicien Truck Service Inc.	1575
St. Henri Men's Wear—Uniforms Ltd.	1575
St. Leonard Theatre Co. Ltd.	1575
St-Maurice Golf & Country Club Inc.	1576
Service des Loisirs Notre-Dame de Pontmain	1576
Sharp Precision Tool & Die Co. Ltd.	1577
Société Artistique du Richelieu (La)	1577
Société Médico-Pshycologique de Québec (La)	1577
Société Spéciale de Placement Ltée	1578
Soil-Cement Company of Quebec (The)	1541
South Shore Transport Ltd.	1581
Sucan Ltd.	1578
T.V. Town (Montreal) Ltd.	1578
Taverne Ahuntsic Inc.	1579
Taverne Château Inc.	1579
Thellend (Claude) Explorations Ltée	1579
Toit de Chaume Limitée (Le)	1580
To Market to Market Inc.	1580
Trans-Canada (Montreal) Outlet Inc.	1580
Transport de la Rive Sud Ltée	1581
Tuile et Mosaïque de Rive Sud, Limitée	1581
Twentieth Century Holdings Corporation	1581
Universal Knitting Mills Corp.	1582
Val Plaza Delicatessen & Pastry Inc.	1582
Variétés Industrielles Inc.	1583
Ville Mont Inc.	1583
Wol-Sy Investment Corp.	1583

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Boulangerie Guérin et Frère, Ltée	1584
Centre Manufacturing Co. Ltd.	1584
Ceva Industries Ltd.	1584
Château Fort des Laurentides Ltée	1584
Delafo Inc.	1585
Domaine Estria Corporation	1585
Entreprises Auteuil Inc. (Les)	1585
Home Owners Corporation	1585
Lamothe (Jacques) Inc.	1586
Maison Diana Inc. (La)	1586
Place Ville Marie Corporation	1586
Ravary Transport Inc.	1586

Lettres patentes supplémentaires (suite)	Supplementary Letters Patent (continued)	Travail	Labour
Redfern Realties Inc.	1587	Automobile, Roberval (Prél.- Levy)	1622
Remer Bros. Investment Corporation	1587	Barbers and hairdresser, St. Hyacinthe (Amend.)	1613
Salaïson Brisson Inc. (La)	1587	Barbers and hairdressers, Saint-Hyacinthe (Levy)	1623
Soden (P.N.) & Company Limited	1587	Barbers and hairdressers, St. John and Iberville (Levy)	1625
Soucy, (F.F.) Inc.	1588	Barbers and hairdressers, Saguenay (Levy)	1627
Turcotte (D.) & Fils Limitée	1588	Barbiers et coiffeurs, Saint-Hyacinthe (Prél.)	1623
Sièges sociaux	Head Offices	Barbiers et coiffeurs, Saint-Hyacinthe (Prél.)	1625
Au Meuble de France Limitée	1604	Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, St-Hay- cinthe (Mod.)	1613
Ber-Jac Development Inc.	1602	Barbiers-coiffeurs, St-Jean et Iberville (Prél.)	1625
Drummond Heights Ltd.	1603	Barbiers et coiffeurs, Saguenay (Prél.)	1627
Entreprises B.C.L. Inc. (Les)	1605	Chemise, Province (Prél.)	1628
Frères de Sainte-Croix (Les)	1606	Confection pour hommes et garçons, Province (Mod.)	1614
Gilbert Construction Inc.	1603	Construction, St-Hyacinthe (Mod.- Amend.)	1616
Jardinière Inc. (La)	1605	Fournure, détail, Montréal (Prél.)	1631
Montmorency Limitée (Le)	1606	Fur, retail, Montreal (Levy)	1631
Natofin Ltd.	1606	Men's and boys' clothing, Province (Amend.)	1614
Northam Warren Limited	1604	Shirt, Province (Levy)	1628
Packaging Industries Limited	1605	Tanneries et corroïeries, Province (Prél.)	1630
Pointe-Claire Paving Ltd.	1604	Tanners and curriers, Province (Levy)	1630
Profis Holdings Ltd.	1602		
Restaurateurs Associés Inc. (Les)	1604	PROCLAMATION	PROCLAMATION
Shears, Bourque & Co Ltd.	1603	Detective or security agencies act.	1633
Silver Foods Limited	1604	Loi des agences d'investigation ou de sécurité	1633
Singer Company of Canada Ltd.	1605		
DEMANDES	APPLICATIONS	SOUMISSIONS	TENDERS
à la Législature	to Legislature	Pointe-Claire, cité - city	1635
Association de Bienfaisance et de Re- traite de la Police de Montréal (L')	1606	Ste-Anne-des-Monts, munic.	1636
Corporation des entrepreneurs pour la protection contre l'incendie de la Province de Québec	1607	Ste-Anne-de-Sorel, c.s.- s.c.	1637
Corporation of Fire Protection Con- tractors of the Province of Quebec	1607	Ste-Anne-de-Varenes, par.	1639
Estate Origène Gobeille	1607	St-Joseph, c.s.- s.c.	1640
Montreal Police Benevolent and Pen- sion Society (The)	1606	St-Jovite, village	1641
Pierrefonds, ville - town	1607	St-Pie, village	1634
Succession Origène Gobeille	1607	Vimont, ville - town	1642
Liquidation	Winding	SYNDICATS	SYNDICATES
Messier (A.) Building Supplies Inc.	1608	Coopératifs	Cooperative
Messier (A.) Matériaux de Construc- tion Inc.	1608	Caisse Populaire St-Antoine des Lau- rentides (La) - (Fond.- Found.)	1643
MINISTÈRES	DEPARTMENT	Coopérative de Consommation de Cha- pais (La) - (Fond.- Found.)	1643
Affaires municipales	Municipal Affairs	Placements Coopératifs Laberge (Fond.- Found.)	1644
Saint-Hilaire-sur-Richelieu, ville - town (L. P.)	1608	Professionnels	Professional
Saint-Jérôme, cité - city (Annex.)	1610	Association des Employés de Fabricants de Portes Inc. F.C.A.I. (Const.- Inc.)	1644
Instruction publique	Education	Association des Instituteurs & Insti- tutrices de la Région de Matane (A.I.R.M.) (Nom - Name ch.)	1644
Municipalité scolaire de:	School Municipality of:	Association des Instituteurs et Insti- tutrices de la Région de Rimouski (Nom - Name ch.)	1645
Bellerive (Dem.- Appl.)	1612	Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec Inc. (C.S.N.) (La) - (Nom- Name ch.)	1645
Chambly (Acc.- Grant.)	1611	Syndicat des Briqueteurs-Maçons de Québec Inc. (C.S.N.) (Le) - (Non - Name ch.)	1645
Notre-Dame de Stanbridge (Acc.- Grant.)	1611	Syndicat des Employés de Duval Motors (1960) Ltd. (Le) - (Const.- Inc.)	1644
Petit-Pabos (Dem.- Appl.)	1612		
Rivière-du-Loup, cité - city (Acc.- Grant.)	1611		
Ste-Émilie-de-l'Énergie (Acc.- Grant.)	1611		
St-Michel-de-Rougemont, par. (Dem.- Appl.)	1612		
St-Rémi (Acc.- Grant.)	1611		
St-Zénon (Acc.- Grant.)	1612		
Terres et Forêts	Lands and Forests		
Cadastré:	Cadastré:		
St-Lazare, par.	1612		
St-Vincent-de-Paul, par.	1613		

VENTES	SALES	Montréal	Montreal
Effets non-réclamés	Unclaimed Goods		
Canadian Pacific Express Company.....	1645	Prudential Insurance Company of America (The) <i>vs</i> Berryman.....	1649
Licitation	Licitation	Queen (The) <i>vs</i> Papy.....	1650
Boissy <i>vs</i> Chabot <i>et al.</i>	1646	Reine (La) <i>vs</i> Papy.....	1650
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Val Royal Building Materials Limited <i>vs</i> Rental Holding Inc. <i>et al.</i>	1649
Thibeault, Camille.....	1647	Québec	Quebec
SHÉRIFS	SHERIFFS	Placements Vicalco Inc. <i>vs</i> Gauthier... ..	1651
Abitibi	Abitibi	Rimouski	Ri mouski
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Dubé.....	1647	Cité des Sept Iles (La) <i>vs</i> Bacon.....	1652
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Dubé.....	1647	Cité des Sept Iles (La) <i>vs</i> Barboni.....	1652
Chicoutimi	Chicoutimi	Cité des Sept Iles (La) <i>vs</i> Thiffault.....	1653
Perron <i>vs</i> Simard.....	1648	Service Irving Dionne <i>vs</i> Simonneau... ..	1654
Iberville	Iberville	Western Saving & Loan Association <i>vs</i> Tapia.....	1652
Couillard <i>vs</i> Payant.....	1648	Saint-Hyacinthe	Saint Hyacinthe
Joliette	Joliette	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Gazaille.....	1654
Dupuis <i>vs</i> Perreault.....	1648	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Gazaille.....	1654
		Taxes	Taxes
		L'Ascension, munic.....	1655
		St-Maurice, comté - county.....	1656

